

ALTERNANCE Au lendemain de son écrasante victoire électorale, Tony Blair a déclaré qu'il entendait gouverner comme un « nouveau travailliste », autrement dit qu'il se-

ra un premier ministre centriste. Le nouveau locataire du 10 Downing Street a précisé qu'il n'y aura pas de retour aux dogmes du passé. LES TRAVAILLISTES, selon les résultats

définitifs du scrutin, ont obtenu 419 sièges, contre 165 pour les conservateurs de John Major et 46 pour les libéraux-démocrates de Paddy Ashdown. Huit petites formations, dont

le Sinn Féin en Irlande du Nord, se partagent les 29 autres sièges. JOHN MAJOR a démissionné, vendredi 2 mai, de son poste de président d'un Parti conservateur, vic-

time notamment de ses querelles internes sur l'Europe. Sept ministres et quatorze secrétaires d'Etat du gouvernement sortant ont été battus aux élections du 1^{er} mai.

Tony Blair rappelle que la Grande-Bretagne sera gouvernée au centre

Le plus jeune premier ministre que le Royaume-Uni ait connu depuis 1812 a exclu tout retour aux dogmes du passé. Les surprises de ce scrutin auront été notamment l'entrée massive des femmes aux Communes et l'élection en Irlande de deux chefs du Sinn Féin

LONDRES
de nos envoyés spéciaux
Si Tony Blair a changé de voiture, vendredi 2 mai, en fin de matinée - abandonnant sa Jaguar grenat de chef de l'opposition pour la Daimler noire du chef du gouvernement -, il a immédiatement tenu à préciser que, pour autant, il ne changeait pas de programme. Tout juste intronisé par la reine Elizabeth II, acclamé par ses sympathisants massés à l'entrée du 10 Downing Street, le plus jeune (quarante-trois ans) premier ministre du Royaume-Uni depuis 1812 a rappelé qu'il avait été élu sur « la plate-forme du Nouveau Parti travailliste » et qu'il entendait gouverner comme « un nouveau travailliste ». Traduit en langage politique continental, cela veut dire que M. Blair sera un premier ministre centriste.

« Il n'y aura pas de retour aux dogmes du passé », ceux de la vieille gauche, a-t-il poursuivi. M. Blair a d'ailleurs toute latitude pour gouverner comme il l'entend, tant sa victoire est large. La presse le qualifie de premier ministre le plus puissant depuis Margaret Thatcher qui

avait, elle aussi, rassemblé sur son nom une vaste majorité. Premier travailliste élu à entrer à Downing Street (James Callaghan avait succédé en cours de mandat à Harold Wilson) depuis vingt-trois ans, M. Blair dispose d'une majorité sans précédent à la Chambre des communes : 419 sièges, auxquels on peut ajouter le soutien quasi assuré des 46 élus du Parti libéral-démocrate de Paddy Ashdown (qui réalise

la plus belle percée qu'un parti dit de la « troisième force » ait jamais eue dans l'histoire politique de l'après-guerre). Avec 120 élus (deux fois plus qu'en 1992), les femmes entrent massivement aux Communes, principalement aux côtés du chef travailliste.

La majorité de M. Blair est telle qu'elle lui assure quasi automatiquement un deuxième mandat : pour que les tories reviennent au

pouvoir, il faudrait un revirement énorme de l'électorat. Avec 165 élus, le Parti conservateur représente plus une force d'opposition symbolique qu'un contre-poids politique au Labour. Mais il n'y a pas que le parti tory qui sorte laminé du scrutin. « Un autre parti est mort » en cette journée de grand réalignement politique, écrit le quotidien *The Independent* : « C'est le Parti travailliste des années 80, avec son attachement aux nationalisations, à une fiscalité redistributive, aux accords privilégiés avec les syndicats, et son opposition au Marché commun. »

Les derniers représentants de ce parti-là - les élus de la gauche travailliste - n'ont guère les moyens de peser sur le premier ministre. M. Blair trône à la tête d'une coalition si vaste qu'il n'aura pas de mal à trouver les 530 voix requises pour obtenir la majorité d'une Chambre de 659 élus. M. Blair n'a pas de concession à faire à une gauche qui ne l'aime guère. Il est, notamment, libre de mener la politique européenne qu'il souhaite, sans se soucier de sa gauche eurosceptique. Les rendez-vous de mai et juin, à

Noordwijk et à Amsterdam, quand il faudra solder les travaux de la Conférence intergouvernementale (la CIG, sur la réforme des institutions de l'Union européenne), donneront un avant-goût de ses choix européens.

TENDANCE CENTRISTE CONFIRMÉE

La composition du noyau dur de son cabinet confirme les orientations centristes de la nouvelle équipe travailliste, notamment le choix de Gordon Brown comme chancelier de l'Échiquier. Sur les marches de Downing Street, M. Blair est resté évasif sur son programme. Il s'est contenté de répéter ses deux priorités : l'éducation et la santé. Il n'a annoncé aucun grand projet, sinon celui de faire que la Grande-Bretagne redevienne une société où chacun « retrouve le sens du devoir » et de la compassion à l'égard de l'autre. On en saura plus lors du discours de la reine qui ouvrira, à la mi-mai, la nouvelle session parlementaire.

Patrice de Beer et Alain Fraichon

Nominations au nouveau cabinet

Le nouveau premier ministre, Tony Blair, a déjà annoncé plusieurs nominations importantes dans son cabinet :

Gordon Brown a été nommé chancelier de l'Échiquier (ministre des finances) ; Robin Cook, secrétaire au Foreign Office ; John Prescott, vice-premier ministre, et Margaret Beckett, secrétaire au commerce. David Blunkett a reçu le portefeuille de l'éducation et du travail, et Jack Straw, celui de l'intérieur. Derry Irvine s'est vu confier le poste de lord-chancelier, représentant au gouvernement à la Chambre des lords. Selon le *Financial Times*, le premier ministre offre au président de British Petroleum, Sir David Simon, un rôle important dans la mise au point de sa politique gouvernementale à l'égard de l'Union européenne. (Reuters)

La réussite de David Blunkett, aveugle de naissance

Nouveau ministre de l'Éducation et de l'Emploi, David Blunkett n'aime pas que l'on parle de son handicap, car « cela sous-estime ma réussite en tant qu'individu et homme politique ». Il faut dire que sa cécité de naissance ne l'a pas empêché de faire une longue carrière politique au sein du Labour après avoir envisagé de devenir pasteur méthodiste. Ce fils de gardien a suivi les cours du soir avant de présider le conseil municipal de Sheffield. Député, puis ministre du cabinet « fantôme », il se déplace accompagné de son labrador, Lucy - y compris aux Communes, où elle est unanimement acceptée et se tient calmement à ses côtés - et étudie ses dossiers sur bandes magnétiques ou en braille. Dans le domaine de l'éducation, M. Blunkett a contribué à reformuler profondément la vision de son parti. On peut s'attendre qu'il intensifie sa croisade pour l'amélioration du niveau scolaire - beaucoup trop bas - et « un changement culturel » dans la lutte contre le chômage.

Les tories victimes de leurs divisions sur l'Europe

LONDRES
de nos envoyés spéciaux
Le système politique britannique est sans pitié. Quelques heures à peine après sa défaite, le premier ministre sortant avait démissionné ses affaires du 10 Downing Street et n'était plus qu'un simple député. Le Parti conservateur n'est pas plus tendre. John Major (a compris, oui, dès vendredi matin 2 mai, et très désagréablement, a déclaré : « Quand le rideau tombe, il est temps de quitter la scène, et c'est ce que j'ai l'intention de faire. ») Il restera à la tête de son parti jusqu'à ce que celui-ci se soit trouvé un nouveau chef.

Dans l'état de choc dans lequel se trouvent les conservateurs, ce processus risque d'être brutal. Le Parti tory a toujours été considéré comme une machine à gagner des voix, la plus redoutable et efficace du monde occidental, ni le pouvoir passait avant les idéologies, où l'échec ne pardonnait pas. Ce qui l'a perdu, c'est la disparition de toute discipline dans un mouvement divisé en deux camps : ceux qui dénoncent les eurosceptes et ceux qui poussent au bord de l'écartèlement. John Major paie ainsi le prix pour n'avoir pas su imposer son autorité et s'être laissé « poignarder » dans le dos.

« STUPIDITÉ DE DROITE »

M. Major parti, c'est le mouvement conservateur tout entier qui encense les « dividendes » de ses divisions sur l'Europe. D'abord la défaite de sept membres du cabinet et de quatorze secrétaires d'Etat. L'*Evening Standard* a publié, vendredi, un éditorial dénonçant « un gouvernement épuisé, divisé, corrom-

pu par dix-huit années de pouvoir, sans leadership et séduit par des stupidités de droite dont la plus grande était son anti-européisme. Une leçon éclatante que (...) l'euro-sceptisme a toujours été et sera toujours, une faiblesse. Rien n'aura été plus désastreux pour les intérêts des conservateurs que l'image qu'ils ont donnée d'un parti, accusé principalement d'un parti pour savoir qui d'entre eux haitait le plus l'Europe. Dieu merci, le public britannique a trop solidement les pieds dans le sol pour laisser cette avarie électorale dater de l'époque de l'armée de papier ».

Porte-parole des pro-européens, le chancelier de l'Échiquier sortant, Kenneth Clarke, a regretté que la campagne ait été axée sur l'Europe plus que sur les succès économiques - indiscutables - du gouvernement. Les eurosceptiques refusent toutefois de désarmer. L'un d'eux, Nicholas Winterdon, a assuré que « l'histoire montrera du doigt » M. Clarke pour n'avoir pas été assez ferme contre Bruxelles et la monnaie unique.

M. Clarke a déjà fait acte de candidature à la direction du parti. L'ex-vice premier ministre Michael Heseltine, également modéré et pro-européen, devrait l'imiter, de même que quatre ou cinq anciens ministres. Si M. Clarke et M. Heseltine ont la faveur du public, ils auront fort à faire avec les eurosceptes. En particulier avec l'ancien ministre John Redwood. Lancer sa campagne dans le *Standard*, M. Redwood a certes modéré ses termes sur l'Europe, mais sans désarmer son hostilité à la monnaie unique.

Les eurosceptes ne semblent toujours pas avoir compris le mal qu'ils ont infligé à leur parti. Ils ont donné l'image d'un mouvement divisé, obsédé par une seule question alors que les électeurs se préoccupent de celles qui les touchent au quotidien : la santé, l'éducation ou la sécurité. Nombre de leurs témoins, dont certains peuplent un «

les plus faibles aura été considérable. Mais ils ont aussi montré qu'ils souhaitent mettre un terme au processus de privatisation tous azimuts, de libéralisme aux dépens de toute protection sociale, de retour de l'État au profit d'opérateurs privés. En particulier dans l'éducation et la santé, comme le préconise le programme électoral de

Les résultats définitifs confirment la perte de 178 sièges par les conservateurs

Après dépouillement dans l'ensemble des 659 circonscriptions du pays qui forment la Chambre des communes, les tories ont perdu 178 sièges. Les sièges obtenus par chaque parti aux élections législatives britanniques du jeudi 1^{er} mai :

● Travaillistes : 419 sièges (273 réélus, 146 gains) et 43,17 % des voix.
● Conservateurs : 165 sièges (165 réélus, 178 pertes) et 30,60 % des voix.
● Libéraux-démocrates : 46 sièges (18 réélus, 30 gains, 2 pertes) et 16,71 % des voix.

● Autres : les Unionistes modérés obtiennent 10 sièges ; les nationalistes écossais, 6 ; les nationalistes gallois, 4 ; les nationalistes modérés d'Ulster, 3 ; le Sinn Féin, 2 ; les Unionistes irlandais, 2 ; les indépendants, 1 ; et les Unionistes indépendants, 1. (AFP, Reuters)

nationalisme bondant la xénophobie, ont mordu la poussière. Le scrutin a montré l'échec de leur politique. Pourtant, leur obstination risque de plonger le Parti conservateur dans de nouvelles guerres intestines dont ne pourra que profiter M. Blair. Ce scrutin aura transformé le plus puissant parti de Grande-Bretagne en un mouvement minoritaire en Angleterre - y compris dans sa base traditionnelle de « Home Counties » du Sud. Il a perdu tous ses sièges en Écosse et au Pays de Galles.

En votant Blair, les électeurs britanniques ont certes choisi un changement sans risques, une humanisation de réformes économiques brutales dont le coût pour

M. Major. M. Redwood lui-même l'a compris en reconnaissant que « les gens ont exprimé qu'ils voulaient dépenser plus pour nos écoles et nos hôpitaux ». Et donc - sacrifice pour les héritiers de M. Thatcher - un peu plus d'État et de services publics.

C'est d'ailleurs sur un programme prévoyant une modeste hausse des impôts pour améliorer une situation parfois désastreuse dans ces secteurs si chers au cœur des Britanniques que les libéraux-démocrates de Paddy Ashdown avaient fait campagne. Ce qui leur a bien réussi. Ils ont remporté 46 sièges (+29).

P. de B. et A. Fr.

cond succède à un pasteur protestant proche du révérend Paisley. Fidèles à leur refus de reconnaître la souveraineté britannique sur la province, les deux hommes ne devaient finalement pas siéger aux Communes car cela leur aurait obligé à prêter serment à la reine, ce qu'ils refusent. Mais ils entendent ouvrir un bureau à Westminster pour faire passer leurs idées.

Le scrutin du 1^{er} mai a fait d'eux la troisième force politique d'Irlande du Nord derrière les unionistes (UUP) de David Trimble (10 élus) et le SDLP de John Hume (3), mais devant le parti du révérend Paisley (2) et les UK unionistes (1). Ceux-ci ont manifesté leur mécontentement devant

l'« aberration » que représente le succès électoral du Sinn Féin. Mais M. Adams estime que les urnes « ont envoyé un message clair à Dublin et à Londres » et lui ont donné un « mandat qui est un soutien décisif à la paix ».

La future secrétaire travailliste à l'Irlande du Nord, Mo Mowlam, a immédiatement réaffirmé la position de son parti sur les négociations avec le Sinn Féin. Il est clair, a-t-elle dit, qu'« aucun de mes collègues n'aura le moindre contact avec le Sinn Féin tant que l'IRA n'aura cessé d'être une force armée ». Il est en effet exclu que le Labour cède davantage aux terroristes républicains que les conservateurs. Mais sa large majorité lui laisse une liberté de manœuvre que n'avait pas M. Major, contraint de compter sur le soutien des unionistes aux Communes.

En tout cas, la première sortie internationale de Tony Blair, avant même la réunion des Quinze aux Pays-Bas, devrait être un sommet avec son homologue irlandais, John Bruton, qui s'apprête à organiser des élections législatives. Le nouveau premier ministre britannique n'aura pas en à attendre longtemps pour que ses racines irlandaises le rattrapent : sa grand-mère maternelle, Sally Lipsett, était en effet une protestante vivant dans le comté du Donegal, qui fait aujourd'hui partie de la République d'Irlande.

P. de B.

Bill Clinton et les républicains prévoient d'équilibrer les finances publiques américaines d'ici à 2002

WASHINGTON
de notre correspondant
Théoriquement, l'objectif est atteint : la Maison Blanche et les républicains sont parvenus à un accord sur l'équilibre budgétaire, vendredi 2 mai, mettant fin à plus d'un an de tractations. Unanimité qualifiée d'« historique », ce compromis, qui prévoit d'atteindre l'équilibre des finances publiques en 2002, doit maintenant passer l'épreuve du Congrès. En pratique, cela signifie plusieurs mois de nouvelles négociations, à la fois entre républicains et démocrates, et sans doute davantage au sein de chaque parti, pour convoquer la base des concessions accordées.

Facilité par la situation quasi euphorique de l'économie américaine, ce résultat représente une victoire dont peuvent se prévaloir à la fois Bill Clinton et l'opposition. Les républicains, qui avaient fait

d'un tel objectif le fer de lance de leur « révolution » conservatrice de 1994, avaient été reconnus responsables du blocage des négociations, particulièrement manifeste au cours de l'hiver 1995 : la fermeture partielle de l'administration fédérale, à deux reprises, avait été sévèrement jugée par l'opinion.

Mais le jusqu'au-boutisme des républicains avait en raison des réticences du chef de la Maison Blanche, qui avait fini par se rallier au dogme de l'équilibre budgétaire, pûrment critiqué par de nombreux économistes. Observés attentivement par Wall Street, ni la Bourse des valeurs ni l'évolution en dents de scie des discussions, les négociateurs ont bénéficié d'une succession de bonnes nouvelles économi-

Mercredi, le département du commerce avait annoncé une pro-

gressivité de la production des biens et services de 5,6 % (en rythme annuel) au cours du premier trimestre, le meilleur résultat depuis neuf ans. Les chiffres du chômage pour le mois d'avril, annoncés vendredi, ont enregistré leur plus bas niveau depuis décembre 1973 (4,9 %, contre 5,2 % le mois précédent). La poursuite d'une forte croissance incite la Réserve fédérale à continuer son action de baisse des taux d'intérêt, afin de se prémunir contre tout dérapage inflationniste. Le Trésor estime que le déficit du budget pourrait être ramené à 75 milliards de dollars pour l'année fiscale, le plus faible niveau depuis vingt ans. Les dernières prévisions étaient de 110,3 milliards, soit 1,5 % du PIB, taux déjà bien enviable pour les pays européens qui se battent pour réduire leurs déficits à 3 % du PIB.

Afin d'accroître leur marge de manœuvre, la Maison Blanche et les républicains se sont mis d'accord sur une baisse de 0,3 % de l'indice du coût de la vie (CPI), qui est notamment utilisé pour calculer le montant des retraites. Selon la plupart des spécialistes, cet indice exagère les effets de l'inflation. En le baissant, l'État fédéral devrait économiser 35 milliards de dollars. Il s'agit d'une décision particulièrement délicate, en raison de l'opposition des syndicats et des puissantes organisations de défense des intérêts des personnes âgées.

RENTREES SUPPLEMENTAIRES

Toutes ces rentrées supplémentaires ont permis de diminuer l'ampleur des sacrifices nécessaires pour équilibrer les comptes. Les principales dispositions du compromis prévoient un allège-

ment net de la pression fiscale d'environ 85 milliards de dollars : il s'agit d'un crédit d'impôt de 500 dollars par enfant à charge, d'un allègement de l'impôt sur les plus-values et de certaines taxes sur les successions. La croissance des dépenses de Medicare (assurance-maladie des personnes âgées) sera réduite de 115 milliards de dollars sur cinq ans, et celle de Medicaid (assurance-maladie des plus démunis), d'environ 18 milliards.

Les dépenses pour les programmes domestiques devraient être réduites de 65 milliards de dollars, soit 20 milliards de plus que ne le souhaitait Bill Clinton. Le président a cependant obtenu partiellement gain de cause : il pourra consacrer 34 milliards supplémentaires au financement de programmes jugés essentiels par la Maison Blanche. Outre l'extension

de l'assurance-maladie pour les enfants de milieux démunis, il s'agit de corriger partiellement deux dispositions très critiquées de la réforme du *welfare* (l'aide sociale) : la suppression de certaines allocations allouées aux immigrants légaux et celle des bons alimentaires versés à plusieurs millions d'enfants.

Les républicains obtiennent satisfaction avec une rallonge des crédits militaires d'environ 20 milliards de dollars, ceux-ci subissant cependant une érosion de 80 milliards de dollars sur cinq ans. Au total, la réduction du déficit devrait atteindre 350 milliards avant 2002, la moitié de cette somme étant représentée par des coupes dans les programmes sociaux.

Laurent Zecchini

(Lire aussi notre éditorial page 11.)

هكذا من لا أمل

Viktor Klima, nouveau chancelier socialiste d'Autriche

« Nous avons besoin en Europe de plus d'esprit de communauté »

Le chef du gouvernement de Vienne effectuera, vendredi 9 mai, sa première visite en France

Nommé chancelier d'Autriche le 28 janvier, après la démission de son prédécesseur, Franz Vranitzky, puis élu le 9 avril président du Parti socialiste autrichien (SPÖ), Viktor Klima, quarante-neuf ans, est l'un des représen-

tants de cette nouvelle génération de dirigeants qui, comme Tony Blair, assurent aujourd'hui la relève de la gauche en Europe. Le nouveau chef de gouvernement autrichien effectuera sa première visite en France

le 9 mai, pour rencontrer le président Chirac. Dans l'interview qu'il a donnée au Monde, il confirme qu'il entend maintenir l'actuelle coalition entre les Partis socialiste et conservateur, afin de faire face aux échéances euro-

péennes à venir, notamment l'introduction de la monnaie unique. Après la Grande-Bretagne, l'Autriche présidera l'Union, à partir de juillet 1998, durant six mois, avant le grand rendez-vous du 1^{er} janvier 1999.



VIKTOR KLIMA

Vignette de l'Union monétaire ?

L'Union économique et monétaire doit démarrer comme prévu le 1^{er} janvier 1999. Je suis contre toute modification des critères, mais le traité donne aux chefs de gouvernement la possibilité de prendre en 1998 une décision de sagesse politique, plutôt qu'une décision purement mathématique.

Est-ce qu'on n'aurait pas dû faire participer davantage les ministres des affaires sociales à ce débat, n'est-ce pas ? L'impression que les idées néolibérales l'emportent ?

Les ministres des finances ont bien fait de concentrer leurs travaux préparatoires sur les difficultés techniques et juridiques du passage à la monnaie unique. J'aimerais cependant qu'il ait été souligné que les ministres des affaires sociales et du travail se soient penchés avec le même engagement sur le dossier. Je propose qu'à l'avenir ces ministres se rencontrent régulièrement pour surveiller les mesures prises pour lutter contre le chômage dans les différents pays et leurs résultats. Il y a d'autres mesures que nous pouvons prendre ensemble, par exemple une harmonisation progressive des systèmes fiscaux, une politique d'innovation commune.

— Nous avons besoin en Europe

de plus d'esprit de communauté. Ce qui n'est pas contradictoire avec le principe de subsidiarité. En ce qui concerne la CIG, il y a des progrès significatifs, notamment dans le domaine de la lutte contre la criminalité. La question des institutions touche des points sensibles, des intérêts différents, mais on trouvera des solutions pour terminer la conférence à Amsterdam. Le processus d'intégration européenne doit être poursuivi continuellement.

L'Autriche est jusqu'à présent un pays neutre. Quelle décision allez-vous prendre en matière de politique européenne de sécurité ?

L'Autriche est prête à coopérer activement à une politique extérieure et de sécurité commune (PESC). Elle participe déjà à des opé-

plus tard en mars, un rapport au Parlement autrichien sur les différentes options en matière de sécurité. Le gouvernement fera à ce moment également connaître la voie qu'il recommande de suivre.

— Pensez-vous que l'Europe peut évaluer sans une défense commune à laquelle tous les pays membres participent ?

Il faut comprendre la sécurité dans un sens large et pas seulement voir un aspect militaire. Il s'agit pour nous aussi de prendre à temps des mesures d'ordre divers pour assurer la stabilité et éviter que des conflits militaires puissent surgir. Je tiens pour important de renforcer la politique extérieure européenne commune pour permettre de reconnaître aussi que possible des situations critiques ; mais aussi de

Une social-démocratie modernisée

Chancelier depuis cent jours, jette et proche des gens, Viktor Klima a su gagner la sympathie de ses concitoyens, dont 80 % le placent en tête de l'échelle de popularité, selon des sondages. Cette popularité est d'autant plus surprenante que M. Klima, ministre des finances dans le cabinet de son prédécesseur depuis janvier 1996, est l'auteur de la politique d'austérité imposée pour être au rendez-vous de la monnaie unique en 1999. Agé de quarante-neuf ans, le nouveau chancelier souhaite pour l'Autriche une « restructuration intelligente » pour relever les défis des temps modernes sans rompre brutalement avec les traditions. C'est dans ce sens qu'il souhaite également réformer le Parti social-démocrate. Ses modèles sont les sociaux-démocrates suédois et le Labour de Tony Blair, qui « tiennent compte des idées sociales sans reculer devant la modernisation nécessaire de l'économie ». Son grand défi est de récupérer les jeunes électeurs qui ont abandonné la social-démocratie au profit de la droite nationale et anti-establishment de Jörg Haider.

raisons de solidarité, sur le Golfe, à Chypre, en Bosnie, dans le cadre de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et du Partenariat pour la paix. Mais on ne saurait forcer un pays comme l'Irlande, la Finlande, la Suède ou l'Australie à renoncer à sa neutralité. Nous allons examiner en toute tranquillité l'évolution du système européen de sécurité à la lumière du sommet de Madrid, de la coopération qui va s'établir entre l'OTAN et la Russie, l'Ukraine. Nous nous sommes engagés à présenter, au

permettre à l'Europe de tenir son rôle, comme la France l'a fait au Proche-Orient.

— En ce qui concerne la réforme du fonctionnement des institutions, peut-on concilier les intérêts des grands et des petits pays ?

Il est dans l'intérêt de tous de renforcer la capacité d'action de la Commission. Il est également dans l'intérêt général de renforcer la position du président. Mais il est compréhensible qu'un petit pays comme le nôtre souhaite être représenté dans la Commission par un

commissaire ; ou préfère ne pas changer l'actuel système de pondération des votes. Il faut faire accepter à l'opinion l'idée de céder une partie de notre souveraineté afin de prendre des décisions en commun. Mais il est important, pour les petits États, de ne pas pouvoir être mis en minorité par deux ou trois grands pays. La population doit avoir le sentiment de participer réellement aux décisions.

— Vous venez de remplacer Franz Vranitzky comme chancelier. On attend de vous que vous arriviez à mieux contenir la montée de la droite nationale de Jörg Haider. Qu'est-ce que vous pouvez faire ?

Mon prédécesseur a réussi à montrer combien étaient absurdes les prétentions tant de fois affichées par M. Haider de devenir chancelier d'Autriche. Mais ce que nous nous sommes donnés pour but, et j'espère pouvoir le tenir, est, d'un côté de dire clairement que nous ne voulons pas de coalition avec le FPÖ sous la direction de M. Haider, et en même temps de ne pas réagir à tout ce que dit M. Haider et de le placer ainsi au centre du débat politique quotidien. Il y a deux partis de gouvernement : le Parti socialiste et le Parti populaire. Ils doivent travailler ensemble, en évitant d'incessantes querelles qui agacent les gens et renforcent le FPÖ. Et il faut prendre en compte les électeurs qui ont voté Haider, en reconnaissant à temps les problèmes qu'ils posent et en leur apportant une réponse.

— Est-ce que cela signifie pour l'Autriche la reconstruction indéfinie de la grande coalition ?

Non. Nous avons des élections en 1999. On verra s'il y a une situation nouvelle. Il peut y avoir, pour le Parti socialiste, d'autres solutions. D'ici là, nous avons un important programme de travail pour la coalition, et notamment la préparation de la présidence autrichienne de l'Union européenne au second semestre de 1998.

Propos recueillis par Waltraud Baryli et Henri de Bresson

Paris « soutiendra activement » l'entrée de la Bulgarie dans l'OTAN

LA FRANCE « soutiendra activement l'entrée de la Bulgarie dans l'Union européenne que dans l'OTAN », a déclaré Jacques Chirac, vendredi 2 mai, à l'issue d'un entretien avec le président bulgare, Petar Stouïanov, qui effectuait sa première visite officielle en France depuis son élection en novembre 1996. « La Bulgarie a aujourd'hui une bonne image non seulement en France mais en Europe (...). Elle inspire confiance », a affirmé M. Chirac, ajoutant : « La France est son allié ».

Il s'agit du premier signal « positif » important donné par un pays d'Europe occidentale à la Bulgarie, depuis qu'elle a annoncé son intention, le 17 février, de postuler à l'intégration dans l'Alliance atlantique. L'annonce de la candidature bulgare avait alors été la première décision prise par les nouveaux dirigeants libéraux, deux semaines après le renversement du pouvoir socialiste (ex-communiste) à Sofia. Jusque-là, la Bulgarie s'était distinguée en Europe de l'Est par ses vaines hésitations concernant l'élargissement de l'OTAN.

« COMPLÉTER UN FRONT SUD »

Lors d'un entretien accordé vendredi au Monde, le président Stouïanov, un ancien avocat de quarante-quatre ans, qui avait fait de l'entrée dans l'OTAN l'un des thèmes principaux de sa campagne électorale, a déclaré que l'adhésion de son pays à l'Alliance atlantique « permettrait de compléter un front sud, naturel et stable, de l'OTAN ». Ce « front » comporterait la Roumanie, la Bulgarie et la Turquie, a-t-il précisé. « Si la Bulgarie n'était pas incluse [dans le groupe des nouveaux membres de l'Alliance atlantique], a ajouté M. Stouïanov, cela laisserait une lacune géostratégique dans les Balkans ».

Ces derniers temps, la France s'est aussi faite l'avocate de la Roumanie dans la « course » à l'OTAN, défendant l'idée d'un ancrage de l'Alliance atlantique dans les Balkans, à l'approche du sommet de Madrid en juillet, où l'Organisation doit désigner les États inclus dans une première « vague » d'adhésion (la Pologne, la République tchèque et la Hongrie sont les plus souvent cités). De source bulgare, on s'affirmait vendredi « certain » que Paris appuierait désormais la candidature de la Bulgarie « au même titre » que celle de la Roumanie. Cette « nouvelle » position française n'a cependant pas été confirmée officiellement par M. Chirac.

Soulignant qu'« il n'y a pas de rivalité entre la Roumanie et la Bulgarie », M. Stouïanov a exprimé son souhait de voir les deux pays « traités comme des candidats égaux ». Il a estimé que « sa situation géopolitique, ses relations excellentes avec ses voisins, d'un côté la Turquie et la Grèce — sont membres de l'OTAN, et le processus avancé de démocratisation, illustré par les dernières élections législatives [du 19 avril, remportées par les anticommunistes] » constituaient les « atouts » de la Bulgarie.

Interrogé sur d'éventuelles « pressions » de la Russie, dont la Bulgarie dépend largement pour son approvisionnement en gaz et en pétrole, M. Stouïanov s'est déclaré confiant : « Les relations commerciales avec Moscou resteront à un bon niveau, en gardant à l'esprit deux principes : celui de la souveraineté de chaque État et celui des profits mutuels ».

La dépendance économique de la Bulgarie à l'égard de la Russie était l'un des arguments fréquemment avancés à Sofia, du temps du pouvoir socialiste, pour maintenir une « neutralité » et se tenir à l'écart de l'OTAN. Cette époque est révolue, souligne M. Stouïanov, qui prédit que le redressement économique de son pays, l'un des plus pauvres d'Europe, « sera un processus lent, mais nous remporterons les premiers succès avant l'hiver, ce qui est nécessaire pour durer du courage aux Bulgares ».

Natalie Nougayrède

N. No.

Les paysans polonais redoutent l'entrée de leur pays dans l'Union européenne

RZESZOTARY (sud de la Pologne)
de notre envoyé spécial
Ryszard Burda a huit vaches laitières et douze hectares qui

REPORTAGE
Outre le chômage et les restructurations, ils craignent le « retour des seigneurs »

servent à nourrir ses bêtes. Un vieux tracteur Ursus trône dans sa grange, ainsi qu'un appareil pour épandre les engrais. A côté de l'étable, dans une petite pièce qu'il tient soigneusement propre, il a installé un réfrigérateur pour stocker le lait. Il est fier de tout cet équipement. Au village, il est le mieux loti. Tous les deux jours, le camion d'une coopérative passe lui acheter 140 litres de lait, au prix de 0,50 zloty (90 centimes) le litre. Dans cette campagne du sud de la Pologne, au paysage écaillé en d'innombrables lopins de terre, Ryszard Burda fait figure de « gros » exploitant agricole.

Le morcellement des terres — dû au fait que la collectivisation n'a pas été menée par les communistes avec le même acharnement en Pologne que dans les autres pays d'Europe centrale — représente aujourd'hui un lourd handicap et freine toute modernisation. Ryszard Burda dit que ses hectares sont tellement éparpillés qu'il ne peut ni mettre ses vaches au vert, « il faudrait en mettre une par parcelle ! », ni agrandir son troupeau. Il a essayé de convaincre ses voisins de se regrouper entre agriculteurs, « mais c'est difficile », dit-il, « personne n'a envie de changer ».

Assis dans son salon décoré

d'images pieuses, au coin d'un poêle à charbon, l'agriculteur confie sa crainte de voir son pays entrer dans l'Union européenne. « Ces histoires de quotas m'inquiètent. Est-ce qu'on pourra continuer à vendre nos produits ? Mon lait est bon, mais celui des paysans danois ou hollandais est incomparablement meilleur, avec toutes leurs normes sanitaires. Ça fait beaucoup de concurrence », Ryszard Burda a envoyé ses deux jeunes fils « faire des études », parce que « rien ne dit que la ferme sera rentable dans quelques années ».

Le compte à rebours a commencé pour l'entrée de la Pologne dans l'Union européenne (UE), une échéance que Jacques Chirac voudrait fixer à l'an 2000. Le surpeuplement des campagnes polonaises pourrait annoncer une grave crise sociale. Exposées à la concurrence occidentale, combien de fermes, peu performantes, survivront ? Les produits agricoles polonais qui, pour la plupart, ne répondent pas aux normes sanitaires européennes, encore moins aux critères d'emballage et de marketing, et dont les prix relatifs restent élevés, peuvent-ils devenir compétitifs ?

RECONVERSIONS ET BLOCAGES

Après la signature en 1990 des accords d'association avec l'Union européenne, la Pologne a été « envahie » par des produits agroalimentaires importés de l'Ouest. Le déficit commercial s'est creusé, poussant les responsables polonais à réclamer plus d'accès aux marchés occidentaux. Danuta Hubner, secrétaire du comité polonais pour l'intégration dans l'Union européenne, prétend que son pays tiendra le choc. « Il nous faudra reconstruire les gens qui vivent dans des zones

rurales, explique-t-elle, leur trouver de nouveaux emplois à la campagne » et non en ville, où surgiraient des problèmes de logement. Elle évoque plusieurs scénarios de développement rural : l'agrotourisme, l'amélioration des infrastructures, la création d'entreprises de transformation des produits agricoles... « Des changements structurels sont indispensables. Nous ne

Près de 25 % de la population active

En Pologne, principal pays agricole d'Europe centrale et orientale, environ 25 % de la population active travaille dans l'agriculture, contre 5 % en France. Près de huit millions de personnes vivent dans deux millions de fermes familiales, dont la plupart ne dépassent pas 4 hectares. Le chômage caché est important. « La surcharge en main-d'œuvre de l'agriculture polonaise est le problème-clé de sa restructuration (...). L'Europe est-elle prête à aider la Pologne à assumer la charge sociale d'un délestage agricole ? », s'interrogent les sociologues Maria Halamska et Marie-Claude Maurel, dans un rapport publié récemment par la revue d'études comparatives Est-Ouest. Dans l'ouest de la Pologne, quelques exploitations agricoles de taille importante se modernisent et se lancent dans la commercialisation avec succès, en trouvant notamment des débouchés dans les autres pays ex-communistes. Mais la situation est jugée « critique » dans les zones rurales de l'est et du sud du pays.

pouvons pas nous contenter de dire que l'Union européenne permettra à nos fermiers de recevoir de l'argent [de Bruxelles]. D'ailleurs, la politique agricole commune [la PAC] sera, sans doute, profondément réformée et ne l'autorisera pas », affirme M. Hubner. Sans doute rassurant pour les agriculteurs occidentaux, ce constat n'a pas en rien le débat en Pologne.

Ce dernier est d'autant plus âpre qu'il se double de tensions politiques, illustrées le 10 avril par le renvoi d'un ministre « réformateur » de l'agriculture, Roman Jagielinski, accusé notamment d'avoir provoqué une chute des

prix du blé en autorisant des importations de céréales américaines. Ce limogeage a marqué une nouvelle victoire des « conservateurs » sur les « modernistes » au sein du puissant Parti paysan polonais (PSL), au pouvoir depuis près de quatre ans, en coalition avec les sociaux-démocrates (ex-communistes). Le PSL se déclare officiellement favorable à l'entrée dans l'UE, mais

bloque en réalité toute réforme en profondeur, en raison d'un calcul simple : restructurée, l'agriculture polonaise compterait moins de paysans, donc moins d'électeurs pour le PSL, qui espère peser de tout son poids dans les négociations entre Varsovie et les Quinze.

A Swiatniki Gorne, un village de Galicie (sud), Stanislaw et Anna Nowak cultivent 5 hectares. Ils élèvent des poules, quelques cochons et deux vaches. « Des amis achètent une partie de notre production, le reste va à la famille », dit M. Nowak. La ferme, comme beaucoup d'autres en Pologne, fonctionne en autosubsistance.

Nelson Mandela veut encore croire à une rencontre Mobutu-Kabila

Les troupes rebelles poursuivent leur progression vers Kinshasa

Samedi 3 mai, en fin de matinée, alors que le pont aérien mis en place par l'ONU pour rapatrier les réfugiés hutus rwandais vers leur pays,

à partir de Kisangani, dans l'est du Zaïre, avait pris une vitesse de croisière, la rencontre tant attendue entre le président Mobutu Sese Seko

et le chef des rebelles zaïrois, Laurent-Désiré Kabila, n'avait toujours pas eu lieu à bord du navire de guerre sud-africain l'*Outeniqua*.

KINSHASA
de notre envoyé spécial
Tout avait pourtant été préparé avec minutie. Les Sud-Africains, avaient dépêché dans la région un bâtiment de leur marine de guerre, l'*Outeniqua*, susceptible d'embarquer les deux hommes discuter dans les eaux internationales. Les Américains avaient déployé un impressionnant dispositif diplomatique pour convaincre les deux parties de se rencontrer.

L'ambassadeur américain aux Nations unies, Bill Richardson, s'est ainsi rendu à Kinshasa, lundi 28 avril, pour expliquer au maréchal Mobutu qu'il était de son intérêt et de celui du Zaïre de négocier son départ de la scène politique. Il devait donc accepter de rencontrer le chef de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL).

Ce qu'il fit mercredi soir, après d'ultimes entretiens avec un envoyé spécial du président Bill Clinton. Entre-temps, M. Richardson s'était déplacé jusqu'à Lubumbashi pour y rencontrer Laurent-Désiré Kabila et le convaincre de négocier avec le président Mobutu la fin des hostilités et trouver une

porte de sortie honorable pour ce dernier. M. Richardson pouvait estimer avoir rempli sa mission. Il avait obtenu l'accord de principe des deux hommes à se rencontrer à bord du navire sud-africain au large des côtes africaines. Le président Mobutu Sese Seko s'est envolé, vendredi matin, pour Pointe-Noire, la capitale économique du Congo et son port en eaux profondes. Il a été accueilli par le président Nelson Mandela, venu spécialement pour l'occasion.

À BORD DE LA LIMOUSINE

Cinq heures de discussions ont été nécessaires pour trouver le moyen de faire monter le maréchal à bord du navire, ses médecins lui interdisant l'hélicoptère à cause des vibrations. Il ne pouvait pas non plus gravir la trentaine de marches de l'échelle de coupe, ni offrir au monde l'image ridicule d'un homme à la tête de léopard déposé sur le pont par un vulgaire monte-charges. Finalement, le maréchal-président est entré dans le ventre du navire à bord d'une limousine habilement conduite dans la cale par une porte de franc. Mobutu Sese Seko était enfin à

bord en compagnie de Nelson Mandela. Le bâtiment pourrait appareiller, direction plein sud.

Pendant ce temps, Laurent-Désiré Kabila attendait à Luanda, la capitale angolaise, en compagnie du vice-président sud-africain Thabo Mbeki. Les deux hommes étaient censés se rendre ensuite en avion jusqu'à Soyo, une ville côtière en nord-ouest, et de là, embarquer à bord d'un hélicoptère qui les aurait déposés sur l'*Outeniqua*, en plein océan. C'était sans compter avec l'esprit fantasque du chef rebelle. Laurent-Désiré Kabila annonçait en fin de soirée qu'il n'honorait pas le rendez-vous. Il justifiait sa décision en expliquant qu'il n'avait pas été formellement invité puis que les conditions de sécurité n'étaient pas remplies à bord de l'*Outeniqua*.

L'assé de faire des ronds dans l'eau, les présidents Nelson Mandela et Mobutu décidèrent de regagner Pointe-Noire dans la nuit. Le maréchal Mobutu quitta alors le navire pour gagner la résidence qu'il possédait dans cette ville, sans indiquer combien de temps il était disposé à attendre le bon vouloir de M. Kabila. Le président Man-

la veut encore y croire: il a annulé les rendez-vous qu'il avait en Afrique du Sud samedi pour rester à Pointe-Noire, sûr que Thabo Mbeki finirait par persuader M. Kabila de venir discuter avec le maréchal Mobutu.

Il semble, cependant, que le chef des rebelles ait d'autres intentions. Ses troupes ont pris Lisala, le village natal du président Mobutu, et continuent leur progression vers Gbadolite, le sanctuaire du chef de l'Etat, près de la frontière du Centrafrique. Ces derniers jours, des centaines de rebelles ont embarqué à bord d'avions gros porteurs à Lubumbashi en direction de Kisangani, principale ville de Bandundu. Plusieurs milliers de rebelles rassemblés ont commencé à marcher, vendredi, vers Kenge, où sont massées les forces armées zaïroises (FAZ) qui pourraient tenter de leur interdire la route de Kinshasa. Il semble bien qu'avant d'accepter de discuter avec M. Mobutu, M. Kabila veuille avoir conquis le reste du pays. Il n'y aurait alors aucune raison de négocier quoi que ce soit.

Frédéric Fritschier

Selon le « New York Times », la France aurait apporté une aide à Kinshasa

SE RÉFÉRANT à des informations de services de renseignement et de diplomates américains qu'il n'identifie pas, le *New York Times* du vendredi 2 mai accuse la France d'avoir joué le double jeu au Zaïre. Les Français en auraient, selon le quotidien américain, appelé à Washington pour coopérer en vue d'une solution négociée au Zaïre et, en même temps, ils auraient continué à financer, à hauteur de 25 millions de francs, une opération secrète de soutien militaire au régime Mobutu.

Le *New York Times* cite la société française Geolink, dont l'un des représentants en Afrique, Philippe Perrette, aurait prêté la main - sans qu'on puisse prouver qu'il a agi sous couvert ou non des services secrets français - à une mission consistant à fournir à Kinshasa trois avions de combat Mig-21, venus avec pilotes et mécaniciens de l'ex-Yougoslavie, et environ quatre-vingts mercenaires serbes. Le quotidien américain situe ces événements en janvier dernier, au début de l'offensive victorieuse de l'Alliance, emmenée par Laurent-Désiré Kabila, contre le maréchal Mobutu.

Sans le citer, le *New York Times* s'est inspiré d'un article du *Figaro* daté 5 et 6 avril, qui faisait le point sur la « débâcle des chiens de guerre », c'est-à-dire le fiasco des mercenaires engagés au Zaïre dans

l'espoir de stopper l'avance des rebelles qui avait commencé dans l'Est.

La société Geolink, dont les activités sont déployées à Paris et à Roquemaure (Bouches-du-Rhône), est spécialisée dans le commerce en gros de matériels électriques et électroniques, et notamment la communication par satellites, la location et la vente de stations immergées. Travaillant pour l'Europe de l'Est et l'Afrique, elle emploie directement vingt-cinq personnes. Elle a réalisé un résultat net de 7,3 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 57,3 millions de francs en 1996.

« DÉMONTAGE DES AFFAIRES »

Interrogé par *Le Monde*, le directeur du développement de Geolink, André Martinie, admet que l'entreprise a pris l'initiative de se séparer, il y a une quinzaine de jours, de M. Perrette, qui était chargé de la représentation notamment au Zaïre depuis plusieurs années. M. Martinie nous a précisé que « le collaborateur de Geolink a été prié de quitter la société au motif qu'il était soupçonné d'avoir dépassé la déontologie des affaires dans des activités incompatibles avec ses fonctions ». Il a ajouté qu'il n'avait pas connaissance de l'implication de sa société ni de son représentant au Zaïre dans des actions se rapportant à celles de services secrets.

Geolink est en relation commerciale avec, entre autres clients, la Serbie et le Zaïre, pays pour lequel il y a eu un projet de téléphone de campagne pour un investissement de l'ordre de 25 millions de francs.

De son côté, M. Perrette a démenti au *New York Times* qu'il travaillait pour les services de renseignement français, « ce que j'ai pu faire, a déclaré le collaborateur de Geolink, je l'ai fait de ma seule autorité ».

M. Perrette reconnaît s'être contenté, au Zaïre, d'avoir mis en relation des autorités du pays avec des mercenaires serbes par l'intermédiaire d'un mercenaire français à Kinshasa dont il ne divulgue pas l'identité.

Au Zaïre, on a compté, au plus fort des événements, jusqu'à deux cents mercenaires européens, pour la plupart venus de Belgique, de Serbie, de France et d'Ukraine, qui ont rapidement instruit les troupes débandées du maréchal Mobutu et qui ont servi, principalement devant Kisangani, trois hélicoptères d'attaque russes Mi-24 Hind - venus de Georgie - et des avions italiens Macchi de lutte antiaérienne. Leur action sur le terrain a été assez inefficace, malgré des soldes proposées au départ de 15 000 à 25 000 francs, qui ne leur ont pas toujours été versées. Leur recruteur, Christian Tavernier, d'origine belge, a été, depuis, arrêté à Kinshasa. Parmi ces mercenaires, un

Serbe se faisant appeler Dominik Yugo s'est illustré comme l'auteur d'une série d'actes de torture contre la population. Il fut l'un des interlocuteurs de Jean-Charles Marchiani (*Le Monde* du 29 mars), quand le préfet du Var a contribué à libérer deux pilotes français dont l'avion avait été abattu, en décembre 1995, en Bosnie.

LE QUAI D'ORSAI DÉMENT

Ces affaires de mercenaires ont été suivies, à l'Elysée, par l'un des proches de Jacques Chirac pour l'Afrique, Bernard Wilbaux; auquel il avait été fait part - au moyen d'une note confidentielle à l'entête de Geolink - de la volonté du gouvernement zaïrois de recruter une centaine de Serbes.

M. Perrette affirme que cette lettre n'évoque, en fait, que le projet de déploiement d'une téléphonie de campagne au Zaïre. A l'Elysée, mais aussi au Quai d'Orsay et au ministère de la Défense, les partisans d'une non-intervention des services spéciaux français ont pu l'emporter après s'être heurtés à ceux qui suggéraient de ne pas s'opposer au recrutement de mercenaires. Un porte-parole des affaires étrangères a démenti, après l'article du *New York Times*, que la France ait organisé une « opération secrète » par le canal de ses services spéciaux ou de la société Geolink.

Jacques Esnard

La peur des voyageurs entre Alger et sa banlieue

ALGER

de notre envoyé spécial

A la gare centrale d'Alger, « un registre de réclamation est mis à la disposition des voyageurs », indique une affiche placardée au guichet. Mais peut-on réclamer que les trains ne sautent plus sur des bombes ou que des colis piégés ne soient plus abandonnés dans les voitures ?

Il y a une semaine, à quelques kilomètres de la capitale, au moins vingt personnes ont été tuées dans le déraillement d'un train à la suite d'une explosion criminelle. Pour la fête du 1^{er} mai, un nouveau genre d'attentat a été inauguré dans les chemins de fer algériens : le colis piégé. Celui découvert jeudi a explosé, mais sans faire de victime. Un miracle dont la presse locale, largement contrôlée par le pouvoir, n'a soufflé mot.

« Les voyageurs ont averti le contrôleur lorsqu'ils ont vu dans la voiture un carton abandonné rempli de petits pois, explique un cheminot. Le contrôleur n'a pas retrouvé son propriétaire. En démontant délicatement les petits pois avec ses doigts, il a touché une boîte en fer. Il a tout de suite pensé qu'il s'agissait d'une bombe. Lorsque le train s'est arrêté à la Chiffa [à quelques dizaines de kilomètres d'Alger], le colis a été mis à l'écart sur le quai. Les policiers ont été appelés par téléphone mais aucun n'a répondu. A la gendarmerie, ça sonnait toujours occupé. Et les patrouilles [des milices d'autodéfense créées par le régime] nous ont répondu qu'ils n'étaient

pas des spécialistes. Finalement, le train est reparti. La bombe a explosé à ce moment ».

L'attentat de la semaine passée témoigne, lui aussi, de l'impuissance tragique des services des chemins de fer algériens. Sa locomotive épargnée par l'explosion, c'est aux commandes de cette dernière que le chef de train est venu donner l'alerte à la gare la plus proche, celle de Gué de Constantine, non loin d'Alger.

« ELLES N'ONT PAS LE CHOIX »

Impossible de savoir si les attentats contre les trains augmentent ou pas. Les autorités sont muettes. « On a eu beaucoup de trains brûlés », se contente de répondre un cadre. Brûler les trains après les avoir contraints à stopper en rase campagne, telle était jusqu'à présent la tactique des bandes islamistes, une fois les policiers et les soldats tirés parmi les voyageurs exécutés. Depuis plusieurs mois, la méthode est plus sommaire. Les trains sautent sur des explosifs. Et les assaillants tirent sur les voyageurs qui osent se montrer.

Le pouvoir n'a pris que des mesures ponctuelles. Au départ d'Alger et de Bifla, une ville de la plaine de la Mirdja très touchée par la violence, le premier train de la journée a été supprimé l'hiver dernier pour des raisons de sécurité. Ils quittaient leur gare respective alors que le jour n'était pas encore levé. Les convois de marchandises - en particulier ceux qui circulent la nuit - et ceux qui assurent le trafic voyageurs sur les grandes lignes béné-

cient d'une escorte armée. Leurs conducteurs bénéficient d'une prime. En revanche, rien n'a été prévu pour le trafic banlieue. Ainsi, chaque matin, à Alger, près d'une dizaine de milliers de personnes montent dans un train sans être assurées d'arriver à bon port. « Elles n'ont pas le choix, observe un cheminot. Il n'y a pas assez de bus. Et le taxi coûte trop cher. Quand il y a un attentat, le trafic baisse momentanément. Deux jours après, il revient à son niveau normal », explique un responsable.

En fait, la majorité des attentats contre les trains de banlieue interviennent, semble-t-il, sur des tronçons bien délimités. Sur le réseau Est, entre Alger et la ville d'El Afrouj, la zone dangereuse commence à Gué de Constantine, dont la gare, héritée du colonialisme, a brûlé en début d'année. L'endroit n'est plus guère fréquenté. Sur le quai, un berger pousse une vache devant lui. A proximité, on distingue les murs calcinés de ce qui fut un bâtiment industriel. Les voyageurs y sont rares.

A proximité de la gare, dans des bidonvilles sans eau ni salles de classe, s'entasse une population de déshérités. Les anciens de Gué de Constantine les surnomment les « Tunisiens », parce que, venus de l'est du pays, ils se seraient installés ici au lendemain de l'indépendance algérienne. C'est parmi eux que se recrutent les « terroristes », affirment les anciens de Gué de Constantine.

Jean-Pierre Tiquet

Elie Wiesel « doyen » du Fonds suisse pour les victimes de l'Holocauste

BERNE. Le prix Nobel de la paix, Elie Wiesel, figure parmi les trois personnalités juives étrangères nommées, jeudi 1^{er} mai, par le gouvernement helvétique à la direction du fonds spécial en faveur « des victimes de l'Holocauste dans le monde ». A ses côtés siègeront l'ancien ministre israélien Josef Burg et le député à la Knesset, Avraham Hirshon. « En hommage à sa personnalité et à ses mérites exceptionnels, Elie Wiesel s'est vu confier le titre de doyen, mais il n'aura pas de compétence particulière au sein de la direction du fonds », a indiqué le chef de la diplomatie helvétique Flavio Cotti. Les quatre membres suisses avaient été désignés à la mi-avril et la présidence du Fonds pour les victimes de l'Holocauste a été confiée à Rolf Bloch, président des communautés israélites. La nomination des trois représentants des organisations juives étrangères devrait maintenant permettre la mise en place de ce Fonds doté d'une somme initiale de 70 millions de dollars. - (Corresp.)

Signes d'avancée dans les négociations Russie-OTAN

MOSCOU. Des signes d'avancée sont apparus, vendredi 2 mai, dans les relations Russie-OTAN, à l'issue d'entretiens entre le ministre russe des affaires étrangères, Evgeni Primakov, et le secrétaire d'Etat américain, Madeleine Albright. Les deux responsables ont pris la décision impromptue de poursuivre, vendredi matin, leurs entretiens initialement prévus pour la seule journée de jeudi, après que leurs experts eurent « fait un progrès » vers un accord dans la nuit de jeudi à vendredi, a-t-on précisé de source diplomatique américaine. Le porte-parole du département d'Etat, Nicholas Burns, s'est déclaré « très satisfait » des négociations, tandis qu'un porte-parole du ministère russe des affaires étrangères évoquait un « certain progrès ». M. Primakov et M^{me} Albright n'ont fait aucune déclaration immédiate après leurs discussions. - (AFP/AP)

La Biélorussie impose une amende à la Fondation Soros

MINSK. Les autorités fiscales de Minsk ont décidé d'imposer une amende de 2,9 millions de dollars à la Fondation Soros de Biélorussie, l'accusant de spéculations de changes illégales, a indiqué, mercredi 30 avril, un communiqué de la fondation. Cette dernière estime que les accusations sont « clairement démenties » et « [la] forcer à fermer ses portes ». « La somme réclamée correspond à la moitié du budget annuel de la Fondation, qui a déboursé 6 millions de dollars en 1996 pour divers programmes d'aide », explique un porte-parole. En mars, le directeur de la fondation Soros de Biélorussie, l'Américain Peter Byrne, avait été expulsé du pays, accusé « d'ingérence dans les affaires de l'Etat ». La Fondation Soros, présente depuis quatre ans en Biélorussie pour promouvoir une « société ouverte », a fait l'objet de nombreuses mesures d'intimidation des autorités.

AFRIQUE

■ BURUNDI : cinquante et un rebelles hutus ont été tués dans des combats près de Bujumbura et dans le sud du pays, a annoncé, vendredi 2 mai, l'armée burundaise. Le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, Kofi Annan, vient par ailleurs de condamner l'assassinat de quarante-trois séminaristes abatus par des rebelles dans une région frontalière du Burundi. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ ÉGYPTE : une dizaine de personnes ont trouvé la mort et plusieurs autres ont été blessées, vendredi 2 mai, dans la plus violente tempête de sable qui ait frappé Le Caire depuis une cinquantaine d'années. A l'aéroport de la capitale, plusieurs personnes, qui attendaient des voyageurs, ont été tuées ou blessées par une pancarte arrachée par le vent. - (Corresp.)

EUROPE

■ UKRAÏNE : l'Ukraine est le deuxième pays du monde, par le nombre d'exécutions de la peine de mort, l'an dernier après la Chine, a constaté mercredi 30 avril, le vice-ministre ukrainien de la justice, Lada Pavlovskaya, devant le Comité contre la torture réuni à Genève. Cent soixante-neuf condamnés à mort ont été exécutés en 1996 en Ukraine. Le pays s'est engagé à supprimer la peine de mort et un projet de loi a été déposé devant le Parlement, a noté le vice-ministre. - (AFP)

■ TURQUIE : sept cent soixante et un rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et soixante-trois membres des forces de sécurité turques ont été tués depuis le début de l'année lors d'opérations militaires et de combats, a rapporté jeudi 1^{er} mai l'agence Anadolu. Les opérations se sont notamment multipliées dans la région montagneuse de Tunceli, à l'est du pays. - (AFP)

ASIE

■ PHILIPPINES : La Chine a retiré ses vaisseaux de guerre des îles Spratley, a annoncé, vendredi 2 mai, le secrétaire philippin à la Défense, Renato Villa. Cet archipel situé en mer de Chine méridionale est revendiqué notamment par Pékin et Manille. Les Philippines veulent déposer une plainte auprès de la Chine après avoir repéré des navires chinois accompagnés de bateaux de pêche à proximité des îles. - (AFP)

■ CHINE : La journaliste chinoise emprisonnée Gao Yu a reçu, vendredi 2 mai, le prix de l'Unesco pour la liberté de la presse. Pékin a immédiatement exprimé son opposition à la remise de ce prix à une journaliste dont l'affaire est, selon les autorités chinoises, d'« ordre pénal ».

■ PAKISTAN : cinq personnes ont été tuées, samedi 3 mai, dans le centre du Pakistan où communautés chiites et sunnites s'opposent, portant à seize morts le bilan de ces incidents en une semaine, a annoncé la police. Quelque soixante-dix personnes ont déjà été tuées lors d'attentats ou d'affrontements entre la majorité sunnite et la minorité chiite dans la province du Pendjab au cours des quatre derniers mois. - (AFP)

Mexico expulse douze observateurs étrangers du Chiapas

SAN CRISTÓBAL DE LAS CASAS. Le gouvernement mexicain a donné un délai de 48 heures à partir de jeudi 1^{er} mai à douze observateurs étrangers, accusés d'activités politiques illégales, pour quitter le pays. Le groupe comprend des volontaires d'organisations humanitaires d'Allemagne, d'Espagne, de France, d'Italie et des Pays-Bas. Selon les responsables des services des migrations, ces personnes sont accusées d'activités politiques non autorisées et de « prosélytisme » en faveur de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) dans cette province du sud du Mexique. Elles avaient participé à une marche organisée par des Indiens le 25 avril dans la capitale de l'Etat Tuxtla Gutierrez, pour réclamer la fin de la violence dans cette zone boudée par l'armée et où opèrent les guérilleros de l'EZLN. - (AFP)

سكدر من الإقليم

FRANCE

LE MONDE / DIMANCHE 4 - LUNDI 5 MAI 1997

ÉLECTIONS Le conseil national du Parti socialiste a approuvé le programme présenté par Lionel Jospin pour les élections législatives des 25 mai et 1^{er} juin (Le Monde du 3 mai).

Le premier secrétaire a insisté sur le réalisme de ce programme et répliqué à la droite, qui opposait la « modernité » des travaillistes britanniques à l'« archaïsme » du

PS. ● LES MESURES FISCALES avancées par le PS diffèrent de son « projet » initial en considérant, notamment, que l'extension de la CSG ne doit pas s'accompagner d'un alour-

dissement supplémentaire de la fiscalité sur les sociétés ou sur l'épargne. ● AU SUJET DE L'IMMIGRATION, le programme rompt avec la prudence affichée jusqu'ici et pré-

conise la « suppression des lois Pasqua-Debré », alors que les socialistes voulaient auparavant « réviser » les textes hérités de l'ancien ministre de l'Intérieur.

Lionel Jospin invoque Tony Blair pour revigorer la campagne du PS

Le premier secrétaire a présenté le programme de son parti en insistant sur le « succès éclatant » remporté outre-Manche par « les amis des socialistes français » contre « ceux de MM. Chirac et Juppé ». Il s'est réclamé de Jacques Delors pour souligner son engagement européen

JACQUES DELORS et Tony Blair se sont disputés la vedette, vendredi 2 mai, au conseil national du Parti socialiste qui, réuni dans un hôtel parisien, s'était élargi aux candidats et candidates aux élections législatives pour la présentation du programme « *Changements d'avenir, nos engagements pour la France* ». Encore un peu surpris de se retrouver de nouveau rassemblés, moins de six semaines après avoir été conviés à une première réunion le 23 mars à la Cité des sciences de La Villette, les candidats, occupés par leur campagne, étaient peu nombreux à avoir fait le déplacement.

L'ancien président de la Commission européenne, le mention encore légèrement irrité à la suite de l'agression dont il a été victime à Grenoble le 29 avril, était le plus entouré par les militants et les journalistes. Alors que le programme socialiste qualifie le PS de « parti de François Mitterrand et Jacques Delors », l'ancien ministre, pris à partie par la Gauche socialiste dans son bulletin *A gauche* pour son récent débat, jugé trop consensuel, avec Edouard Balladur, décernait des brevets d'« européisme » à M. Jospin pour les conditions mises à l'entrée en vigueur de l'euro.

À ses yeux, n'en font « pas un programme de droite » : l'instauration d'un SMIC, la signature de la Charte sociale européenne, un programme contre le chômage financé par une taxe sur les entreprises privatisées, la priorité à l'éducation et à la santé. « Pour changer d'avenir, les Britanniques ont changé de majorité. Il nous faut faire de même », a lancé l'ancien candidat à l'élection présidentielle.

M. Jospin s'est gardé de détailler le programme socialiste, présenté comme le résultat des trois conventions thématiques de 1996 (sur l'Europe, la démocratie et la politique économique), sans qu'il ait été jugé nécessaire de procéder formellement à un vote. Il a été remis aux candidats après une réunion à huis clos consacrée à l'organisation de la campagne électorale. M. Jospin a insisté sur le fait qu'il s'agit, à son avis, de « propositions précises » et d'« engagements crédibles » devant constituer l'ossature d'un « contrat » proposé aux Français autour de ce qu'il a appelé « un nouvel humanisme économique » et « un nouveau contrat démocratique ». Autour de ce programme, M. Jospin a souhaité « qu'enfin, le débat s'ouvre » et que



la campagne électorale sorte des « petites phrases ». Au passage, il a reproché aux sondages de mettre davantage en relief les différences en sièges que les différences en votes. Pour le dirigeant socialiste,

cette forme de présentation « ne permet pas aux Français de mesurer clairement l'écart qui existe aujourd'hui entre les uns et les autres ». « Les pourcentages accordés aux formations politiques au

premier tour décrivent, avec la marge d'erreur des sondages, ce que sont les intentions des Français », a-t-il assuré, tandis que « les calculs de résultats de deuxième tour en sièges sont des constructions hypothétiques (...) des projections politiques qui ne peuvent pas, aujourd'hui, être dotés de la même précision ».

« QU'EST-CE QU'ÊTRE MODERNE ? » Comme il l'a fait dans ses derniers meetings, à Tours et à Meaux, et comme il devrait le faire lors de son périple en Bretagne les 5 et 6 mai, M. Jospin a repris le thème de la « modernité ». « Qu'est-ce qu'être moderne aujourd'hui ? », a-t-il interrogé. Est-ce être moderne que de se référer, sous prétexte d'adaptation au monde, aux règles d'un capitalisme dur, d'inspirer des politiques conduites par M. Reagan et M. Thatcher, successivement défaits par Bill Clinton, puis Tony Blair ? « La gauche que je souhaite, a-t-il dit, veut au contraire rassembler, relever ceux qui ont chuté dans la course, ne pas freiner ceux qui vont plus vite mais entraîner le plus grand nombre à un rythme qui soit maîtrisé. » Tout en plaidant pour que la démocratie sociale

« ne s'arrête pas aux portes des entreprises », le premier secrétaire a assuré que ces dernières ne sont pas des « forums des cités antiques », mais « des lieux de production ».

Se présentant en européen, M. Jospin a de nouveau affirmé, trois jours après la déclaration commune PS-PCF, qu'« on peut faire l'Europe sans défaire la France ». « Ce qui est vrai pour notre pays l'est pour l'Europe, a-t-il souligné. La monnaie unique, oui, mais pas aux dépens de l'économie ; l'économie, oui, mais pas aux dépens du social ; les équilibres budgétaires et monétaires, oui, mais pas aux dépens de la croissance et de l'emploi ! » Comptait sur « un contrôle des citoyens », sans lequel « rien ne peut durer et réussir », M. Jospin estime que les engagements du PS, « par leur cohérence, leur clarté et leur lisibilité, peuvent faire contraste avec les propositions de la droite. Il faut utiliser cet effet de contraste à plein ». A la sortie du conseil national, les candidats se pressaient autour des « éléments » du PS pour solliciter un coup de main dans leur campagne.

Michel Noblecourt

La droite regrette que la gauche ne soit pas anglaise

« NOUVEL HUMANISME »

Le nouveau premier ministre britannique a aussi permis à M. Jospin de relever, au moment où une partie de la droite joue le modernisme du « New Labour » par opposition à l'« archaïsme » du PS, les parentés entre les deux pays. M. Jospin, « la débâcle des conservateurs » et la victoire des travaillistes (...), c'est un vrai succès pour la gauche européenne. Très applaudi à chaque évocation du nom de M. Blair, le premier secrétaire du PS a assuré que « ce sont les amis de MM. Chirac et Juppé qui viennent de se faire battre en Grande-Bretagne, et ce sont les amis des socialistes français qui viennent de remporter un succès éclatant ».

« Si le projet de Tony Blair était peu différent de la politique conservatrice, on voit mal pourquoi il y a eu ce raz-de-marée », a observé M. Jospin, en relevant dans le programme travailliste cinq points qui,

TANDIS QUE le PS, Lionel Jospin en tête, tentait de récupérer à son profit le succès électoral de son « cher Tony » (lire ci-dessus), les responsables de la majorité se sont appuyés à couper toutes les passerelles susceptibles de relier la gauche française et le Parti travailliste britannique. Seul Jean-François Copé, délégué général du RPR chargé du projet, communi en extrême pour comment le programme du PS, s'en est tenu à sa feuille de route. « C'est la même chose qu'il y a six mois, mais en plus flou et en plus trouble », a-t-il dit, en relevant plusieurs « failles » dans les propositions que venait de présenter M. Jospin.

M. Copé, qui s'est interrogé sur la maladresse du budget, compte tenu de l'augmentation du nombre des emplois publics et de la baisse concomitante de la TVA, a conclu par une formule plus particulièrement destinée aux médias télévisuels : « Le pacte démocratique du PS, c'est le contrat du Titanic ; la mort en chantant, en buvant du champagne. » « Ce serait pour la France, comme en 1981-

1983, le tournant garanti de la rigueur dans deux ans », a-t-il conclu.

Honnêteté de cette explication de texte, chacun avait en tête le succès du New Labour. A Bordeaux, le premier ministre a donné le ton en se félicitant que le projet politique de M. Blair, qualifié de « travaillisme libéral », soit « éloigné de tout dogmatisme, de tout interventionnisme, bref, de tout ce qui ressemble au socialisme ». Le secrétaire général du RPR, Jean-François Mancel, a résumé : « Les travaillistes sont tournés vers demain, alors que les socialistes français sont tournés vers avant-hier », avant d'introduire le premier secrétaire du PS « président du MRA. « Mouvement pour le retour en arrière ».

Certains, dans la majorité, ont cherché à récupérer à leur profit le succès travailliste. Alain Madelin, ancien ministre de l'Économie, a ainsi décrié chez les travaillistes « un programme qui [lui] conviendrait parfaitement pour la France, qui allie le côté libéral et le côté social ». « Tout le monde n'a pas la chance d'avoir un premier ministre travail-

liste », affirme-t-il dans une tribune publiée samedi 3 mai par Libération. « L'approche pragmatique, sociale et européenne adoptée par Tony Blair nous confirme dans notre volonté de placer l'homme au centre de l'économie et non l'inverse », s'est réjoui Gilles de Robien, président du groupe UDF de l'Assemblée sortante. Pierre Lellouche, délégué général du RPR, s'est aussi félicité de la victoire des conservateurs britanniques : « Ce sont aujourd'hui vos idées qui triomphent, puisque le New Labour de Tony Blair est, en fait, une copie du Parti conservateur et de son programme, avec un autre nom. »

« NE PAS FAIRE LA FINE BOUCHE » « La droite n'arrivera pas à faire croire que la défaite des conservateurs britanniques serait une bonne nouvelle pour les conservateurs français », a déclaré le porte-parole du PS, François Hollande. « Ceux qui ont gagné en Angleterre, c'est la gauche », a-t-il martelé. Certains partenaires du PS ne semblent pas en être intimement persuadés. Tout en affir-

mant que « la victoire de Tony Blair peut réjouir la gauche européenne », Georges Sarre, porte-parole du Mouvement des citoyens, laisse poindre quelque doute sur l'ampleur du changement outre-Manche. La prudence est plus explicite encore au Parti communiste. « Il ne faut pas faire la fine bouche devant une défaite cuisante de l'ultra-libéralisme », a déclaré Robert Hue, mais il a regretté que « le programme de Tony Blair, qui se réclame lui-même du centre, [contienne] certaines mesures qui paraissent prolonger les politiques libérales ».

Fidèle à sa stratégie, Jean-Marie Le Pen, a renvoyé tout le monde des-à-dos : « Voter en Grande-Bretagne pour Blair ou Major, c'est comme voter en France pour Juppé ou Jospin : c'est voter pour plus de chômage, plus d'insécurité, plus d'immigration, plus de fiscalité », a affirmé le président du Front national.

Jean-Baptiste de Montvalon et Jean-Louis Saux

Une inflexion sur la fiscalité de l'épargne

Le PS renonce à alourdir l'impôt sur les sociétés

L'OBJECTIF avait été clairement défini : dès l'instant où il s'agissait de faire une synthèse des trois conventions thématiques de 1996 (Europe, démocratie, économie), toutes les propositions formulées alors ne pouvaient figurer dans le programme du PS. Il en résulte des absences ou des imprécisions sur l'emploi et la fiscalité. La conférence nationale sur l'emploi, les salaires et la durée du travail répond de plus en plus à la définition incitative donnée par Jacques Delors puisqu'elle vise à « relancer la négociation collective ». Une loi-cadre reste prévue sur les trente-cinq heures. L'Etat fixera le « cap » et le calendrier, mais aucune durée n'est avancée pour sa mise en œuvre.

La création de sept cent mille emplois pour les jeunes est toujours à l'ordre du jour, mais le programme s'abstient de rappeler qu'elle s'étalera sur deux ans. François Hollande, porte-parole du PS, assure pourtant que rien n'est changé. Dans un entretien publié vendredi 2 mai par La Tribune, Dominique Strauss-Kahn, concepteur du projet, affirme que ce plan « sera émis sur deux ans » et confirme les dispositions initiales. Pour les trois cent cinquante mille emplois du public, il ne s'agit pas « d'augmenter le nombre de fonctionnaires », mais de proposer des contrats de cinq ans à plein temps, rémunérés « sur la base du SMIC ». Financé grâce à la suppression

« d'un certain nombre d'aides à l'emploi » jugées improductives - par l'Etat à 100 % quand il est employeur et à 80 % quand ce sont les collectivités territoriales -, ce programme coûtera environ 35 milliards de francs.

Dans le secteur privé, les trois cent cinquante mille jeunes embauchés bénéficieraient d'une allocation annuelle de 40 000 à 50 000 francs pendant cinq ans. Grâce à cette « compensation », le coût pour les entreprises, d'environ 15 milliards de francs, représenterait « 0,7 % de la masse salariale ». Le programme ouvre aussi la voie à des allègements de charges sociales pour les emplois non qualifiés puisqu'il parle de diminuer « les prélèvements sociaux pesant sur le travail ».

SOUCI DE RÉALISME

Sur la fiscalité, outre la réforme de la CSG, le programme prévoit un allègement de la TVA « sur les produits de première nécessité », alors que le projet évoquait « la consommation populaire ». Là où il promettait « une réforme importante de la fiscalité locale et notamment de la taxe d'habitation », le PS ne parle plus que d'un accroissement du dégrèvement social de la taxe d'habitation « afin de concentrer les baisses d'impôts sur les revenus modestes et moyens ». Ne tenant pas compte sur ce point de l'avis contraire de M. Delors, il an-

nonce un relèvement du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune, sans trancher le débat sur un élargissement de sa base aux œuvres d'art et aux biens professionnels.

La principale innovation est la disparition pure et simple de l'alourdissement de l'impôt sur les sociétés et, plus encore, des mesures concernant l'épargne. Le projet adopté en décembre 1996 prévoyait explicitement que « les revenus de placements financiers (hors épargne populaire) et les plus-values qui bénéficient de détaxation et d'abattements seront soumis au prélèvement libératoire et les stock-options rattachés dans l'assiette de l'impôt sur le revenu ». Il prévoyait aussi de limiter les « avantages dont bénéficient les patrimoines cédés par anticipation et les contrats d'assurance-vie ».

Il s'agit bien d'une inflexion, qu'avait laissé augurer Lionel Jospin dans sa conférence de presse du 18 mars (Le Monde du 19 mars). Le premier secrétaire avait alors indiqué que l'imposition d'une CSG de 7,9 % sur les revenus de placement amènerait le PS à « en tenir compte pour « examiner le niveau du prélèvement fiscal portant sur les mêmes revenus dans un contexte de liberté de placements dans l'Union européenne ». Il a donc fait ici prévaloir son souci du réalisme.

M. N.

La « suppression des lois Pasqua-Debré » met fin au consensus dessiné en 1995

EN INSCRIVANT la promesse de « supprimer les lois Pasqua-Debré » dans son programme pour les élections législatives, le Parti socialiste franchit discrètement un Rubicon sur le bord duquel Lionel Jospin campait sagement jusqu'à présent, celui de l'abrogation des lois Pasqua de 1993 sur l'immigration. Cela avait été l'un des moments-clés de son débat télévisé avec Jacques Chirac pendant la campagne présidentielle de 1995. Le candidat socialiste avait alors laissé entendre qu'il n'abrogerait pas l'ensemble des lois de 1993, mais les remettrait en cause sur trois points : la situation aberrante des étrangers ni régularisables ni expulsables ; les conditions des contrôles d'identité ; la limitation du droit du sol par la loi Méhaignerie, qui exige une manifestation de volonté de devenir Français des personnes nées en France de deux parents étrangers.

Nuancé dans sa critique, M. Jospin avait déclaré, le 4 mars 1995, à l'université de Créteil (Val-de-Marne) : « Je ne dirai certainement pas (...) que je demanderais soient barrées ou biffées d'un trait de plume les lois Pasqua. » Le futur premier secrétaire utilisait alors une expression imagée pour se faire comprendre : il souhaitait « peigner » ces lois afin de les rendre plus conformes à sa conception de la République et des droits de l'homme. Cette prudence

avait été mal ressentie dans les rangs des associations antiracistes, marquées à gauche, qui avaient combattu la nouvelle législation. La prudence manifestée encore par le responsable socialiste lors du mouvement des sans-papiers de Saint-Bernard, dont certains étaient victimes des impasses des lois Pasqua, n'annonçait pas non plus l'actuelle radicalisation. Ainsi, en septembre 1996, face aux jeunes du MJS, qui réclamaient l'« abrogation des lois Pasqua », le premier secrétaire tient bon, rétorque que « tous les sans-papiers ne peuvent être régularisés » et assure : « Nous reverrons les lois Pasqua, pas à la marge, mais profondément, en y substituant une nouvelle législation. » Même dans la déclaration commune PS-PCF, les deux partis évitent d'employer ce mot, estimant nécessaire de « substituer aux lois Pasqua et Debré une véritable politique de l'immigration ».

« MIGRATIONS ALTERNÉES »

En revanche, à propos de la loi Debré, qui modifie quelques points du texte de 1993, le discours n'a pas varié depuis janvier. Il a toujours été prévu par le PS de la remettre en question, même si les quelques dispositions favorables à des régularisations qu'elle contient rendent ambigu le mot d'ordre de suppression. Au fond, les nécessités d'une campagne électorale anticipée ont amené le PS à trancher

son débat interne entre « humanistes » et « réalistes » à propos de l'immigration. Le discours d'Adeline Hazan, responsable de la commission immigration, soutenu par Martine Aubry, a apparemment éclipsé la ligne de Gérard Le Gall, délégué général aux études politiques, hostile à l'abrogation des lois de 1993, même sur la nationalité.

Les orientations sur l'immigration adoptées en avril avaient annoncé ce choix. Le PS y expose les principes d'une « politique alternative », consacrant l'abrogation de certaines dispositions répressives contenues dans les lois Pasqua, la libéralisation du regroupement familial, la régularisation des enfants étrangers ayant grandi en France, l'extension de la lutte contre le travail illégal et, en matière de nationalité, le retour des dispositions sur le droit du sol antérieures à 1993. Les propositions les plus audacieuses consistent en l'organisation de « migrations alternées » avec l'Afrique et dans la réforme de l'aide publique au développement.

En 1995, la campagne présidentielle avait semblé établir un consensus RPR-PS sur l'essentiel des lois Pasqua de 1993. La loi Debré et la colère de la rue ont amené les socialistes à revoir leur position.

Philippe Bernard

هكذا لمن لا يعلم

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 25 MAI ET DU 1^{er} JUIN LE MONDE / DIMANCHE 4 - LUNDI 5 MAI 1997 / 7

ettent la clôture
31 décembre

Xavier Dugoin (RPR) renonce finalement à se porter candidat dans l'Essonne

Le président du conseil général, « employeur » de Xavière Tiberi, séjourne dans l'Himalaya

Par un fax envoyé du Népal, où il était en vacances, Xavier Dugoin, sénateur (RPR) et président du conseil général de l'Essonne, avait fait

savoir, le 25 avril, qu'il se portait candidat aux élections législatives. « Un canular ou un manque d'oxygène dû aux sommets », s'interrogeait Jean

Marsaudon, député et président du comité RPR du département. M. Dugoin a décidé finalement, vendredi 2 mai, de renoncer à son idée.

ÉVRY
de notre correspondant
Xavier Dugoin, sénateur (RPR) et président du conseil général de l'Essonne, a finalement décidé, vendredi 2 mai, de ne pas être candidat, dans la première circonscription, face au député sortant, Jacques Guyard (PS), maire d'Evry. Le 25 avril, par un fax envoyé de l'Himalaya, où il était en vacances, M. Dugoin, mis en examen dans l'affaire du rapport pour lequel il avait rémunéré Xavière Tiberi, avait annoncé son intention de se présenter aux élections législatives.

Dans son entourage, on expliquait qu'un fax avait été adressé à un camp de base et qu'un sherpa l'avait transmis au président du conseil général. Pas besoin d'hélicoptère, ajoutait-on, en faisant allusion à l'appareil affrété par le ministre de la Justice, en novembre 1996, pour joindre le procureur d'Evry, Laurent Davenas, en « trekking » au Népal, lorsque son adjoint avait décidé de mettre en examen M^{me} Tiberi. Le fax de ses collaborateurs signalait aussi à M. Dugoin que Serge Dassault (RPR), maire de Corbeil-Essonnes, ne pourrait être candidat. Quatre jours plus tard, la réponse était arrivée des hauteurs himalayennes : le sénateur était prêt à se présenter. « Ils ont des prix pour l'Himalaya en Essonne ? » se demandait Jean-François Mancel, secrétaire général du RPR, en apprenant la nouvelle.

Mis en examen dans l'affaire Tiberi, M. Dugoin est mis en cause dans plusieurs autres dossiers en cours d'instruction ou d'enquête préliminaire : appel d'offres truqué ; salaire présumé fictif versé à son épouse pendant plus de deux ans ; son nom apparaît sur un « manuel de corrup-

tion » à l'usage des élus RPR à l'époque où il n'était que secrétaire départemental de la formation néogaulliste. Plus récemment, la Justice s'intéressait au salaire de sa femme de ménage, et à des voyages effectués par la famille du sénateur, mais payés par le conseil général, avec de faux ordres de mission au nom de secrétaires. M. Dugoin a remboursé ses voyages à posteriori, ce qui, souligne un enquêteur, n'empêche pas le délit d'être constitué. Ces deux dernières affaires pourraient amener le président devant le tribunal dans le cadre d'une citation directe avant l'été.

« A force de multiplier les présomptions d'innocence, on ne devient pas plus innocent qu'innocent », déclarait

à son propos Laurent Bételle, un des vice-présidents RPR du conseil général, contestant sa présence à la tête du département depuis que les différentes affaires ont alourdi l'atmosphère. Une autre affaire de salaire fictif a valu un mois de prison à la directrice adjointe du cabinet de M. Dugoin et près de trois à son second vice-président. L'ancien directeur de son cabinet, Franck Martin, député sortant de son ancienne circonscription, est sous le coup d'une mise en examen pour recel de biens sociaux, trafic d'influence et corruption.

Déclaré au sein de sa majorité, Xavier Dugoin envisageait pourtant, en janvier, un « ticket » Dugoin-Dassault ou Dassault-Dugoin dans la

première circonscription pour les élections législatives de 1998, mais ni M. Dassault, ni le RPR n'avaient l'intention de poinçonner ledit ticket. Evoquant la candidature de M. Dugoin, lors de la présentation des candidats de la majorité, Jean Marsaudon, président du comité départemental du RPR, estimait qu'il ne pouvait s'agir que « d'un canular ou d'un manque d'oxygène dû aux sommets ».

En l'absence de M. Dugoin, l'investiture de la majorité a été attribuée à François Zambrowski (UDF), dont la candidature fait grincer les dents chez les militants RPR de la circonscription.

Sylvia Maric

Félix Leyzour veut donner un siège au PCF dans les Côtes-d'Armor

Assurer le « pluralisme » à gauche

GUINGAMP (Côtes-d'Armor)
de notre correspondant régionale
Les somnolents accordent leurs instruments, les faiseurs de crêpes s'affairent : le fest-noz de la CGT de

PORTRAIT
Le sénateur
à soixante-cinq ans.
Ce n'est pas
« un communiste triste »

vrait encore faire salle comble, dans ce hangar peu réchauffant de Saint-Laurent, petit village des Côtes-d'Armor. Le soleil est au beau fixe, le moral des troupes aussi. Non seulement la circonscription à dominante rurale de Guingamp pourrait bien renouer avec son ancestrale tradition de gauche, mais il est même possible qu'elle se dote d'un député communiste, comme en 1978.

Maire de Callac, sénateur depuis 1989, bien jugé dans ses fonctions de vice-président du conseil général chargé des routes et des transports, le populaire Félix Leyzour n'est pas « un communiste triste », comme il l'annonce lui-même.

Sans fausse modestie, le sénateur admet qu'il sent « un courant favorable » à son égard. Ce serait bien pour le « pluralisme » - le pluralisme à gauche, s'entend, puisque beaucoup s'attendent à ce que le PS retrouve une part de sa splendeur d'avant les élections de 1993, lorsqu'il accaparait tous les sièges de député des Côtes-d'Armor.

M. Leyzour ne pouvait donc que « répondre à l'appel des amis » et envisager de quitter les bancs du Sénat pour tenter de rejoindre ceux de l'Assemblée nationale, car, dit-il,

« c'est là que le plus dur des batailles à venir va se livrer ». La dissolution ne l'a pas pris de court. « Les amis - il dit rarement « camarades » - parlaient de ma candidature depuis des mois, raconte-t-il. On avait de toute façon prévu de l'annoncer fin avril pour 1998, ce qui aurait correspondu à la fin de mon mandat de sénateur ».

Après la guerre, qui vit les communistes succéder aux radicaux sur cette terre de petits paysans, l'ancien instituteur, né en 1932, entre au PCF. Secrétaire de cellule, puis de section, dirigeant de la fédération départementale : une trajectoire aussi classique n'évite pas quelques tendances à la langue de bois, mais M. Leyzour est d'abord un homme de terrain. « Nous ne sommes pas une contre-société », assure-t-il, et même s'il promet « une campagne très politique », les dossiers locaux ne manquent pas d'animer les prochains débats avec des publics « cités », comme les salariés des hôpitaux et des services publics, et les rencontres chez des paysans amis.

En 1992, la Bretagne avait voté « oui » à Maastricht, mais aujourd'hui ? « Où va l'agriculture ? interroge le sénateur. Dans le mur ! Il faut redéfinir la politique agricole commune, maintenir des prix garantis, les aides à l'installation. » Fête de printemps du Parti communiste, fête des fleurs, fest-noz, courses cyclistes ou de chevaux : en ce mois de mai particulièrement chargé en réjouissances, « Félix » se promet d'aller à la rencontre de ses électeurs. Pour « débattre », assure-t-il, pas seulement pour serrer des mains.

Martine Valo

M^{me} Trautmann affronte un trublion de la majorité

STRASBOURG

de notre correspondant régional

« Où elle veut et quand elle veut ! » Avant même l'annonce de la candidature de Catherine Trautmann (PS), maire de Strasbourg, dans la première circonscription du Bas-Rhin, le député sortant, Harry Lapp (UDF-PR), avait lancé le défi à son adversaire : un face-à-face entre « les deux seuls candidats en mesure de l'emporter ». M. Lapp, qui sait qu'il ne port pas favori face à celle qui tient la ville d'une main ferme, veut montrer une combativité sans faille et ne pas laisser accréditer l'idée que l'élection est jouée d'avance. Depuis la réélection de M^{me} Trautmann dès le premier tour des municipales de 1995 et son action contre le Front national, M. Lapp a conscience de son handicap. « C'est la lutte du pot de terre contre le pot de fer, notamment au niveau médiatique », dit-il. Il stigmatise le monopole du maire socialiste dans une ville qui, paradoxe, n'avait jamais eu aucun membre du PS au Palais-Bourbon en 1993. « Je suis le seul contre-poids et obstacle à l'hégémonie de Catherine Trautmann à Strasbourg », prévient M. Lapp.

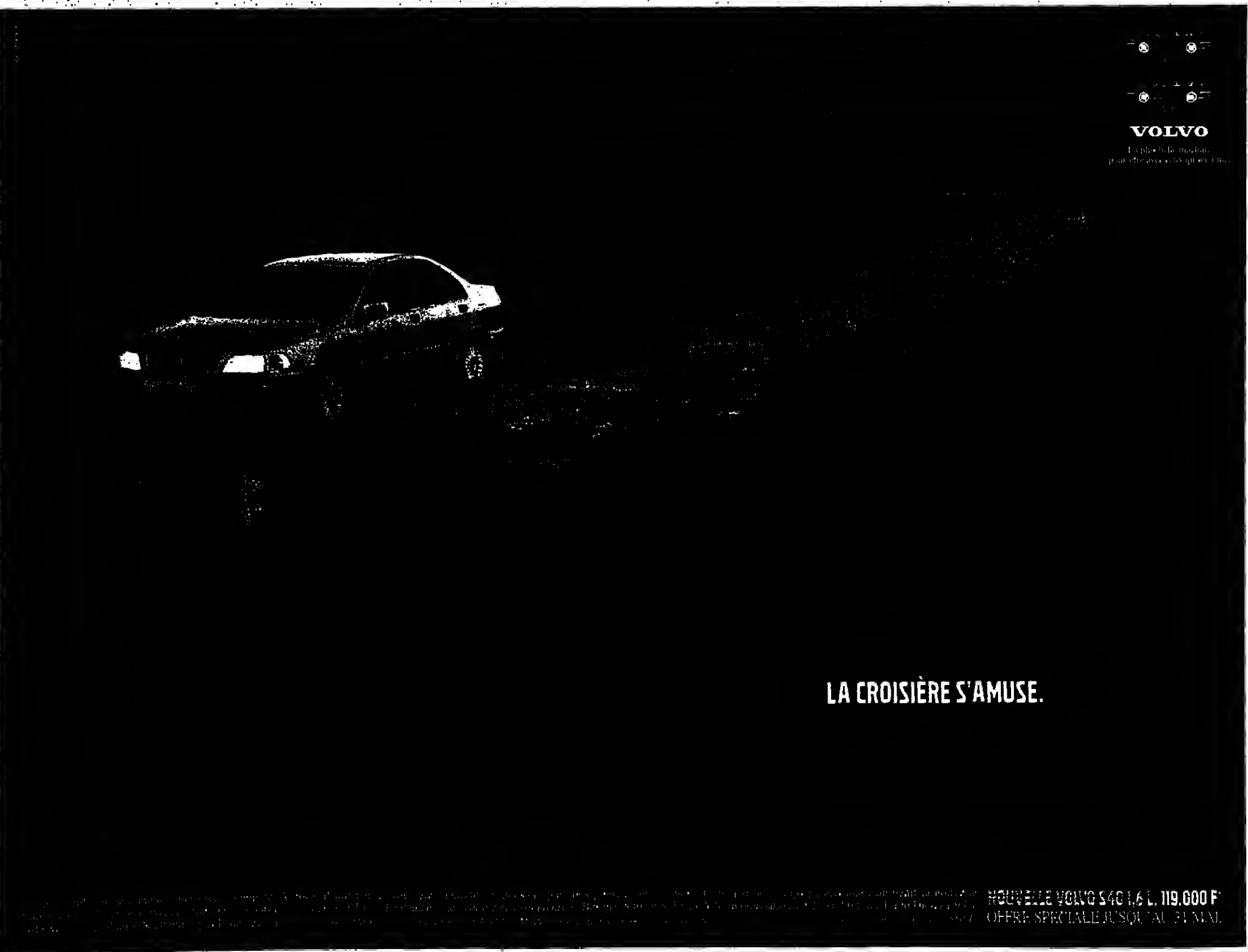
En 1993, il avait conquis son siège de haute lutte, contre l'accord des instances du RPR et de l'UDF. A l'époque, la

droite avait désigné le centriste Emile Koehl, élu à l'Assemblée nationale depuis 1978, pour se succéder à lui-même. Jean Walline (RPR), après avoir menacé de se présenter contre le candidat officiel, s'était rallié à M. Koehl en acceptant de devenir son suppléant. M. Lapp, lui, maintenait sa candidature. Les deux candidats de droite se retrouvaient au second tour, et le représentant du PR l'emportait avec 64,85 % des suffrages.

Même si M. Lapp ne s'attend pas à un soutien enthousiaste des cadres locaux de l'UDF et du RPR, qui ne lui ont pas complètement pardonné son coup de force de 1993, il reste que M^{me} Trautmann se présente dans un fief de droite qui recouvre le centre-ville, donc les beaux quartiers, et l'ouest de la cité, plus populaire. Afin de mettre toutes les chances de son côté, elle a choisi comme suppléant le conseiller général socialiste de la partie occidentale de la ville, Armand Jung. A l'extrême droite, Yvan Blot, dirigeant du Front national dans le Bas-Rhin, préfère affronter le président du conseil régional, Adrien Zeller (UDF-FD), à Savemont.

Marcel Scotto

irconscriptions difficiles



VOLVO
L'élégance du mécanisme
pour offrir une conduite sûre et agréable

LA CROISIÈRE S'AMUSE.

NOUVELLE VOLVO 540 G L 119.000 F
OFFRE SPÉCIALE JUSQU'AU 31 MAI

JUSTICE Entendu, mercredi 30 avril, par le juge Valat, chargé d'instruire l'affaire des écoutes de l'Elysée, Christian Prouteau, le chef de la cellule antiterroriste, s'est,

tout en invoquant le secret-défense, démarqué de la ligne de défense adoptée par l'ancien chef de cabinet de François Mitterrand, Gilles Ménage. ● LES DEUX PRÉFETS s'op-

posent notamment sur les raisons qui ont motivé la mise sur écoutes d'Edwy Plenel : si M. Ménage — il l'a confirmé vendredi 2 mai au juge Valat — affirme que ce sont des articles

consacrés à l'affaire Farewell qui en sont à l'origine, M. Prouteau a déclaré que ces conditions ne sont « pas exactement celles exposées par Gilles Ménage ». ● LES AVOCATS

DU MONDE ont remis au juge, le 2 mai, un mémoire dénonçant l'utilisation de l'affaire Farewell pour justifier la mise sur écoutes de notre collaborateur.

Christian Prouteau contredit Gilles Ménage dans l'affaire des écoutes

Le chef de la cellule antiterroriste de l'Elysée a déclaré au juge Valat que les conditions ayant conduit à la mise sur écoutes d'Edwy Plenel ne sont « pas exactement » celles exposées par l'ancien directeur de cabinet de François Mitterrand

LES DEUX PROTAGONISTES principaux de l'affaire des écoutes téléphoniques de l'ancienne cellule antiterroriste de l'Elysée, Christian Prouteau et Gilles Ménage, ont à nouveau été questionnés par le juge d'instruction Jean-Paul Valat. Au terme des nouvelles déclarations qu'ils ont effectuées, respectivement mercredi 30 avril et vendredi 2 mai, les lignes de défense choisies par le chef de la cellule et l'ancien directeur du cabinet de François Mitterrand semblent de moins en moins compatibles. Ainsi, alors que M. Ménage a déclaré de « s'affranchir » du secret-défense pour confirmer la mise sur écoutes, par la cellule, de dix-huit personnes, ce prétendant, pour certaines d'entre elles, en justifier le motif (Le Monde daté 13-14 avril), Christian Prouteau s'obstine, lui, à refuser de répondre. « Le temps qui s'est écoulé depuis que j'ai rejoint la cellule ne me permet pas d'avoir des souvenirs aussi précis que M. Ménage, a-t-il avancé. Et surtout, je suis tenu au secret-défense ».

Les deux préfets s'opposent notamment sur le cas d'Edwy Plenel, dont le fichier informatique « Hermès », qui recensait dans les ordinateurs de la cellule les demandes de « branchement » transmises au Groupement interministériel de contrôle (GIC), indique qu'il fut écouté à partir du 16 avril 1985. Lors de son précédent interrogatoire, M. Ménage avait affirmé que le journaliste du Monde avait été surveillé sur ordre de M. Mitterrand lui-même, après qu'il eut publié des articles sur une affaire

d'espionnage soviétique en France, grâce à des informations fournies par le service français de contre-espionnage, la DST (Le Monde daté 27-28 avril). Face au juge Valat, M. Prouteau s'est refusé à confirmer cette version. En témoignage cet extrait :

Christian Prouteau. — Je connais les conditions qui ont conduit à la mise sur écoutes d'Edwy Plenel. Ce ne sont pas exactement celles exposées par Gilles Ménage. Je regrette que le nom du chef de l'Etat ait été cité par Gilles Ménage (...). Je connais le service qui a exploité cette écoute. Je ne peux pas vous donner ces renseignements car ils sont couverts par le secret-défense.

Le juge. — Quand vous parlez du service qui a « exploité » l'écoute, vous voulez sans doute dire : « qui a demandé et exploité l'écoute » ?

Christian Prouteau. — Non, car ce n'est pas aussi simple que cela, mais je ne vous en dirai pas plus ; je pense même que je vous en ai déjà trop dit.

Interrogé vendredi, M. Ménage a pour sa part maintenu ses allégations sur l'origine de l'écoute ordonnée sur notre collaborateur, accusant Le Monde d'avoir fait de ses déclarations précédentes « une lecture très partielle, voire partielle », critiquant les appréciations portées par l'ancien directeur de la DST, Yves Bonnet, et affirmant que la mise sur écoutes d'Edwy Plenel « ne peut pas être liée à l'affaire des Irlandais de Vincennes ». L'ancien directeur du cabinet de M. Mitterrand avait en tout cas admis, le 25 avril, devant le juge, que la surveillance de la ligne télépho-

journaliste du Monde, Georges Marion, « s'est poursuivie » le 9 octobre 1985, en raison de ses enquêtes sur le sabotage du Rainbow Warrior, le navire de Greenpeace, par les services secrets français. Au cours de ce nouvel interrogatoire, il a reconnu que les écoutes ayant visé notre collaborateur « ont été un des éléments (...) utilisés pour faire des notes (...) sur l'affaire Greenpeace » au secrétaire général de l'Elysée, Jean-Louis Bianco, ou au président de la République lui-même.

M. Ménage affirme toutefois ne pas connaître la raison des écoutes effectuées sur la ligne d'un autre

posant notamment sur les raisons qui ont motivé la mise sur écoutes d'Edwy Plenel : si M. Ménage — il l'a confirmé vendredi 2 mai au juge Valat — affirme que ce sont des articles

consacrés à l'affaire Farewell qui en sont à l'origine, M. Prouteau a déclaré que ces conditions ne sont « pas exactement celles exposées par Gilles Ménage ».

● LES AVOCATS DU MONDE ont remis au juge, le 2 mai, un mémoire dénonçant l'utilisation de l'affaire Farewell pour justifier la mise sur écoutes de notre collaborateur.

pour justifier les « interceptions » pratiquées par le GIC sur les lignes de deux autres journalistes : Alexis Liebert, de L'Evenement du jeudi, « qui avait écrit un article vecteur de fuites », et l'Australienne Helen Fraser, « considérée, dit-il, comme un agent d'influence des services australiens au néo-zélandais ». « Ca faisait partie des activités normales de la cellule », a-t-il déclaré à propos de cette dernière, indiquant que « la décision [avait] donc été prise par Christian Prouteau », mais

cette affaire. Il est avéré, en revanche, que les deux journalistes ont coopéré dans leurs investigations sur l'affaire des Irlandais de Vincennes, dans laquelle la cellule de l'Elysée était gravement mise en cause. Or la mise sous surveillance de Georges Marion remonte, d'après le fichier « Hermès », au mois de janvier 1986 — soit au moment où se déroulait, selon le terme employé par M. Ménage lui-même, l'un des « temps forts dans la presse », et particulièrement dans Le Monde, de l'affaire des Irlandais de Vincennes.

C'est également l'affaire Greenpeace qu'a évoquée Gilles Ménage

que le chef de la cellule lui en avait « parlé ». « Il devait s'agir de déterminer quelles étaient ses intentions quant à la gestion médiatique de l'affaire Greenpeace ».

M. Ménage invoque encore l'affaire Greenpeace à propos des écoutes pratiquées par la cellule sur l'ancien mercenaire Gilbert Le Cavelier ou encore sur un ancien conseiller de Charles Pasqua, Joël Gallipapa. Sans se souvenir si M. Prouteau lui avait révélé l'objet de l'écoute de ce dernier, Gilles Ménage a suggéré « plusieurs préoccupations de la cellule [à son propos], qui tournaient autour de [Paul] Barril, Greenpeace et l'extrême droite ».

Christian Prouteau, a-t-il précisé, n'a rendu compte de l'écoute de Gallipapa quand elle a fait apparaître les contacts politiques. Le Pen-Pasqua, car les écoutes politiques n'étaient pas de la vocation de la cellule... Assurant par ailleurs d'avoir « pas eu besoin de demander » que l'inspecteur des renseignements généraux Gilles Kaehlin — un temps détaché à l'Elysée auprès de François de Grossouvre — soit écouté, puisqu'il constituait déjà « une préoccupation constante » de la hiérarchie policière de 1982 à 1990, l'ancien directeur du cabinet présidentiel a revendiqué la décision de faire poser plusieurs « interceptions » dans des cas où la sécurité du chef de l'Etat était, selon lui, directement en cause. Il a notamment fait référence à « une famille qui était dans l'entourage immédiat du président de la République » et dont « le comportement » pouvait lui « porter préju-

dice ». Ordonnées après avoir consulté Jean-Louis Bianco et André Rousselet, alors directeur du cabinet de M. Mitterrand, les écoutes avaient permis, assure-t-il à propos de ce dernier cas, de montrer que « l'attitude de ces personnes était effectivement préoccupante », de sorte que le chef de l'Etat en avait « tiré les conséquences ».

Hormis ces dossiers très spécifiques, M. Ménage assure d'avoir vu que rarement le contenu des « productions » venues du GIC. « Quelquefois, des chefs de service, a-t-il dit au juge, me montraient des productions pour illustrer ce qu'ils avaient à me dire ; mais, d'une façon générale, je ne recevais pas de façon systématique les productions venant de la direction ou de l'intérieur ». Les déclarations de Christian Prouteau, mercredi, ont toutefois partiellement contredit cette présentation.

La cellule, affirmait ce dernier, recevait, « en l'absence de Gilles Ménage, et uniquement en son absence », des « notes faites à partir d'écoutes ». Dans l'un des registres découverts parmi les archives de Christian Prouteau, le juge Valat a relevé la présence d'une note adressée, le 28 décembre 1983, à Jean-Louis Bianco par l'un des membres de la cellule, Jean-Louis Esquivé, et dans laquelle celui-ci estimait qu'en l'absence de M. Ménage « les notes extraites des productions quotidiennes du ministère de l'Intérieur [méritaient] d'être portées à [sa] connaissance ».

Hervé Gattegno

Les avocats du « Monde » dénoncent l'utilisation de l'affaire Farewell

M^{me} CHRISTINE COURRÉGE ET MICHEL LAVAL, avocats d'Edwy Plenel et de sa compagnie, Nicole Lapierre, ont remis un mémoire, vendredi 2 mai, au juge Jean-Paul Valat, dans lequel ils le saisissent d'une demande d'actes d'instruction. Les avocats estiment en effet que Gilles Ménage « a menti » en affirmant, vendredi 25 avril, sur procès-verbal, qu'Edwy Plenel avait été placé sur écoutes à la suite de la publication dans Le Monde, en 1985, d'une enquête sur les services d'espionnage soviétique. « Il apparaît à l'évidence que (...) Gilles Ménage a décidé de s'employer désormais à perturber la manifestation de la vérité, notent les deux avocats, par des « révélations » qui ne correspondent à aucune réalité et dont la seule logique est de tenter de donner une apparence de légitimité aux écoutes dont Edwy Plenel a fait l'objet ».

Gilles Ménage avait déclaré au juge Valat qu'Edwy Plenel avait été placé sur écoutes par la cellule antiterroriste de l'Elysée après la publication sous sa signature de deux articles, datés 30 mars et 2 avril

1985, révélant le fonctionnement d'un réseau d'espionnage soviétique et le contenu d'un document prétendument rédigé en 1983 par la commission pour l'industrie militaire soviétique. Cette affaire d'espionnage, par la suite dénommée Farewell — du nom de la « taupe » soviétique à l'origine des informations des services secrets français — avait débouché, en avril 1983, sur l'expulsion sans précédent de quarante-sept diplomates soviétiques. D'après M. Ménage, François Mitterrand lui-même aurait demandé la mise sur écoutes d'Edwy Plenel, car il aurait « considéré que les révélations intermédiaires du Monde étaient de nature à nuire aux relations diplomatiques de la France avec l'URSS » (Le Monde daté 27-28 avril).

RECONSTITUTION A POSTERIORI Pour M^{me} Courrégé et Laval, au contraire, « l'utilisation [de l'affaire Farewell] participe en réalité d'une reconstitution a posteriori qui vise à dissimuler les raisons réelles de la mise sur écoutes de M. Plenel, l'ensemble de son activité profession-

nelle de journaliste ». Rappelant qu'entre avril 1985 et mars 1986 le journaliste du Monde a été écouté 695 fois, ils notent que « la lecture des transcriptions des écoutes qui figurent au dossier (...) révèle qu'aucune d'entre elles ne porte sur l'affaire Farewell », mais bien sur les « affaires dites des Irlandais de Vincennes et Greenpeace ». Pour les avocats, il ne fait aucun doute que

l'enquête menée par Edwy Plenel sur l'affaire des Irlandais de Vincennes « ne pouvait que provoquer l'ingérence des membres de la cellule, qui savaient qu'ils risquaient d'être mis en cause par ses investigations ».

Surtout, M^{me} Courrégé et Laval rappellent au juge que le 29 mars 1985, jour où notre collaborateur publiait son premier article sur le

fonctionnement des services d'espionnage soviétiques, TF1 diffusait les mêmes informations dans son journal de 13 heures. L'auteur du sujet, Jean-Pierre Berthet, avait à l'époque bénéficié des mêmes informations, que le journal Le Monde. Celles-ci avaient été fournies par l'ancien directeur de la DST, Yves Bonnet. — également « source » d'Edwy Plenel — à Alain Denvers, alors directeur de l'information de la chaîne télévisée.

Le 4 avril, les deux journalistes livraient l'exhaustivité de leurs informations dans un reportage diffusé dans le cadre de l'émission « Information ». « Ni Alain Denvers ni Jean-Pierre Berthet n'ont cependant été placés sur écoutes à la suite de la diffusion par TF1 du reportage consacré à l'affaire Farewell, notent les avocats, alors que l'équipe de TF1 s'était rendue dans les locaux de la DST, qu'elle avait été autorisée à filmer les lieux, et que le reportage avait divulgué les mêmes documents que ceux publiés au même moment dans le journal Le Monde ».

Après vérification, Alain Denvers n'a pas été personnellement écouté

par la cellule antiterroriste de l'Elysée. Son nom figure sur la liste des personnes ayant contacté Jean-Benoît Halley, chef privilégié de la cellule. M^{me} Courrégé et Laval estiment donc que, si les journalistes de TF1 ont échappé aux écoutes diligentes par la cellule de l'Elysée, l'argumentation de Gilles Ménage ne tient pas. Affirmant que « les circonstances dans lesquelles intervenait la réalisation » de l'enquête d'Edwy Plenel « étaient connues des autorités gouvernementales », ils estiment que les préoccupations affichées par M. Ménage, liées, selon ses termes, « à la protection » et « à la défense des intérêts légitimes de l'Etat », « ne pouvaient justifier la mise sur écoutes de M. Plenel à propos d'une enquête où, à l'évidence, de tels intérêts n'étaient pas concernés ». Ils estiment que « Gilles Ménage a menti » et demandent au juge Valat de procéder aux auditions d'Yves Bonnet, Alain Denvers et Jean-Pierre Berthet, ainsi qu'à une confrontation entre Gilles Ménage et Edwy Plenel.

Cécile Prieur

Les écarts sentimentaux de Jean-Marc Deperrois, accusé dans le drame de la Josacine empoisonnée

ROUEN

de notre envoyé spécial

Comme un cadre quadragénaire dynamique, Jean-Marc Deperrois est entré dans le box des accusés, un volumineux dossier sous le bras. Costume vert, cravate sombre, sa mise est impeccable.

L'imposant procès — trois semaines de débats, quatre-vingts témoins — de celui que l'accusation considère comme le responsable de la mort, en juin 1994, de la petite Emilie Tanay par absorption de Josacine empoisonnée commence (Le Monde du 3 mai).

L'accusé, qui clame son innocence depuis trois ans, a l'air détendu. Mais pour parler de lui, à la

barre, face à ses juges, il dit « psychologiquement préférer » répondre aux questions du président plutôt que de se lancer dans un « discours spontané ». L'examen de sa personnalité est son premier motif. Fils de commerçants, seul garçon d'une famille de trois enfants, Jean-Marc Deperrois, quarante-six ans, cumule les témoignages sur ses qualités : « Courageux, et travailleur » pour un oncle, « jovial et ouvert » pour sa sœur aînée, « dévoué », « gentil », « serviable » pour ses voisins de Gruchet-le-Valasse (Seine-Maritime), bourgade de 3 000 habitants, près de Bolbec, dont il est l'« enfant du pays » et où il était le deuxième adjoint au maire, chargé des finances, de l'urbanisme et des sports.

Défilé alors la carrière ascendante d'un technicien supérieur du bâtiment qui voulait « se faire » tout seul en créant, en 1987, sa

propre entreprise spécialisée dans la thermographie par infrarouge, imagerie thermique industrielle (ITI). Les bureaux d'ITI jouxtent la mairie de Gruchet. A la réussite professionnelle et financière, le chef d'entreprise allie son engagement dans la vie municipale. Il se donne pour sa commune. Des procès-verbaux en témoignent. Il insiste sur ce point à la barre. Certains, au village, y verraient la marque d'un homme peut-être un peu trop imbu de lui.

LIASON EXTRACONJUGALE Mais l'image du cadre battant et dynamique s'effrite quand le président Jean Reynaud aborde le terrain affectif. Marié depuis 1974, père de deux garçons, Jean-Marc Deperrois sous-estime l'impact de ses engagements professionnels et sociaux sur sa vie familiale et conjugale, qui s'étale dix-sept ou

dix-huit ans plus tard. Il conteste cependant que son mariage ait été « conflictuel ». Le président lit des lettres, entre dans l'intimité de l'« ex »-chef d'entreprise, qui trouve, sur le chemin de ses engagements, Sylvie Tocqueville, secrétaire de mairie, tout d'abord amoureuse, puis maîtresse. L'espace d'une nuit, en mars 1994.

Sur les questions touchant aux aspects sentimentaux, l'accusé perd de son assurance. Il sait que le mobile avancé par l'accusation réside dans cette liaison extracônjugale. Il aurait voulu empoisonner Jean-Michel Tocqueville, le mari de Sylvie, pour refaire sa vie avec elle ; par méprise, aurait versé du cyanure dans un flacon destiné à la petite Emilie, qu'il hébergeait, un soir de fête, les époux Tocqueville. Alors, il vent s'accrocher à la chronologie des faits, à sa vérité. Sa relation avec Sylvie Tocqueville, ex-

plique-t-il, était « en voie d'extinction » après l'aventure de mars. Il est donc absurde de penser qu'il voulait tuer son mari en juin. D'ailleurs, ajoute-t-il, début avril, il a même demandé à plusieurs reprises à sa femme, qui l'avait quitté, de revenir au foyer conjugal. Ce qu'elle fit à la mi-avril. C'est la preuve, selon lui, qu'il voulait tirer un trait sur son aventure extracônjugale.

Puis la voie s'éclaircit. Le président Reynaud vient d'interroger l'accusé sur sa détention provisoire. « Ça a été une vie... Je suis marqué ». Sur le banc des parties civiles, où se tiennent les parents de la petite Emilie, flotte un vent d'incompréhension. Jean-Marc Deperrois a évoqué ses onze demandes de mise en liberté en trois ans, toutes rejetées — « malgré l'absence de preuve matérielle » — par la

chambre d'accusation de la cour d'appel de Rouen, « qui n'a même pas accepté que les débats soient publics ».

Anpravant, solennel, M^{re} Charles Libman, son défenseur, a déjà marqué son indignation en lisant des motivations de maintien en détention pour le moins étranges. Les magistrats ont écrit que « l'émotion qui subsiste ne [pouvait] qu'être ravivée par une remise en liberté prématurée de celui qui, nonobstant la présomption d'innocence, une partie importante de la presse et de l'opinion publique considèrent depuis sa mise en examen comme le responsable du drame, et qui, en tout cas, reste à ce jour le seul suspect ». Outrant, semble-t-il, que, contrairement à la justice, l'opinion publique n'instruit pas, ne juge pas, mais, le plus souvent, exécute.

Jean-Michel Dumay

هكذا من الرجل

هكذا من الإمل

CARNET

LE MONDE / DIMANCHE 4 - LUNDI 5 MAI 1997 / 9

DISPARITIONS

Jacques Durand

« Le Henry Ford de la verrerie »

JACQUES DURAND, fondateur de la Verrerie cristalline d'Arques (VCA), est décédé, dans la nuit du 29 avril, à l'âge de quatre-vingt-dix ans. Selon le directeur général de l'entreprise, Paul Fontaine, il « s'est éteint paisiblement dans la nuit », ayant encore travaillé dans son bureau dans la journée de mardi.

Installée à Arques, près de Saint-Omer, dans le Pas-de-Calais, la Cristallerie est devenue en moins d'un demi-siècle la première firme mondiale de fabrication de verres de table et de cristal, avec un chiffre d'affaires de plus de 5 milliards de francs sous des marques renommées comme Cristal d'Arques, Luminarc ou Arcopal. Plus des trois quarts des ventes sont effectuées hors des frontières.

Autre performance, l'entreprise automotrice, l'un des premiers employeurs de la région, possède un goût prononcé pour la discrétion afin de se préserver contre la concurrence. Rien ne filtre sur les résultats de la société ou sur la famille qui la contrôle. Ce silence était imposé par le fondateur, Jacques Durand, un petit homme au visage rond et aux cheveux blancs, fuyant les invitations et qui a préféré consacrer sa vie à ses usines, où il fut omniprésent et omnipotent pendant soixante-dix ans.

Né le 30 août 1906 à Arques, titulaire d'un bac littéraire obtenu au lycée Alexandre-Ribot de Saint-Omer, Jacques Durand rejoignait dès 1927 son père, maître-verrier. Il

décidait alors de transformer l'entreprise fondée au début du siècle en une véritable industrie. Son génie fut d'inventer la fabrication automatisée des verres de table et de l'adapter par la suite au cristal. Grâce au plan Marshall, il introduisit dès 1948 des machines américaines de mécanisation du gobelet.

PATRIARCHE VIGILANT

L'entreprise, qui comptait 300 personnes en 1927, en employe désormais plus de 11 000 dans la région de Saint-Omer et 13 000 en intégrant ses implantations aux États-Unis et en Espagne. Et pourtant, malgré son développement, la Verrerie cristalline d'Arques demeure une firme familiale et tient à conserver son statut de SARL propre aux petites et moyennes entreprises, pour se préserver de toute tentative de rachat.

Bien que le patriarche ait cédé depuis près de vingt ans la direction quotidienne du groupe à ses enfants (trois filles, deux garçons), à ses gendres et petits-enfants, il en restait toujours le gérant, poste qu'il occupait depuis 1935. Il continuait de tout surveiller jusqu'aux aménagements extérieurs. Qualifié d'« Henry Ford de la verrerie », « Monsieur Jacques » a souvent été accusé de paternalisme. L'entreprise n'a pas connu de grève depuis soixante ans, le dernier conflit remontant à 1936.

Dominique Gallois

Paolo Freire

Un grand pédagogue brésilien pionnier de la lutte contre l'analphabétisme

MONDIALEMENT réputé pour ses travaux sur l'alphabétisation des adultes, le professeur Paolo Freire est décédé, vendredi 2 mai, à l'hôpital Albert-Einstein à São Paulo, des suites d'une crise cardiaque. Il avait soixante-seize ans.

Né le 19 septembre 1921 à Recife, la capitale de l'État de Pernambuco, dans le nord-est du Brésil, Paolo Freire subit dès sa plus tendre enfance les contrecoups de la crise de 1929 : ruinée, sa famille est contrainte de quitter la métropole de l'industrie sucrière pour s'établir, en 1932, dans la petite ville voisine de Jaboatão. Il connaît la faim.

Cette douloureuse expérience est à la source de son engagement postérieur en tant que « compagnon des communistes ». En 1947, alors qu'il vient de terminer ses études de droit à l'université de Recife, le Sesi, vitrine des œuvres sociales du patronat brésilien, l'embauche comme éducateur pour participer à un programme d'alphabétisation de travailleurs en usine. C'est dans ce milieu que Paolo Freire découvre sa vocation de pédagogue et commence à poser les jalons d'une méthodologie en rupture totale avec les principes d'enseignement traditionnel.

A l'invitation du gouvernement de l'État du Rio Grande do Norte, l'un des plus pauvres du pays, il relève un défi qui fera sa notoriété nationale puis internationale : en moins de deux mois, il parvient à alphabétiser, en 1961, près de trois cents adultes, habitants du bourg

misérable d'Angicos, dans le Sertão semi-aride. Partant du principe qu'« il n'existe pas de textes sans contexte », Paolo Freire a fait, en l'occurrence, table rase des pédagogies conventionnelles pour s'appuyer sur ce qu'il appelle des « mots générateurs », capables de suggérer des situations vécues au quotidien par l'ensemble des membres du groupe. C'est à partir de ce tronc commun que sont étudiés les mécanismes du langage et le découpage des mots-clés en syllabes.

Le succès spectaculaire de cette expérience pionnière renforce sa conviction que « l'analphabétisme équivaut à une castration que la société organisée impose à la classe ouvrière ». En 1963, le président João Goulart, que l'armée soupçonne de

vouloir implanter une « République syndicaliste » au Brésil, lance un Plan national d'alphabétisation, dont la « méthode Freire » est la pierre angulaire. Le putsch militaire de mars 1964 y mettra brutalement fin. À l'époque, il convient de le souligner, les analphabètes n'avaient pas le droit de vote.

Privé de ses droits civiques pour « activités subversives », Paolo Freire s'exile au Chili, puis aux États-Unis et en Suisse. Entre-temps, en 1970, il publie *La Pédagogie de l'opprimé*, œuvre majeure parmi ses vingt-cinq livres traduits en trente-cinq langues. Rentré d'exil en 1973, il enseigne à l'université catholique de São Paulo. « Chrétien de gauche », ainsi qu'il se définissait, il avait précédé

demment accepté le poste de secrétaire à l'éducation qui lui avait proposé Luiz Erundino, maire de São Paulo de 1989 à 1992, et figure éminente du Parti des travailleurs (PT, gauche). Brillant théoricien, Paolo Freire d'avait manifestement pas le profil de gestionnaire patient requis par ses fonctions. En 1989, il stupéfiera quelque cinq mille instituteurs venus l'écouter à l'occasion de sa prise de fonction en déclarant qu'il « n'avait pas envie de parler ». Il démissionna deux ans plus tard sans faire d'écarts. Selon les dernières statistiques officielles, le Brésil comptait, en 1994, 31 % d'analphabètes parmi sa population âgée de plus de quarante ans.

Jean-Jacques Sévilla

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du mercredi 30 avril sont publiés :

● Anciens combattants : un décret portant création de la médaille d'Afrique du Nord.

● Prestation dépendance : un décret relatif aux conditions et aux modalités d'attribution de la prestation spécifique dépendance instituée par la loi du 24 janvier 1997.

L'âge à partir duquel est ouvert le droit à cette prestation est fixé à 60 ans ; un décret portant application de certaines dispositions de la loi du 24 janvier 1997, tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour

les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance ; un arrêté relatif aux conditions et aux modalités d'attribution de la prestation spécifique dépendance ; un arrêté fixant le guide d'évaluation de la personne âgée dépendante.

● Morvan : un décret portant classement du parc naturel régional du Morvan (Bourgogne).

● Ecoutes : un avis de mise en vente à la Documentation française du rapport d'activité 1996 de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (127 pages, 130 F).

● Elections : un avis de mise en vente à la Documentation française d'un *Mémento à l'usage des mandataires financiers et des associations de financement électoral* publié par la Commission nationale des comptes de campagne et des finances politiques (84 pages, 80 F).

Au Journal officiel daté jeudi 1^{er} vendredi 2 mai est publié :
● Air : un décret relatif au Conseil national de l'air, créé auprès du ministre de l'environnement, pouvant être saisi pour avis des questions relatives à la lutte contre la pollution de l'air et à l'amélioration de la qualité de l'air, et pouvant être consulté sur les projets de textes législatifs et réglementaires.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Jean-Charles et Marie-Claire LOMBARD sont heureux d'annoncer la naissance, le 28 avril 1997, de leur petit-fils, Alexandre, au foyer de Jean-Charles et de Marie-Claire.

Murielle BRUNET et Christophe DUMAZ ont la joie d'annoncer la naissance de Aurélien, Mayeul, le 30 avril 1997.

75012 Paris. E-mail : Christophe.Dumaz@cncs.fr.

Chère petite Mathilde, nous attendons, tu es arrivée le 30 avril, pour notre plus grand bonheur.

Anniversaires de naissance

« On ne badine pas avec l'amour. » Muzet. Joyeux anniversaire, Richard.

L. R.

Décès

M. et M^{me} Walrand Deforge-Kleha et ses enfants ont la tristesse de faire part du décès de

M. Yves DEFORGE, survenu le 27 avril 1997, à Honfleur (Calvados). Ses obsèques ont eu lieu le 2 mai, à Honfleur, dans l'intimité. Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M^{me} Marc Drai, M. et M^{me} Claude Chemin, ses enfants, Ses petits-enfants, Et arrière-petits-enfants, ont la douleur d'annoncer le décès de

M^{me} Joseph DRAI, née Germaine ABTBOU, survenu le 1^{er} mai 1997.

L'inhumation aura lieu ce lundi 5 mai, à 9 h 30, au cimetière de Pantin.

« L'Eternel est mon berger. » Ps. 23. De la part des familles Abitbol, Drai, Chemin, Morley, Benoit.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Il s'est éteint en sa soixante-quatrième année, et déjà il nous manque.

Ses amis, Ses proches, L'appelaient Si Mahmoud.

Son épouse, Ses enfants, Ses petits-enfants, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

Abdelhamid BENAYED, survenu à Créteil, le 30 avril 1997.

Qu'il repose en paix en cette terre de France qu'il a tant aimée.

Nous ne l'oublierons jamais.

« L'association littéraire Le Forum des Poètes. Et la revue Les Saisons du Poème, ont la très grande tristesse de faire part du décès de leur vice-président et éminent collaborateur,

Serge BRINDEAU, professeur de philosophie, poète, historien et critique littéraire,

survenu le dimanche 27 avril 1997, en son domicile parisien.

Elles s'associent à la douleur de la famille.

Forum des Poètes, 64, boulevard John-F.-Kennedy, 94000 Créteil.

M. et M^{me} Bertrand Foucart, M. Eric Foucart, M. Thierry Foucart, M. et M^{me} Pierre Edoux, ses enfants, Sa famille, Et ses amis,

ont la tristesse de vous informer du décès de

M. Henri FOUCAULT, conseiller juridique honoraire,

survenu le 1^{er} mai 1997, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Suivant ses vœux, ses obsèques se dérouleront dans la plus stricte intimité.

1, rue Bernard-Palissy, 86000 Poitiers.

« Le président, Le vice-président, Et les secrétaires perpétuels de l'Académie des sciences, ont la profonde tristesse de faire part du décès de leur confrère

Roger GAUTHIERET, survenu le 28 avril 1997.

Prendre avant d'avoir réalisé la culture in vitro de végétaux sur un milieu nutritif de synthèse, il a fondé une école qui a entraîné des chercheurs dans le monde entier.

Ses travaux sur le désépiage des céréales, sur l'amélioration des plantes aromatiques par culture in vitro ont eu des conséquences économiques importantes.

Ses obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

Jeanne et Pierre Rucheton, leurs enfants et petits-enfants, François Decauville et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Renée HAMON-CORBEINEAU, survenue le 1^{er} mai 1997, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Forêt (Loire-Atlantique), lundi 5 mai, à 16 heures, suivie de l'inhumation.

Cet avis tient lieu de faire-part.

10, avenue Sainte-Foy, 92200 Nanterre-sur-Seine.

« Saint-Hilaire, Saint-Mesmin (Loiret), Yves, Bernadette, Jean, Guislaine, et Thérèse Krall, Marie-Françoise, Philippe et Claude Roussel, font part du décès de leur père,

Noël van HILLE, survenu le 1^{er} mai 1997.

« Epinal, Sébastien, Isabelle et Trond Flaten, Vigié, Solveig, Vanessa, Catherine et Jean Sigwalt, Elsa et Mathieu,

ont la tristesse d'annoncer que, victime d'une longue dépression,

Marie-Thérèse NEUMEISTER, née GRANGE,

a mis fin à ses jours, le 27 avril.

Le enterrement aura lieu le mardi 6 mai, à 14 h 30, en l'église Saint-Guillaume, à Strasbourg.

« Marie-Louise Prat-Inizan, Gabry et Jeanne Prat, Georges et Maryvonne Prat, ses enfants,

Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, Sa famille et ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

Roger PRAT, instituteur en retraite, ancien député PSU,

ancien conseiller général du Finistère, ancien maire adjoint de Morlaix,

survenu, le 30 avril 1997, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Carhaix, le lundi 5 mai, à 15 h 30.

Selon son souhait, ni fleurs ni couronnes.

7, rue J.-R.-Morvan, 29660 Carhaix, 61, rue de la Santé, 75013 Paris, 4, rue d'Urfil, 29000 Concarneau, 39, rue Poliveau, 75005 Paris.

« Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions de « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Philippe RICHARD nous a quittés le 1^{er} mai 1997.

Son épouse, Sa famille, Et ses amis, se réuniront pour assister à la levée du corps qui aura lieu le mercredi 7 mai, à 13 h 30, au funérarium de l'hôpital Saint-Louis, 18, rue de La Grange-aux-Belles, Paris-10^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

11, cité du Labyrinthe, 75020 Paris.

Remerciements

« Philippe Biot remercie ceux qui, au Ghana et en France, ont donné aide et affection à l'occasion du décès accidentel récent de

Jeanne,

à Accra (Ghana), 84480 Buzot.

Anniversaires de décès

« Il y a dix-neuf ans, dans des circonstances toujours non élucidées, était assassiné

Henri CURIEL.

Ses amis, Ses camarades, continuent de s'inspirer de son idéal révolutionnaire et de son combat en faveur des peuples du tiers-monde et pour la paix. Ils se recueilleront sur sa tombe, le 4 mai 1997, à 11 heures.

« Meudon, Il y a dix ans déjà,

Didier FINK nous quitte.

Nous pensons tous à lui.

« Il y a un an, le 3 mai 1996,

Gwendoline nous quitte.

En union avec sa sœur, une pensée est demandée à ceux qui l'ont aimé.

« Il y a un an,

Jean NODOT nous quitte sa famille et ses amis.

Une pensée leur est demandée en union avec la messe qui sera célébrée le mardi 13 mai 1997, à 19 heures, en la chapelle de l'église Saint-Jean-Baptiste de Grenelle, Paris-15^e.

« Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions de « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Services religieux

YOM HASHOA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA COMMÉMORATION DE L'HOLOCAUSTE

Lecture ininterrompue des noms des déportés Juifs de France, place des Martyrs-Juifs du-Vélodrome-d'Hiver (métro Bir-Hakim)

du samedi 3 mai à 22 heures au dimanche 4 mai à 18 heures

Célébrée par un « office » solennel, le dimanche 4 mai, à 18 h 30, dans la synagogue du Mouvement Juif Libéral de France, 11, rue Gaston-de-Caillevet, 75015 Paris.

Conférences

Conférences de l'Etoile : Dieu en débat Trois conférences de nuit, à 20 h 30 : « Le 7 mai : « Dieu et la philosophie », avec Pierre Mugnard, professeur, et Alain Houdouin, pasteur ;

« Le 14 mai : « Dieu et la science », avec Jean-Marie Pelt, professeur, et J.-C. Deroche, pasteur ;

« Le 21 mai : « Dieu et l'art », avec Didier Decoin, écrivain, et Laurent Gagnebin, pasteur.

Au temple protestant de l'Etoile, 54, avenue de la Grande-Armée, 75017 Paris. Entrée libre, libre participation aux frais.

ABONNEZ-VOUS

et économisez jusqu'à 294 F soit 42 numéros gratuits

1 AN - 1890 F au lieu de 2 184 F*

* Prix de vente au numéro : 1890 F (hors taxes) par an. (Cet avis tient lieu de contrat d'abonnement.)

BULLETIN - RÉPONSE

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

3 MOIS - 536 F 6 MOIS - 1 038 F 1 AN - 1 890 F au lieu de 548 F au lieu de 1 092 F au lieu de 2 184 F

Je joins mon règlement soit : F 701 MC 001

par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

par carte bancaire N°

Date de validité Signature :

Nom : Prénom : Adresse : Code postal : Localité : Pays :

TARIFS HORS FRANCE

Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Suisse, Autriche, pays de l'Union européenne, USA - CANADA

1 AN 2 088 F 2 960 F 6 mois 1 123 F 1 580 F 3 mois 572 F 790 F

« Le Monde » (ISSN 0000-0000) is published daily by 852 rue de la République, 75001 Paris, France. Téléphone : 01 42 35 30 30. Fax : 01 42 35 30 31. E-mail : lemonde@lemonde.fr. Site Internet : www.lemonde.fr. Abonnement : 1 an 1 890 F (hors taxes) par an. 3 mois 572 F (hors taxes) par trimestre. Les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers sont indiqués sur demande. Pour tout autre renseignement concernant : la portée, le domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers, téléphonez au 01 42 35 30 30 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi. Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service Abonnements, 26, avenue du Général-Leclerc, 69649 Chantilly Cedex.

HORIZONS

PORTRAIT



EA SOLA est une scandaleuse. Malgré elle. Elle oblige le Vietnam, son pays natal, à se confronter à son passé. Tout y passe. La guerre d'Indochine, la guerre du Vietnam, les boat people - elle déteste cette appellation -, la victoire des communistes. Les Vietnamiens, tout entiers absorbés par la conquête économique et la chasse aux dollars, ne sont pas tous prêts, loin s'en faut, à affronter l'œuvre de cette jeune artiste autodidacte, acheminée, au risque de sa santé, à mettre en scène l'histoire de son peuple. De quel droit parle-t-elle si fort, cette fille aux longues nattes, née d'un père vietcong et d'une mère française, d'origine polonaise ?

genda sur la création du monde, la séparation des éléments. Métaphore d'un Vietnam longtemps coupé en deux, des familles déshumanisées, de la diaspora.

« La jeunesse n'a pas encore fait la démarche de connaître notre histoire, explique Ea Sola. Vous voyez toutes ces jeunes filles : le plus dur a été de les convaincre de retirer leur maquillage, de couper leurs ongles trop longs. Ces adolescents disent que je les « fais marcher dans la nuit ». J'ai dû me battre pour qu'ils cessent de m'appeler « Maïtre ». J'ai obligé une fille qui avait peur de tout à me serrer. Quand elle y est arrivée, elle s'est déhanchée. Nettoyer l'espace dans lequel nous sommes, récupérer les toilettes, mordre chaque jour les seaux d'eau, a également contribué à souder le groupe. »

L'oncle d'Ea Sola, Nguyễn Đình

Les « pistes » vietnamiennes d'Ea Sola

Née d'un père vietcong et d'une mère française, la jeune artiste s'acharne à mettre en scène l'histoire de sa patrie avec ses morts, le labeur des femmes dans les rizières, leur participation aux guerres. Un travail parfois décrié dans un pays en quête d'une nouvelle identité

Elevée dans les souterrains de la résistance, marquée à jamais par la liberté de sa vie dans les hauts plateaux, Ea Sola n'a jamais supporté, ni admis, les raisons qui ont poussé son père, combattant auprès des Nord-Vietnamiens, à l'« exiler » de force en France. A seize ans, c'est une révolte, mais surtout un enfant meurtri, qui arrive dans un Paris qu'elle déteste d'avance. Sa parole d'artiste est née de cette blessure. Elle qui était au cœur des événements est condamnée, en France, à se taire.

Qui la comprendrait ? Est-elle davantage comprise aujourd'hui au Vietnam ? Son travail ressemble à une marche forcée pour rattrapper quinze ans de vie volée, presque sacrifiée. Urgence de témoigner. Non contente de briser la loi du silence, la jeune femme, pour laquelle l'écriture est un destin, fonde sa création sur les formes traditionnelles des rituels, qui furent le plus souvent interdits, ou déformés en un folklore identitaire naïf, par le régime communiste. Ce n'est pas la provocation qui la pousse. Sa survie est au bout de ce ré-enracinement dans sa culture. Dans sa mémoire. Il y a de l'autographe chez Ea Sola.

Au Vietnam, il existe dorénavant la « piste » Ea Sola. C'est pour la suivre qu'on est à Hô Chi Minh-Ville. « J'ai appris depuis que je suis revenue au Vietnam, depuis sept ans déjà, à ne jamais plus sous-estimer mon adversaire, mais à le respecter pour mieux le défaire », déclare Ea Sola, de sa voix essouffée, tandis qu'elle arrive au restaurant 13, presque à l'angle de Dong Khoi, ex-rue Catinat. En 1990, dès que son pays retrouva ses frontières, munie d'une bourse de recherche Léonard de Vinci, elle se précipite au Vietnam. Son projet : galoper sur les terres de son enfance, filmer les chants et les danses dont les anciens sont encore les gardiens. Sa collecte l'entraîne dans le delta du fleuve Rouge, au village de Thai Binh : là, elle s'initie au hat chieu, opéra paysan datant du XVII^e siècle. Là, elle crée, avec des femmes âgées de cinquante à soixante-dix ans, ce qu'elle considère être sa première œuvre, *Sécheresse et pluie*, un cérémonial qui ne ressemble à rien de connu, sorte de requiem minimaliste, glacé, mise en deuil de sa douleur muselée, et malgré tout étonnante. Présenté partout en Europe en 1995, cet opéra rencontre un succès d'autant plus surprenant que personne ne sait qui est cette

jeune femme, au cœur à vif. Personne ne connaît cette voix, au bord de l'expiration, disant son désespoir sans espoir d'être comprise, mais le disant quand même pour que l'on comprenne ce qu'elle mettait en scène de sa patrie : les morts, le labeur des femmes dans les rizières, leur participation aux guerres, et l'âme de la campagne vietnamienne, partout présente, jusque dans les villes. Les Nord-Vietnamiens, arrivant à Saigon, n'ont-ils pas cultivé les trottoirs, espaces urbains qu'ils jugeaient capitalistes, parce qu'inutilisés ?

VINGT ans ont passé. Au restaurant 13, assise à côté d'Ea Sola, une adolescente porte une minijupe, des bas noirs et des bottes, malgré la chaleur. Juste en face, en dépit de la nuit, des ouvriers montent des échafaudages. Les chantiers travaillent jour et nuit. Ici, les idées toutes faites se dissolvent. Difficile d'imaginer Dien Bien Phu, Khe Sanh, la barbiçhette d'Hô Chi Minh, le génial Giap ! Ici, la mémoire est submergée par des millions d'hommes, de femmes, d'amoureux, d'enfants à bicyclette, à scooter, à moto. Flot incessant, lent, désordonné. Boucan des pétrolières. Pollution. Pas de casques, pas de code de la route. Des morts, évidemment.

Tout est jeune, très jeune, au Vietnam. La moitié des soixante-quinze millions d'habitants ont moins de quinze ans. La guerre est loin. Le Vietnam va vite. Vaut être une force économique de l'Asie du Sud-Est. Qui a envie, dans cet élan tendu vers l'avenir, d'entendre la douleur du passé ? *Sécheresse et pluie*, montré en 1996 à Hanoï et à Saigon, a provoqué un pays où la liberté d'expression est encore sous haute surveillance. Le journal *Tuoi Tre* titre : « Une bien triste peinture de l'homme vietnamien ». Le

journaliste Duc Kôn s'y indigna : « Comment est-ce possible que l'on fasse comme si de rien n'était, qu'on accepte que notre image soit à ce point souillée. (...) Sécheresse et pluie va continuer sa tournée à l'étranger : que va-t-on penser de nous ? Agir là-bas n'est pas à notre portée. Tandis qu'ici, au Vietnam, plus vite on arrêtera les représentations, plus vite s'arrêteront les blessures que cette pièce nous inflige. » Dans *Thanh Niên*, le vice-ministre de la culture, Vo Hong Quang, intervient : « Nous respectons ce qui est nouveau. Ce qui est nouveau n'est pas encore au point. Sécheresse et pluie, au plan des formalités est en règle. Le propos de la pièce ne nuit pas à la politique, il n'insulte pas non plus notre peuple. Il faut protéger ce travail. »

Ea Sola porte le couteau dans les plaies. « Ea a osé ce que nous aurions voulu faire. Maintenant, c'est trop tard. Elle sera pour toujours la pionnière. Celle qui a su se battre, provoquer un débat d'idées, et ouvrir une voie à la création contemporaine », explique l'écrivain Nguyễn Quang Sang, soixante-six ans, grand amateur de femmes, mais aussi auteur d'un livre réputé, *Le Peigne d'ivoire*. La discussion a lieu dans le restaurant de Trinh Công Sơn, coqueluche de la chanson populaire. Autour de lui, des intellectuels et des artistes, et une escouade de mannequins, dont une Miss Vietnam aux yeux ronds, et une Miss Saigon aux joues rebondies.

Qu'est-ce qu'on fête ? Les jeunes beautés ont défilé l'après-midi même pour offrir des bourses d'études à des enfants de paysans. Le promoteur de l'opération s'appelle Nguyễn Công Khé, il est le directeur du journal de la jeunesse, *Thanh Niên*. En attendant à Saigon, il fut emprisonné à Côn Đảo, dans l'île de Poulo Condor, pendant la guerre avec les Américains. Il a aujourd'hui

cinquante ans. Tous les hommes de la soirée ont été mêlés à la libération de leur pays. Ils cultivent l'élégance de rire de tout. La décision n'est pourtant pas, ce soir-là, le style du poète Nguyễn Duy. Ses cheveux en épis retombent au ras de ses lunettes de myope. C'est lui qui écrit les livrets des œuvres d'Ea Sola. Nordiste, né à Thanh Hoa, les bombes des B 52 lui ont fait éclater les tympans. Il a trois enfants. Signe particulier : conduit pied au plancher une 2 CV sans âge. « La génération de l'après-guerre n'a plus de repères. Quand on est en guerre, on a un seul objectif : la paix ! Mais ces guerres ont été trop longues. Ceux

« Ea a osé ce que nous aurions tous voulu faire. Elle sera pour toujours la pionnière. Celle qui a su se battre, provoquer un débat d'idées, et ouvrir une voie à la création contemporaine »

qui les ont faites sont maintenant vieux et fatigués. J'ai terminé cette guerre vaine. Ma passion pour la poésie m'a sauvé. Je ne pense plus en termes de doctrine ni de système, mais je sais que le peuple trouvera sa manière d'exister. Les partis montent et descendent ; le peuple dure. C'est pour lui que j'écris. Même les intellectuels ont l'âme paysanne. C'est cette âme-là qui est au cœur de ma poésie. »

LA suite de *Sécheresse et pluie* a déjà un titre : *Il a été une fois*. La pièce parlera de la séparation. Un thème qui n'a pas fini de hanter Ea Sola. Au théâtre Varia, à Bruxelles, où on la rencontrait pour la première fois, elle nous parlait justement

de son arrivée à Paris, quand, au bord de la rupture, elle s'insurgeait des longues stations, immobile dans la rue, tenant dans les bras des pains de glace jusqu'à ce qu'ils fondent, s'accrochant par ses longs cheveux à des branches d'arbres... Les badauds lui lançaient des pierres. Mais certains lui parlèrent. Elle apprit ainsi que le danseur japonais Tanaka Min, grand exorciseur des pulsions de mort, donnait des cours à Paris. Ensuite, Félix Guattari la soutiendra de son amitié, et Gorgey Lige tiendra sa passion de la musique. L'apprentissage continuera en Italie, avec les cours de théâtre de Grotowski.

« Après Hanoï et la création de *Sécheresse et pluie*, dit-elle, alors qu'elle répète *Il a été une fois* dans une salle, conquise sur les gravats à l'Ecole des arts de la scène. Je travaille maintenant à Saigon avec seize adolescents que j'ai choisis dans le delta du Mékong. Issus de familles paysannes, ils apprennent le tai tu, chant traditionnel de la culture du Sud, qui servira de base à ma prochaine création. Il a fallu convaincre leurs familles, faire signer des papiers pour qu'elles autorisent la sortie en Europe, et également des décharges au cas où un danseur choisirait de ne pas rentrer. Des mois et des mois de dé-

« Ea a osé ce que nous aurions tous voulu faire. Elle sera pour toujours la pionnière. Celle qui a su se battre, provoquer un débat d'idées, et ouvrir une voie à la création contemporaine »

marches administratives et d'anti-chambre, dont on sort échangée. » Nguyễn Xuân Sơn parle peu. Il est un rescapé de la « moto extrême », ces cotuses suicidaires au cours desquelles les jeunes gens de l'après-guerre recherchent une mort qui serait la leur. Pas celle des pères et des grands-pères. Il doit son salut à la musique. Percussionniste, il est aussi l'assistant d'Ea Sola. Il observe les huit très jeunes filles et huit très jeunes garçons qui osent. La vibration de leurs voix paraît à elle seule, mouvoir leurs corps. Polyphonies de timbres embués par l'humidité des rizières. Jamais les filles ne touchent les garçons. Il a été une fois est une pièce inspirée d'une lé-

Long, assiste aux répétitions. C'est un ancien fonctionnaire du régime pro-américain de Diêm : « Quand Ea m'a parlé de son projet, je lui ai dit : « Il est possible que tu réussisses, ma nièce. Le monde entier cherche des vedettes, et toi tu arrives avec des femmes âgées. Ça n'est pas ordinaire. » Cette petite fille-là possède une persévérance terrible ! Pour la première fois, le Sud découvrait la culture du Nord. Vous voulez vraiment savoir comment notre famille a accueilli le choix de mon frère de se battre aux côtés des Vietnams ? (silence prolongé). Comme la mort du loup. Sans broncher. Notre mère, âgée de quatre-vingt-trois ans, vit à Saigon. Elle possédait, sur les hauts plateaux, une plantation de thé et de café. Mon frère adorait la plantation. Il est resté là-bas, où il tient un café. », dit l'oncle Long, qui n'a rien oublié. « Quand je vois l'histoire de notre peuple guerrier, je me demande parfois si nous sommes pas des gens cruels ? » Cette interrogation, Ea Sola nous en faisait déjà part, quand, un soir, au bord de la rivière Saigon, on rencontrait des hommes en train d'entraîner des coqs au combat... Quelques jours plus tard, M^{me} Thuy, directrice de l'Ecole nationale de danse de Hanoï, offrait un dîner de serpent, repas de fête s'il en est, puisque le reptile stimule l'appétit des femmes et la virilité des hommes : au cours de la discussion, la supposée cruaute vietnamienne revenait sur le tapis. Est-il cruel de manger du serpent ?

Le cobra gonfle son cou de colère. Le jeune serveur le saigne alors d'un geste presté. Égoutte le sang, qu'il mélange à un alcool blanc - il convient de boire ce breuvage en guise d'appétitif. Il retire le cœur, minuscule. A celui qui mange du serpent pour la première fois revient l'honneur d'avaler le cœur cru, quand les ventricules battent encore. On mange tout du serpent. Avec la peau et les os phés, on boit un alcool dans lequel a macéré un oiseau - on le voit qui flotte dans un grand bac - dont les ailes ont la propriété de se reconstruire toutes seules quand elles se cassent. Autour de la table, le ton monte, les propos se font lestes.

D'instinct, Ea Sola refuse de manger du serpent.

Dominique Frérot

* Ea Sola sera au Théâtre de la Ville, à Paris, du 21 au 25 mai. Le 23 juin à Montpellier-Danse.

هكذا زمن للإهل

MacArthur impose la démocratie au Japon

Tokyo célèbre le cinquantième anniversaire de sa Constitution. Les valeurs républicaines n'étaient pas complètement étrangères à la culture nipponne. Mais le régime militaire leur avait tourné le dos. Pour les Japonais, leurs institutions restent marquées du sceau de l'occupant américain

L'ENTRÉE en vigueur, le 3 mai 1947, de la Constitution élaborée au cours de l'occupation américaine marquerait le début de la démocratie au Japon. Telle est du moins l'opinion passée à l'histoire comme une « vérité ». Or, c'est une erreur. L'occupant libéralisa les institutions, jetant les bases d'un régime parlementaire fondé sur la souveraineté populaire, mais les idées démocratiques ne sont pas une importation américaine. Elles furent introduites par les japonais eux-mêmes et s'ancrèrent dans les esprits d'une partie de la population bien avant 1945. Dès la fin du XIX^e siècle, ces idées avaient nourri des courants de pensée et des mouvements politiques embryonnaires allant de l'anarcho-syndicalisme, au socialisme et au libéralisme. La loi fondamentale nipponne présente une autre ambiguïté : elle est censée être « l'expression de la volonté des japonais », mais a été écrite par les Américains. Cinquante ans après son entrée en vigueur, elle suscite un regain de débats à l'origine d'un mouvement d'opinion révisionniste.

En qualité de commandant suprême des puissances alliées (SCAP) au Japon, mais disposant des pleins pouvoirs d'un « proconsul » à la romaine, le général Douglas MacArthur se sentait investi d'une mission historique. Persuadé que la victoire sur les fascismes sanctionnait l'universalité des valeurs démocratiques, son action dépassera le cadre d'une administration militaire. Bien qu'en théorie mandaté par les forces alliées, le « shogun aux yeux bleus » sera le seul à décider, avec l'aval de Washington, à qui parfois il forcera la main. MacArthur s'était fixé cinq tâches : désarmement, déménagement des conglomérats, élections libres, création de syndicats représentatifs et démobilitisation idéologique (abolition du shinto d'Etat, réforme du système éducatif, et épuración des collaborateurs du régime militaire).

Pour « révolutionnaires » qu'auraient été les réformes de MacArthur, au départ imprégné de l'esprit du *New Deal* de Roosevelt qui avait infléchi le libéralisme sans entrave de l'Amérique du tournant du siècle, elles exprimaient des valeurs « républicaines » déjà connues au Japon : avec moins de pompe que le cinquantième anniversaire de la Constitution, a été célébré début avril à Arai, au fin fond de l'île méridionale de Kyushu, l'anniversaire de la mort d'un jeune combattant pour les libertés : Hachiro Miyazaki qui, à la tête d'une « armée populaire », avait passé une alliance tactique avec les guerriers nippes aux réformateurs de Meiji et fut tué en 1877 au cours de la révolte.

Miyazaki incarnait le courant radical du Mouvement pour les libertés et les droits (*jiyu minken undō*) qui, inspiré du *Contrat social* de Jean-Jacques Rousseau, réclamait

une représentation élargie du peuple. Une revendication qui s'exprima à nouveau en 1884 dans la tentative de révolution prolétarienne d'origine paysanne de la région de Chichibu au nord de Tokyo.

Les idées démocratiques nourrissent la réflexion théorique des premiers marxistes, les aspirations à la justice sociale des tenants du mouvement de littérature prolétarienne, mais l'action d'un courant libéral dont un représentant fut l'économiste Tanzan Ishibashi (1884-1973), qui sera le premier chef du gouvernement de l'après-guerre. Ces libéraux prônaient la liberté d'expression, l'égalité des sexes, et la reconnaissance de la dignité de l'individu. Leurs idées commencent à fleurir au cours de ce qu'il est convenu d'appeler la « démocratie de Taishō » (1912-1926), qui fut marquée par l'avènement d'une société de masse dans les villes et le suffrage universel.

La parenthèse fut brève car le pays allait tomber sous la chape de plomb du régime militaire, mais cet héritage explique l'accueil favorable que les japonais réservèrent aux réformes de l'occupant et la facilité, qui a surpris plus d'un observateur étranger de l'époque, avec laquelle la population passa de l'engagement belliqueux à la démocratie et au pacifisme.

La personnalité de MacArthur joua assurément un rôle. Conservateur et rien moins que modeste, il avait le sens du geste et des situations : débarquer pratiquement sans arme au Japon fut un coup de panache. Entendant démontrer qu'il faisait confiance aux japonais, il n'imposa ni loi martiale ni couvre-feu. L'attitude de *Mokkasan* (transcription phonétique en syllabaire nippon de son nom) contribua à apaiser les craintes. Rarement une occupation se déroula de manière aussi pacifique : sans exaction majeure du côté de l'occupant et sans résistance ou sabotage de la part des occupés. Si les nostalgiques ne pouvaient admettre la défaite, la majorité se réjouissait que la guerre soit finie. Et même si personne ne savait ce que réservait l'avenir, tous étaient animés par une immense soif de vivre.

La propagande du « Grand Japon » s'était effondrée comme une baudruche et resurgissaient dans les cendres de la défaite les pousses du mouvement démocratique. Pourquoi celui-ci n'avait-il pas pu résister au régime militaire ? Il s'était certes maintenu une flamme de dissidence dans la tempête de la propagande. Mais les objectifs de conscience, anarchistes, chrétiens ou communistes finirent dans les geôles impériales et les autres préférèrent « retenir leur souffle », selon l'expression du socialiste Kanson Arahata (1887-1981) et se cantonner dans le silence : ce fut le cas d'écrivains comme Kafu Nagai ou Junichiro Tanizaki, qui cessa d'écrire à partir de 1941. Cette passivité, souvent opposée à la résistance aux régimes totalitaires en Europe, s'explique en partie par la nature d'un régime qui avait mué le nationalisme en étatisme en faisant coïn-



En qualité de commandant suprême des puissances alliées (SCAP) au Japon, le général Douglas MacArthur disposait des pleins pouvoirs d'un proconsul à la romaine. Le général MacArthur et l'empereur du Japon à l'ambassade des Etats-Unis, le 27 septembre 1945.

cider en la personne de l'empereur le principe de la puissance et la forme de son exercice. La monopolisation des valeurs par l'Etat privait les individus de tout support idéologique à une remise en

question de temps et de moyens. Mais ils avaient commencé à s'interroger sur le sort du Japon lorsque, à la suite des premières victoires dans le Pacifique, la capitulation ne semblait plus qu'une

et des témoignages de prisonniers. Approche culturaliste, évacuant l'histoire pour privilégier de supposés constantes des comportements, ce livre fut à l'origine des plus inamovibles clichés sur le Japon. Une approche sous-jacente à certaines orientations de la Constitution que rédigeront les Américains, notamment en ce qui concerne la figure impériale.

Au département d'Etat américain, les experts de l'Extrême-Orient s'étaient divisés en deux camps : les pro-japonais autour de l'ancien ambassadeur au Japon, Joseph Grew, favorable au maintien de l'empereur comme pôle de ralliement, et les pro-Chinois qui estimaient que l'abolition du trône était préalable à la démocratie. La déclaration de Potsdam avait passé sous silence la question de l'institution impériale. Mettant l'accent sur la nécessité d'un leadership moral, c'est la première option que retint MacArthur, contre l'avis des Britanniques et

des Soviétiques. Et il évita le tribunal de Tokyo (chargé de juger les criminels de guerre) à Hirohito. L'absence à ce procès du « principal instigateur » du régime fut déplorée par le juge Henri Bernard, qui y représentait la France.

Mais il apparut rapidement qu'il était hors de question de conserver la Constitution de Meiji (1889), qui avait marqué certes l'entrée du Japon dans l'étrange cénacle des régimes constitutionnels, mais dont l'élasticité (elle avait été facilement inféchiée vers le totalitarisme) était dangereuse. Une commission constitutionnelle fut mise en place sous la présidence d'un juriste japonais qui soumit à l'occupant un projet n'apportant que des modifications légères à la loi fondamentale de Meiji. Un contre-projet fut mis au point en une dizaine de jours par les Américains autour de trois principes : l'empereur, « symbole de l'Etat et de l'unité du peuple », défendrait ses fonctions de la volonté populaire en qui réside la souveraineté ; les libertés fondamentales seront garanties, et le Parlement deviendra l'organe suprême de l'Etat. Enfin, le recours de la force dans le règlement des conflits internationaux ainsi que la détention d'un potentiel militaire (art. 9) seront interdits. Ces dispositions originales (le Japon devenait le premier pays à inscrire dans sa Constitution une renonciation définitive à la guerre), seront à peine discutées dès que l'archipel aura recouvré sa souveraineté à la suite du traité de San Francisco (1952) et seront lentement tournées.

Le monarque symbole se substituait au monarque absolu, mais la rupture était loin d'être entière : bien que Hirohito ait nié son ascendance divine (discours du 1^{er} janvier 1946), il était resté dans le rôle de chef religieux qui avait été celui des empereurs avant Meiji. En l'utilisant comme levier pour leurs réformes, les Américains entendaient non seulement la fonction légitimante du trône, mais aussi une continuité de fait avec le régime précédent : dans ses habits neufs de « symbole de l'unité du peuple », l'empereur incarnait surtout une transcendance immémoriale : celle d'une lignée s'ennoblissant dans les mythes. En garantissant l'immunité de l'empereur, les Américains vinrent plus facilement à bout des réticences de la droite nipponne à accepter l'art. 9.

A l'exception des communistes, la classe politique se rallia à ce texte, et la majorité obtenue par la droite libérale aux élections du 10 avril 1947 fut en quelque sorte la sanction populaire de la Constitution de MacArthur. Mais comme pour la Charte de Meiji accordée par l'empereur, celle-ci parut octroyée par l'occupant. Le ministre de l'Éducation, Ichiro Kiyose, résuma ses contradictions par la formule prononcée lors de l'anniversaire de la Constitution en 1956 en déclarant que c'était « à la fois un jour de gloire et d'humiliation ».

Philippe Pons
à Tokyo

Les idées démocratiques nourrissent la réflexion théorique des premiers marxistes et l'action d'un courant libéral, dont Tanzan Ishibashi (1884-1973) sera le premier chef du gouvernement de l'après-guerre

cause de la souveraineté de celui-ci. Comme l'a montré l'historien des idées, Masao Maruyama, le « fascisme » japonais revenait à une paralysie de l'individu, non seulement politique (par la répression), mais aussi morale.

La défaite marqua une rupture dans les consciences et dans les

question de temps et de moyens. Mais ils avaient commencé à s'interroger sur le sort du Japon lorsque, à la suite des premières victoires dans le Pacifique, la capitulation ne semblait plus qu'une

socialistes, qui avaient longtemps dénoncé l'anticonstitutionnalité des forces d'autodéfense et ont finalement rompu avec leur position traditionnelle. En 1994, le front des opposants aux forces d'autodéfense a volé en éclats. Les communistes ne s'opposent pas au principe d'une armée mais s'élèvent contre son intégration à la stratégie mondiale américaine. Sur cette table rase, une « nouvelle droite » a beau jeu de faire valoir que le Japon doit devenir un « pays normal » et se doter des attributs de la puissance.

Si une adéquation des textes à la réalité du rôle que joue et sera de plus en plus amené à jouer le Japon sur la scène internationale paraît s'imposer, une partie des milieux intellectuels se sont élevés contre ce qu'ils estiment être une dérive dangereuse. Leur attachement à la Constitution ne

relève pas de l'angélisme pacifiste : ils craignent, comme le souligne le constitutionnaliste Yoichi Higuchi, qu'une révision ouvre une boîte de Pandore facilitant, à la faveur d'une crise, une résurgence du nationalisme. Il y a derrière ces réticences, partagées jusqu'à un certain point par l'opinion, une méfiance enracinée à l'égard du pouvoir et de l'Etat. La dérive militariste du régime de Meiji constituant un précédent justifiant à leurs yeux des verrous.

Avec une subtilité perverse, les partisans d'une révision déplacent le problème en faisant valoir que, en dépit de ses mérites, cette Constitution n'est pas japonaise et fut adoptée par un Parlement placé sous la tutelle de l'occupant.

Ph. P.

Bibliographie

- *Le Constitutionnalisme et ses problèmes au Japon, une approche comparative* de Tadakazu Fukazaki et Yoichi Higuchi. PUF, 1984.
- *Études de droit japonais*, Revue internationale de droit comparé, 1989.
- *Monarchie et démocratie dans le Japon d'après-guerre* d'Eric Seizelet. Maisonneuve et Larose, 1990.
- Pour des approches plus aisées : *Le constitutionnalisme japonais entre modernisation et démocratisation* d'Eric Seizelet, *Histoires et Géographies*, numéro spécial consacré à l'histoire du Japon, juin-juillet 1994 ; du même auteur, l'article « Etat » dans *L'Etat du Japon* (sous la direction de Jean-François Sabourat), La Découverte, 1995 ; *Le Japonoscope 97*, de Claude Leblanc, Éditions Eyrolles, 1997.

Le statut des forces armées est au cœur du débat sur la révision de la Loi fondamentale

LE CINQUANTIÈME anniversaire de l'entrée en vigueur de la Constitution attise le débat sur sa révision. Au cours de la guerre froide, c'était un sujet hautement sensible, l'un des grands thèmes de la fracture idéologique entre la gauche et la droite, entre « progressistes » et « réactionnaires ». Afin d'éviter de prendre l'opinion à rebrousse-poil, les gouvernements conservateurs s'en sont longtemps tenus à une révision par interprétation, un viol de l'esprit du texte, évitant d'affronter directement le problème de fond.

Mais la fin de l'affrontement Est-Ouest et l'évolution politique interne ont fait sauter ces verrous. Le monde politique, la presse (en 1994, le quotidien *Yomiuri* a présenté un projet de révision constitutionnelle et continue à militer en ce sens) et les

milieux universitaires ont été gagnés par la fièvre constitutionnelle. Depuis sa création en 1955, le Parti libéral-démocrate, au pouvoir sans discontinuer jusqu'en 1993 et qui reste la force dominante de la coalition actuelle, a inscrit parmi les objectifs de sa charte constitutive l'« avènement d'une Constitution autonome ». La commission chargée de cette question doit présenter au cours du mois de mai un projet de révision.

La révision constitutionnelle est revenue à l'ordre du jour en 1992 à la suite du débat sur la participation des soldats japonais aux forces de maintien de la paix des Nations unies et, partant, sur le rôle du Japon sur la scène mondiale et sa participation à un système de sécurité globale. Depuis la guerre de Corée (1950-1953) et la création, sous la pres-

sion américaine, d'un « corps de réserve de police » puis en 1954 des forces d'autodéfense, s'est opéré un dérapage progressif de la lecture de l'article 9, qui n'autorise pas le Japon à entretenir une armée mais qui, selon la casuistique officielle, ne le priverait pas pour autant du droit légitime à se défendre.

MÉFIANCE ENVERS L'ÉTAT
Privé d'armée aux termes de sa Constitution, le Japon dispose néanmoins de forces d'autodéfense comptant 225 000 hommes qui, par le budget, constituent la troisième armée du monde. En 1992, on a atteint un sommet d'ambiguïté : la Diète autorisait l'envoi à l'étranger (contraire à l'esprit de l'article 9) de soldats censés, selon le même article, ne pas exister.

À la suite de la capitulation des

هكذا زمن لا يهل

e au Japon

Le Japon, pays de la culture nipponne, se situe au cœur du monde américain.



de la Loi fondamentale

ENTREPRISES

LE MONDE / DIMANCHE 4 - LUNDI 5 MAI 1997

BRUXELLES Le président de la Commission européenne fait le point, dans un entretien au *Mondé*, sur l'Europe sociale. Jacques Santer souhaite que les restructurations in-

dustrielles soient « accompagnées d'une démarche sociale ». La Commission va présenter une communication dans ce sens. ■ LES PARTENAIRES SOCIAUX ont engagé,

à la demande de la Commission, des négociations sur l'organisation du travail, notamment sur la réglementation du travail à temps partiel. ■ UN MINISOMMET du « dialogue

social » (partenaires sociaux plus présidence néerlandaise plus Commission) devrait se tenir le 6 juin aux Pays-Bas, à l'ordre du jour duquel figurera l'examen de cet

éventuel accord sur le travail à temps partiel. ■ UNE TAXE sur l'énergie devrait permettre de financer une baisse des coûts sociaux, plaide le président Santer.

Jacques Santer dénonce Renault et plaide pour l'Europe sociale

Dans un entretien au « Mondé », le président de la Commission européenne juge « inexcusable » le comportement du groupe français à Vilvorde. Il explique les différentes négociations en cours et les accords sectoriels conclus depuis trois ans dans le textile, la chaussure et l'agriculture

« La fermeture de l'usine Renault à Vilvorde a provoqué une grande émotion en Europe. Qu'en pensez-vous ?

« Vilvorde est significatif à plusieurs titres. La procédure engagée par Renault est inexcusable, en tout cas pour moi, adepte fervent du dialogue social et initiateur de la cogestion dans mon pays, voici vingt ans. Sans vouloir m'ingérer dans la stratégie du groupe, je ne m'imaginai pas qu'un capitaliste d'industrie puisse encore procéder de la sorte. Je croyais que de telles méthodes, en Europe du moins, étaient complètement révolues.

« Mais Vilvorde a été exemplaire aussi, pour témoigner qu'en dépit des difficultés l'Europe sociale existe. Vous connaissez les jugements qui ont été rendus par les tribunaux de Nanterre et de Bruxelles : ils se sont basés, bien sûr, sur le droit national, mais sur un droit national qui a intégré les directives sociales ayant trait à l'information et la consultation des travailleurs. Les magistrats ont eu une lecture correcte de l'esprit et de la lettre des directives européennes.

« Certes, on peut regretter la timidité de ces textes. La Commission avait proposé à l'époque une formulation plus précise, comportant des sanctions, mais le conseil des ministres ne l'avait pas retenue. Vilvorde démontre que l'Europe sociale existe, mais aussi qu'il faut aller plus loin. Il y aura d'autres restructurations industrielles, et il est essentiel qu'elles soient accompagnées d'une démarche sociale. La Commission va présenter une communication dans ce sens.

« L'Union européenne compte toujours 18 millions de chômeurs. Les efforts entrepris pour en réduire le nombre n'ont guère donné de résultats. Comment expliquez-vous cet échec ?

« L'Union européenne ne peut pas progresser avec plus de dix-huit millions de chômeurs ! Le Pacte de confiance pour l'emploi, tel que je l'ai lancé il y a plus d'un an, reflète cette prise de



JACQUES SANTER

conscience. L'Europe des Quinze, avec son grand marché, le plus grand du monde, ne peut pas rester neutre par rapport à cette situation.

« L'idée du Pacte est de déterminer une stratégie d'ensemble, de déclencher une démarche, à tous les niveaux, afin de mieux valoriser l'effet multiplicateur européen ; apporter une valeur ajoutée aux efforts consentis par les gouvernements pour réduire le chômage.

« Le conseil européen de Florence, en juin, n'a manifesté qu'un intérêt poli pour votre projet.

« Même si, au départ, le Pacte n'a pas pu obtenir l'accueil que l'espérons, petit à petit il s'est intégré dans les différentes facettes de l'activité communautaire. A Dublin, six mois après Florence, c'est une approche intégrée de la lutte contre le chômage, telle qu'elle était préconisée par le Pacte, qu'ont retenue les chefs d'Etat et de gouvernement.

« Ils ont mis l'accent sur la né-

Il existe, dans certains grands pays, un risque d'amalgame entre l'union monétaire et l'augmentation du chômage

cessité d'assurer un cadre macro-économique favorable, de mieux utiliser le potentiel du marché intérieur, d'accélérer la réforme des systèmes d'emploi et de mettre davantage les politiques structurelles européennes au service de l'emploi. Voilà donc les quatre directions retenues, et même s'il a fallu déplorer des retards, voire des échecs relatifs - je pense aux réseaux trans-européens -, on a progressé.

« Le « dialogue social » a-t-il été effectivement lancé ?

« C'est là un réel motif de satisfaction. En dépit de réticences initiales, les partenaires sociaux ont

mis à profit les possibilités de dialogue offertes par le traité de Maastricht. L'an passé, ils sont parvenus à un accord sur le congé parental. Puis, à votre demande, ils se sont assés autour d'une table pour engager des négociations sur l'organisation du travail, notamment sur la réglementation du travail à temps partiel. Les discussions sont ardues, mais personne ne s'attendait à ce qu'elles soient faciles, et j'espère qu'un accord pourra être atteint vers la mi-mai. Nous aurons un minisommet du dialogue social (partenaires sociaux plus présidence néerlandaise plus Commission) le 6 juin aux Pays-Bas, à l'ordre du jour duquel figurera l'examen de cet éventuel accord sur le travail à temps partiel.

« Les partenaires sociaux européens ont également progressé, je crois, d'une façon décisive dans la négociation d'accords sectoriels. Je suis très heureux de constater que, depuis trois ans, plusieurs ont été conclus, notamment dans le textile, la chaussure, le nettoyage industriel. Un accord très complet vient même d'être paré dans l'agriculture. Il couvre la durée et les conditions de travail, la formation, les nouveaux éléments d'emplois et une référence au travail clandestin.

« Elisabeth Guigou vient de présenter, au nom du Parlement européen, des propositions concernant le chapitre sur l'emploi à inclure dans le futur traité. Elle suggère notamment qu'il y ait, dans chaque Etat membre, une loi imposant un revenu minimum. Qu'en pensez-vous ?

« Premier élément : il faut un

chapitre sur l'emploi dans le traité d'Amsterdam, que certains appellent Maastricht II. Certes, ce n'est pas un chapitre qui fera disparaître le chômage, mais c'est psychologiquement important. A tort ou à raison, nos concitoyens ont l'impression que l'Europe, c'est un marché unique et une monnaie unique. Ils n'en perçoivent pas encore la dimension sociale. Quant à la proposition d'Elisabeth Guigou, on peut effectivement prévoir un revenu ou un salaire minimum propre à chaque pays qui n'entraverait pas leur compétitivité et qui pourrait être modulé selon les secteurs.

« Comment éviter que l'élargissement de l'Europe et la monnaie unique n'entraînent un moins-disant social ?

« Mario Monti, le commissaire chargé du marché intérieur, des services financiers, des douanes et de la fiscalité, va proposer des actions à mettre en œuvre pour parvenir à une meilleure harmonisation fiscale. Dans certains domaines, il faudra l'accompagner d'une harmonisation sociale. Je pense qu'il faut, en particulier, trouver le moyen de baisser les coûts sociaux, en créant par exemple une taxe sur l'énergie qui viendrait compenser le manque à gagner.

« Quant à l'élargissement, les nouveaux Etats membres doivent reprendre nos acquis communautaires, et il y aura des périodes de transition importantes. Il ne faut donc pas exagérer l'impact de cette mesure.

« Craignez-vous que le mé-

contentement de l'opinion publique en raison de la dégradation de la situation de l'emploi risque de remettre en question la mise en œuvre de la monnaie unique ?

« Il existe, dans certains grands pays, un risque d'amalgame entre l'union monétaire et l'augmentation du chômage. Il faut casser ce raisonnement. L'union monétaire n'est pas un objectif en soi. C'est un instrument de la politique économique en faveur de la création d'emplois. A moyen terme, l'union est certainement créatrice d'emplois. Mais il faut lutter sur les deux fronts : la monnaie unique et la lutte contre le chômage et en faveur de l'emploi.

« Lors d'une récente réunion avec les partenaires sociaux, la présidence néerlandaise, ainsi que la Commission, ont donné un délai limité aux partenaires sociaux tant pour s'entendre sur la manière de compléter les directives que pour présenter des propositions concernant l'accompagnement des restructurations. En cas d'échec, par exemple sur les délais et sur les sanctions, avez-vous l'intention de légiférer ?

« Effectivement, la Commission devrait alors prendre ses responsabilités et faire des propositions au conseil. Je crois qu'il est important que le volet d'accompagnement social ne soit pas négligé. Je préférerai, évidemment, qu'on parvienne à s'entendre au niveau des partenaires sociaux puisqu'ils sont directement concernés. »

Propos recueillis par Frédéric Lemaître et Philippe Lemaître

Le géant de la vente directe Amway relance son offensive en France

EN 1987, le géant américain de la vente directe Amway réalisait en France un chiffre d'affaires de 300 millions de francs et revendiquait quelque 60 000 vendeurs à domicile, occasionnels ou à temps plein, qui distribuaient les produits d'Amway (cosmétiques, produits d'entretien, bijoux...). En 1996, Amway France s'est contenté d'un chiffre d'affaires de 34 millions de francs, et son réseau de vente ne comptait plus que 6 000 personnes. Une chute de 90 % de l'activité, totalement atypique pour le groupe Amway Corp, numéro un mondial de la vente directe, qui affichait en 1996 un chiffre d'affaires consolidé de 6,8 milliards de dollars, en croissance de 8 %, et possédait dix-huit filiales en Europe. Que s'est-il passé en France ?

Pendant près de dix ans, Amway France a subi de plein fouet les conséquences de la création puis des déboires médiatico-judiciaires d'un concurrent, le Groupement européen des professionnels du marketing (GEPM), un autre réseau de vente directe, aujourd'hui disparu. Le GEPM avait été fondé par un ancien d'Amway, Jean Godzich, rejoint par quelques 8 000 distributeurs français du réseau américain. Ce fut le premier coup dur pour Amway France, obligé de faire le ménage dans sa force de vente. Une pratique néanmoins courante : « Tous les ans, nous nous séparons de milliers de distributeurs - sur les 2,5 millions qui travaillent pour nous dans le monde - parce qu'ils ne respectent pas notre code d'éthique », affirme Steve Van Andel, héritier et président du groupe américain. L'éthique en question consiste, pour les distributeurs, à ne pas vendre d'autres produits que ceux que leur fournit Amway, mais aussi à ne pas toucher d'argent pour le recrutement de nouveaux distributeurs, comme ce se pratique dans les organisations dites « pyramidales ».

C'est justement pour ce type de pratiques que le GEPM a défilé la

chronique au début de la décennie 90, provoquant une deuxième onde de choc chez Amway. Les méthodes de recrutement et de formation instaurées par Jean Godzich se révélaient proches de celles d'une secte. La « pyramide » qu'il avait bâtie enrichissait une poignée de distributeurs « seniors » qui lui étaient tout dévoués, au détriment de la masse des vendeurs de base. Les procès et les reportages sur le GEPM se multiplièrent, jetant au passage une lumière crue sur les méthodes anarchiques de la vente directe.

« Malgré tous nos efforts de communication, nous n'avons pu éviter que l'amalgame soit fait avec Amway », explique M^{me} Helmes.

UN CADRE JURIDIQUE CLAIR

La vente directe est, à l'époque, un véritable miroir aux alouettes pour des chômeurs qui rêvent de créer leur emploi. L'affaire du Groupement et de moraliser le secteur. Trois lois, sur la vente à domicile (1993), sur la vente directe (1994) et sur les clauses abusives (1995) ont donné un cadre juridique clair à la profession de « vendeur à domicile indépendant » (VDI). Les revenus d'un VDI, désormais, « ne peuvent plus provenir que de la vente des produits et non d'activités annexes, comme le recrutement ou la formation. Il n'est pas obligé d'acheter un stock », précise-t-on chez Amway. Le coût de lancement est celui de la « trousse de base », soit moins de 400 francs chez Amway.

Estimant être aujourd'hui débarrassés des scories de l'affaire du Groupement, Amway part à la reconquête du marché français. Le groupe se fixe pour objectif le recrutement de « 10 000 nouveaux distributeurs par an pendant cinq ans », et le franchissement du cap des « 100 millions de francs de chiffre d'affaires en l'an 2000 ».

Pascal Galimier

La distribution de bonus a rendu sa compétitivité à la Poste américaine

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

Même les fonctionnaires américains se mettent à vouloir maximiser la richesse de leurs actionnaires. Après Coca-Cola, AT & T, Polaroid, Eli Lilly et plusieurs dizaines d'entreprises, la Poste américaine, la United States Postal Service, a adopté les concepts développés par les gourous de Wall Street pour faire augmenter le cours de leurs actions. Curieuse mutation pour une entreprise publique qui n'est même pas cotée en Bourse.

En fait, l'institution n'avait guère le choix. Ses pertes cumulées atteignant 9 milliards de dollars en septembre 1994, elle devait absolument assainir ses finances. Cette année-là, sa nouvelle direction a lancé un plan d'amélioration de ses services commerciaux et de redressement des comptes, en appliquant les conseils du cabinet new-yorkais Stern Stewart & Co. « Depuis, nos résultats financiers et la qualité de notre service ont commencé à s'améliorer considérablement », se réjouit Michael Riley, directeur financier de l'United States Postal Service.

Impossible bien sûr d'appliquer à la Poste américaine les recettes classiques de restructuration : licenciements massifs, cessions d'actifs ou fermeture d'usines. Acheminant 600 millions de lettres par jour, la Poste américaine a des missions de service public, devant desservir tous les villages d'Alabama ou d'Oregon. « Nous distribuons en un jour ce que Federal Express distribue en un an », rappelle Grady Foster, manager au département d'analyse financière de la Poste.

Sur les conseils de Stern Stewart & Co, M. Riley a choisi de rémunérer les 63 000 cadres en fonction des performances de l'entreprise. Ceux-ci ont touché, en 1996, un bonus compris entre 26 % du salaire pour les cadres de Los Angeles et moins de 3 % pour ceux de Billings dans le Montana. La prime est calculée en fonction de trois critères : financiers,

commerciaux et sociaux. La Poste voulait surtout améliorer la distribution du courrier et livrer 91 % du courrier local en 24 heures, ce taux devant atteindre 95 % en l'an 2000 ; le territoire national étant divisé en 85 districts. « La région de Salt Lake City, dans l'Utah, avait pour objectif de distribuer 95 % de son courrier à l'heure. Ils n'ont fait que 94,93 % et n'ont pas eu leur bonus. C'est le problème des objectifs : si vous êtes certain de l'atteindre, vous ne faites plus d'efforts. Si vous êtes certain de ne pas l'atteindre, vous n'en faites pas non plus », explique M. Riley. Il compte introduire plus de flexibilité dans la distribution de ces bonus, pour éviter les inconvénients du « tout ou rien ».

Particularité du système : les sa-

lariés n'encaissent que les deux tiers de leur prime. Un tiers est conservé par l'entreprise et peut être annulé les années suivantes si les performances ne sont pas au rendez-vous. Une façon de s'assurer que les employés travaillent pour le long terme. « Les gens sont très conscients qu'ils peuvent perdre leur bonus », explique M. Riley, qui ne cache pas sa satisfaction.

« La mise en place de ce système nous a coûté 260 millions de dollars. Mais nous sommes parve-

nus à gagner 1,6 milliard de dollars après avoir enregistré un profit de 1,8 milliard en 1995 », poursuit M. Riley.

EXCEPTION À LA RÈGLE

Exception à la règle américaine, les dirigeants de l'entreprise sont les grands perdants de ce système de motivation financière. « Les dirigeants de la Poste ne peuvent pas gagner plus de 148 400 dollars par an. Comme je gagne 148 000 dollars, je n'ai eu droit qu'à 400 dollars de bonus. Nous sommes une dizaine dans cette situation et une trentaine de dirigeants n'ont eu que le tiers du bonus qu'ils auraient dû avoir, explique, amer, M. Riley. C'est très décourageant. J'ai en ré- centement une proposition dans le privé, que j'ai refusée. Cela a créé un problème avec ma femme. Je ne

sais pas si je refuserai une deuxième fois. » Intéressée par ce système de motivation, la Poste française a envoyé aux Etats-Unis, en mars, une délégation pour étudier l'expérience américaine. « Nous avons été impressionnés par les progrès entraînés par cette méthode de rémunération », explique Jean-Paul Forcville, chef de service à la direction de la stratégie et de la planification de la Poste française. « Ils ont fait des gros progrès de productivité. La qualité de leur service, par exemple à New York, s'est envolée, alors qu'il avait jusqu'à présent une réputation exécrable », poursuit-il, intéressé par

une éventuelle adaptation de ce système en France.

Et le coût du service américain est sans comparaison avec celui de la France. « Ils ont un prix du timbre qui nous fait rêver », poursuit M. Forcville, qui sait que la Poste ne peut plus augmenter le prix du timbre si elle ne veut pas « être sortie du marché » : 32 cents, soit 1,85 franc la lettre pour toute l'Amérique, contre 3 francs en France. Quand le service public « à la française » en est réduit à prendre des leçons auprès du service public « à l'américaine »...

Arnaud Leparmentier

Le conflit du nickel néo-calédonien est toujours sans solution

LA RÉUNION ENTRE LES GROUPES français Eramet et Société minière du Sud-Pacifique (SMSP) et le canadien Falconbridge concernant le nickel néo-calédonien, vendredi 2 mai, s'est terminée sans résultat mais sans rupture. Les négociations sont renvoyées à des experts industriels et géologues, qui sont chargés de « mettre au point dans les prochaines semaines les modalités techniques, juridiques et financières » de l'implantation d'une usine de traitement de nickel dans la province nord de la Nouvelle-Calédonie, construite en collaboration avec Falconbridge.

Le différend semble quitter la sphère politique du développement du nord de l'île. Les experts devront définir les modalités juridiques de l'échange éventuel entre les deux massifs nickelifères calédoniens - Koniambo, appartenant à Eramet, et Poum, appartenant à la SMSP -, fixer la soude qui serait cédée à Eramet, dont le gisement est plus riche, et évaluer les approvisionnements nécessaires à la nouvelle usine en fonction de la capacité de production retenue.

DÉPÊCHES

AUTOMOBILE : Les immatriculations de voitures neuves ont reculé de 10,3 % en avril par rapport au même mois de l'an dernier. A jours ouvrables comparables, la baisse est encore plus nette (-14,4 %), selon les chiffres publiés vendredi 2 mai par le Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA). Sur les quatre premiers mois de l'année, la chute du marché est de 22,5 %. Les marques françaises perdent du terrain avec, depuis le début de l'année, 55,3 % de parts de marché (contre 56,7 % l'an dernier).

HÔTEL MEURICE : le prestigieux hôtel Meurice a été racheté par Audley Group, une société contrôlée par la Brunel Investment Agency (BIA). L'hôtel de la rue de Rivoli à Paris, qui emploie 210 personnes, appartenait à Abbots Fields SA, société contrôlée à 100 % par l'Aga Khan. Selon le quotidien *Les Echos*, qui a révélé ce rachat, la valorisation de l'hôtel oscillerait entre 400 et 500 millions de francs.

PLACEMENTS

LE MONDE / DIMANCHE 4 - LUNDI 5 MAI 1997

ÉPARGNE Le plan d'épargne populaire (PEP) apparaît comme l'un des grands gagnants, derrière l'assurance-vie et l'épargne-logement, des mouvements de transfert d'épargne

consécutifs à la baisse des taux et au durcissement de la fiscalité. Il offre à la fois une fiscalité favorable et une rentabilité proche de celle de l'assurance-vie. ● ON EN DISTINGUE DEUX

grandes familles, les PEP assurance et les PEP bancaires. Les premiers fonctionnent comme des contrats d'assurance-vie classiques. ● ILS PERMETTENT à l'épargnant soucieux de

se constituer des revenus complémentaires en vue de la retraite de toucher une rente totalement défiscalisée, ce qui constitue un plus par rapport à l'assurance-vie, où la rente

n'échappe pas à l'impôt. ● BEAU-COUP PLUS RÉPANDUS, les PEP bancaires se déclinent sous trois formes principales : les PEP à taux fixe, les PEP à taux variable, les PEP à revenus.

Le PEP offre à la fois une fiscalité intéressante et des rendements élevés

Déstabilisés par la baisse générale des taux et par le durcissement du régime fiscal des produits de placement, les épargnants redécouvrent les atouts du plan d'épargne populaire, dont la rentabilité est proche de celle de l'assurance-vie

LANCÉ à grand renfort de publicité au tout début des années 90, le plan d'épargne populaire (PEP) séduit aujourd'hui plus que jamais les épargnants en quête de rentabilité garantie et de fiscalité allégée. Avec quelque 583 milliards de francs d'encours bruts fin 1996, soit une progression de plus de 15 % par rapport à l'année précédente, le PEP apparaît comme l'un des grands gagnants, derrière l'assurance-vie et l'épargne-logement, des mouvements de transfert d'épargne consécutifs à la baisse des taux (plus particulièrement du Livret A) et au durcissement fiscal général.

« Alors que le Livret bleu a connu, l'an dernier, une décollecte historique [- 5,7 % en termes d'encours], le volume global de nos PEP a progressé dans le même temps de 15,6 % », signale-t-on au Crédit mutuel. Même constat au Crédit agricole, où le montant de la collecte a encore gagné plus de 12 % pour s'établir à 216,7 milliards de francs, confortant ainsi la Banque verte dans sa position de leader de ce secteur avec près de 42 % de parts de marché. A quel tient un tel succès ? A la simple combinaison de deux éléments essentiels : une fiscalité attrayante et des rendements qui se maintiennent.

Totalement exonéré d'impôts au bout de huit ans de détention (exception faite des prélèvements sociaux - CSG et CRDS - de 3,9 %, prélevés sur les intérêts chaque année), le PEP constitue un des derniers havres fiscaux. Conçu à l'origine afin de favoriser l'effort d'épargne longue des ménages modestes, le PEP était, dans sa version initiale, assorti d'une prime d'Etat réservée aux ménages non imposables. Pouvaient représenter jusqu'à 25 % des versements annuels, dans la limite de 1 500 francs, cette prime s'est révélée vite trop coûteuse pour Bercy, qui a décidé de la supprimer. Depuis septembre 1993, plus aucun contractant n'y a droit. Quant aux anciens bénéficiaires, ils la touchent par anticipation au bout de sept ans de détention (contre dix



initialement prévus) et pourront, dès lors, fermer leur plan ou procéder à des retraits partiels sans aucune pénalité. Privé de cette prime, le PEP, qui n'a plus de popularité que le com, garde, en revanche, tous les atouts d'une enveloppe fiscale multi-forme, où, sous réserve de mobiliser ses fonds pendant huit ans (toute sortie anticipée se solde par des pénalités fiscales et contractuelles parfois fort lourdes), l'épargnant peut placer sa franchise d'impôt jusqu'à 600 000 francs (soit 1,2 million de francs pour un couple, sachant que chaque contribuable ne peut posséder plus d'un plan).

DEUX FAMILLES

On distingue actuellement deux grandes familles de PEP : les PEP assurance et les PEP bancaires. Les premiers, qui représentent près de 20 % du marché, fonctionnent en fait comme des contrats d'assurance-vie classiques (en francs ou en unités de compte). Ils bénéficient d'une rémunération généralement plus élevée que celle des PEP bancaires (c'est celle de l'assurance-vie, qui tourne aujourd'hui en moyenne autour de 6,5 % par an) et offrent davantage de souplesse (possibilités d'avances, etc.). Ils permettent surtout à l'épargnant soucieux de

se constituer des revenus complémentaires en vue de la retraite de récupérer les sommes capitalisées sous la forme de rentes totalement défiscalisées, ce qui constitue un véritable plus par rapport à l'assurance-vie, où la rente n'échappe pas à l'impôt. En revanche, contrairement à la plupart des formules bancaires, les PEP assurance supportent des frais d'entrée et des frais de gestion qui obèrent d'autant leurs rendements.

Beaucoup plus répandus (80 % du marché), les PEP bancaires se déclinent, quant à eux, sous trois formes principales : les PEP à taux fixe, les PEP à taux variable, les PEP à revenus. Dans le premier cas, le taux fixe peut être « pur » (déterminé une fois pour toutes à l'ouverture et garanti ensuite sur tous les versements programmés jusqu'à l'échéance du PEP) ou fixe, par géométries de versements (chaque versement étant rémunéré au taux en vigueur au moment où il a été versé, ce jusqu'au dénouement du plan). De même, les PEP à taux variable, dont le taux est révisé chaque année en fonction de l'évolution des marchés, seront, selon les cas, assortis d'un minimum garanti (le taux du Cédex ou du Livret A majoré parfois de 1 à 1,5 point, ou encore 50 % ou 70 % du TME, taux moyen des emprunts d'Etat), ou au contraire dé-

munis de tout filet de sécurité.

Les PEP à revenus, enfin, constituent une variété à part. Il s'agit de montages financiers qui, associant un PEP à une série de comptes à terme, permettent de ce fait, moyennant un versement initial important (50 000 francs le plus souvent, contre 1 000 francs à 10 000 francs pour la plupart des autres PEP), la distribution de revenus réguliers mensuels ou trimestriels, faiblement fiscalisés car composés en partie de capital.

« Outre ses avantages fiscaux et sa relative sécurité, cette grande diversité de l'offre constitue l'un des principaux atouts du PEP », estime Jacques Ducrocq, directeur du marketing à la Caisse d'épargne, établissement qui a fait du plan d'épargne populaire l'un de ses fers de lance.

D'autant plus que, toutes catégories confondues, les rendements des PEP soutiennent encore haut la main la comparaison avec des produits de même nature. Certes, ils n'ont pas échappé à la chute des taux. Les souscripteurs de PEP à taux fixe du début des années 90 à 7 % ou 8 % font aujourd'hui figure de grands gagnants, et rares sont aujourd'hui les plans d'épargne populaire à taux variable qui, à l'instar du PEP Etoile Sécurité de la Caisse ou encore du PEP Performances de la Caisse d'épargne Ile-de-France Oost, frôlent voire dépassent, les 5 %. La plupart des rendements 1997 des PEP à taux variable tournent plutôt autour de 4 %, contre 5 % en moyenne pour les PEP à taux fixe.

Améliorer l'offre. Mais, comme le rappelle ce professionnel de la BRED, « il s'agit de taux nets de toute fiscalité ultérieure (hors les prélèvements sociaux, auxquels accoutument les épargnants) et généralement nets de frais ». Seuls quelques rares établissements, comme le Crédit lyonnais ou la BNP, pré-

voient des frais de gestion. Ainsi, un PEP à taux fixe qui offre à l'heure actuelle du 5,4 % (c'est le cas par exemple du PEP Garanti du Crédit mutuel Ile-de-France ou encore du PEP Etoile garantie de la Caisse d'épargne) rapporte, en termes de rendement, autant qu'un certain nombre de contrats d'assurance-vie qui garantissent actuellement autour de 6 % hors frais de gestion et frais sur versements.

Les banques semblent d'ailleurs avoir bien saisi tout l'intérêt qu'elles avaient à promouvoir ce produit et tentent aujourd'hui de peaufiner leur offre. Le Crédit agricole, en digne numéro un du marché, a ainsi ouvert la voie en 1995, avec sa gamme Orchestral, à une nouvelle génération de PEP dits « évolutifs ». Le principe consiste à associer la mécanique de fonctionnement, en permettant au souscripteur de modifier librement ses versements et d'opter, selon la conjoncture, pour un taux fixe ou un taux variable.

« Auparavant, explique l'un des responsables du marché des particuliers du Crédit agricole, le souscripteur devait programmer ses versements pour toute la durée du plan. Toute prime complémentaire exceptionnelle donnait lieu à une nouvelle mobilisation de huit ans. Par ailleurs, on ne pouvait passer librement d'un système à l'autre, d'un système à taux fixe à un système à taux variable. » Ce n'est plus le cas avec les nouveaux PEP « évolutifs ». Un particulier qui a ouvert un PEP à taux fixe en 1992 (donc arrivant à échéance en 2000) peut désormais, si le souhaite, verser un complément sur une durée de deux ans, trois ans ou plus (rien n'empêche de prolonger son plan) et le placer, à son choix, en taux fixe ou en taux variable. Cette nouvelle forme de PEP transforme ainsi ces plans, à l'origine rigides, en véritables outils de gestion de long terme. Et le Crédit agricole, déjà suivi par La Poste et son Evolupep lancé en janvier 1997, ne devrait pas tarder à faire d'autres émules.

Laurence Delain.

L'embellie aura été de courte durée

Les faits sont têtus et, en dépit de l'embellie enregistrée à la fin 1996, le marché immobilier a recommencé à donner des signes d'essoufflement durant le premier trimestre 1997. Selon les dernières statistiques communiquées par la Fnaim (Fédération nationale des agences immobilières) la semaine dernière, les premiers mois de l'année ont été « médiocres », le marché de l'ancien retrouvant son niveau de l'été 1996.

Principale explication de ce recul : les transactions immobilières ont été dopées, fin 1996, par la suppression annoncée de plusieurs avantages fiscaux (droits de mutation minorés, etc.). Les opérations qui ont été anticipées à cette période manquent donc maintenant à l'appel. « C'est le même

phénomène que dans l'automobile après la disparition de la prime à la casse », affirme un professionnel parisien. Il faudra toutefois attendre la fin du deuxième trimestre 1997 pour savoir si, passé les perturbations électorales, ce ralentissement est ponctuel ou durable.

Tous les terroirs ne sont pas touchés de la même façon par cette morosité. Globalement, les marchés de l'Ouest, du Nord-Est et, dans une moindre mesure, du Centre et des Alpes sont restés stables depuis un an. Ceux de l'Ile-de-France et du Sud-Ouest reculent. Le Sud-Est résiste plutôt bien.

Continue depuis deux ans, la stagnation des ventes a pesé sur les prix : entre 1995 et 1996, tous terroirs confondus, le prix au mètre carré d'un logement ancien est revenu de 7 807 francs à 7 724 francs, soit une baisse moyenne de 1,1 % qui a affecté plus fortement les appartements (-1,8 %) que les maisons

(-0,3 %). Les écarts de prix au mètre carré d'une région à l'autre restent toujours très forts : ainsi, estiment les agents immobiliers, un grand studio en Ile-de-France se négocie environ au même prix qu'un vaste quatre-pièces situé en Auvergne ou dans le Limousin. Pour les maisons, le prix moyen au mètre carré (France entière) se situait à 6 733 francs à la fin 1996, mais il traitait de 4 592 francs en Franche-Comté pour grimper jusqu'à 9 150 francs en Ile-de-France et à 8 439 francs dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

A terme, la Fnaim prévoit que le marché de l'ancien repartira du bon pied, car la demande reste soutenue. Aucune tension sur les prix n'est à redouter pendant les prochains mois, assurent également les agents immobiliers.

Didier Laurens

Les charmes de la loi Périssol

Les contribuables intéressés par l'investissement immobilier locatif dans le neuf ont jusqu'au 31 décembre 1998 pour bénéficier des avantages du régime Périssol. Ce dispositif permet d'amortir jusqu'à 80 % de la valeur d'un bien à raison de 10 % par an pendant les quatre premières années et de 2 % par an pendant les vingt années suivantes.

Autre avantage : le plafond d'imputation des déficits fonciers sur le revenu global est alors porté de 70 000 francs dans le régime général à 100 000 francs, à condition que le déficit ne soit pas généré par des intérêts d'emprunt. Ce système permet de réaliser des économies d'impôt d'autant plus importantes que le contribuable est imposé dans une tranche marginale d'imposition élevée.

En contrepartie, la déduction forfaitaire sur les loyers est ramenée de 14 % dans le régime général à 6 %. Impossible, par ailleurs, de cumuler sur une même opération les avantages de la réduction d'impôt Méhaignerie et ceux de l'amortissement Périssol.

Conditions pour pouvoir bénéficier des avantages prévus : l'immeuble doit être loué neuf ans à titre d'habitation, mais pas nécessairement en tant que résidence principale. Le locataire pourra être un membre de la famille à condition qu'il ne soit pas rattaché au foyer fiscal du propriétaire et que le loyer pratiqué corresponde aux normes de marché. A noter qu'aucune autre condition de loyer ou de ressource du locataire n'est exigée. Au-delà de neuf ans, le propriétaire peut récupérer l'usage du bien sans que les amortissements antérieurs soient remis en cause. En revanche, il ne pourra plus pratiquer de nouveaux

amortissements. En cas de non-respect de l'engagement de location pendant neuf ans, ou de revente avant ce délai, les avantages accordés seront repris par l'administration fiscale.

Le contribuable devra alors réintégrer dans ses revenus fonciers imposables le montant de l'amortissement déduit depuis l'origine. Sans si la rupture des engagements pris est liée à un cas de force majeure : invalidité ou décès du propriétaire ou de son conjoint soumis à imposition commune. Un système dit « quotient » permet cependant d'atténuer l'impôt supplémentaire qui serait dû. Quant aux éventuelles plus-values constatées lors de la revente, elles sont taxables selon le régime de droit commun.

Lorsque l'achat a lieu en cours d'année, l'amortissement doit être pratiqué prorata temporis.

Laurent Edelmann

Les fonds de pension devront se fixer des objectifs modestes

LES FONDS d'épargne-retraite ou fonds de pension, qui vont voir le jour en France dans les prochaines semaines, ne connaîtront le succès que si les entreprises complètent les versements des salariés (les abondent) et si les gestionnaires résistent à la tentation de la surenchère en n'annonçant pas des performances trop ambitieuses.

Tel est le sentiment général des professionnels de la banque et de l'assurance qui se penchent sur ce futur marché. Ils estiment, pour la plupart, que les versements seront sans doute modestes au cours des premières années, et dépasseront difficilement les 10 milliards de francs par an. A un horizon de dix ans, les fonds de pension à la française devraient prendre une toute autre importance et collecter, au moins 50 milliards de francs par an. Il s'agit toutefois de moins de 10 % des 850 milliards de francs annuels de la retraite par répartition.

Les professionnels de l'assurance estiment qu'il faudra une génération pour changer les mentalités et convaincre les Français d'abandonner leurs préventions à l'égard de la retraite par capitalisation, qui n'a jamais rencontré de succès même quand elle existe déjà depuis de longues années pour certaines catégories comme les fonctionnaires. Yannick Philippin, directeur des fonds d'épargne à la Caisse nationale de prévoyance (CNP), a déclaré à l'agence Renter qu'« un gros effort de pédagogie » est nécessaire. « Si l'on vend les fonds d'épargne-

retraite comme on vend aujourd'hui l'assurance-vie, à partir des palmarès qui sont publiés dans les grands journaux économiques et financiers, on commettra une erreur. Il faut vraiment fixer l'objectif de gestion en disant : Notre objectif, c'est le maintien du pouvoir d'achat (des futurs rentiers) et de battre l'inflation », a-t-il ajouté.

ABONDEMENT DE L'EMPLOYEUR. L'horizon de gestion de l'assurance-vie, qui repose pour la grande majorité des contrats sur les obligations, est de huit à dix ans, alors que celui des fonds d'épargne-retraite se situe au moins entre trente et quarante ans, ce qui amène à privilégier l'investissement en actions.

Enfin, l'abondement de l'employeur est jugé indispensable pour inciter les salariés à franchir le pas. Pour preuve, les dispositifs existant d'épargne salariale fonctionnent quand le complément apporté par l'employeur est significatif.

Selon des calculs effectués par la Caisse nationale de prévoyance, un Français qui verserait 800 francs par mois à un plan d'épargne-retraite à partir de l'âge de 20 ans peut espérer une rente mensuelle de 5 712 francs à partir de 60 ans en tenant compte d'un retrait de 20 % en capital au moment de son départ à la retraite. La rente mensuelle serait de 3 077 francs pour celui qui commence à cotiser à l'âge de 30 ans, de 1 533 francs pour celui qui commence à 40 ans et de 576 francs pour celui qui commence à 50 ans.

هكذا من لا يمل

Le triomphe des travaillistes déstabilise la livre

La monnaie britannique a connu une évolution très heurtée, vendredi 2 mai, au lendemain de la victoire écrasante du Labour lors des élections générales. Après avoir plongé dans la matinée, le sterling s'est redressé dans l'après-midi.

La semaine a été marquée, sur les marchés financiers internationaux, par la chute de la livre sterling observée au lendemain de la victoire des travaillistes au Royaume-Uni. La monnaie britannique a perdu plus de 20 cen-

times face au franc vendredi matin 2 mai, pénalisée par les incertitudes entourant la politique de change que compte mener le gouvernement de Tony Blair. Elle s'est nettement reprise en fin d'après-midi. On devrait

en savoir plus, dès mercredi 7 mai, à l'issue de la rencontre entre la chancelière de l'Échiquier et le gouverneur de la Banque d'Angleterre. Aux États-Unis, l'atténuation des pressions inflationnistes a permis une

nette détente des rendements obligataires. Elle s'est accélérée vendredi soir après l'annonce d'un accord entre l'administration Clinton et le Congrès sur la disparition en cinq ans du déficit budgétaire américain.

LA RÉACTION de la livre sterling a été la seule grande surprise des élections générales qui se sont tenues jeudi 1^{er} mai au Royaume-Uni. Si la victoire écrasante du Parti travailliste avait bien été prévue par les instituts de sondage, le plongeon de la monnaie britannique qui a suivi l'annonce des résultats n'avait pas été anticipé par les analystes. La livre s'est brutalement repliée, vendredi matin, tombant de 9,50 à 9,2925 francs, de 2,8020 à 2,7575 francs et de 1,63 à 1,60 dollar. En fin d'après-midi, le sterling s'est toutefois nettement redressé pour coter 9,4265 francs, 2,7960 marks et 1,6180 dollar en clôture.

Cette chute a surpris les observateurs dans la mesure où les investisseurs s'attendaient, durant la campagne, pas épuisée la moindre inquiétude à l'idée de voir le Labour remporter les élections. Ils avaient par ailleurs entièrement rassurés par le ton très libéral du programme économique présenté par le parti de Tony Blair. Au cours des cinq dernières semaines, la livre avait ainsi gagné près de 50 centimes face au franc.

Certains experts ont attribué le plongeon du sterling à la trop forte majorité obtenue par les travaillistes. Selon cette explication, le Labour, n'ayant pas à craindre la moindre opposition parlementaire et sous la pression de députés moins acquis à la cause libérale que son jeune dirigeant, pourrait être



La livre sterling s'est brutalement repliée, vendredi matin 2 mai, au lendemain de la victoire du Parti travailliste.

tenté de mener une politique plus à gauche que prévu et renoncer à l'orthodoxie monétaire et budgétaire promise pendant la campagne électorale.

Cette interprétation semble toutefois largement contredite par la solidité des autres compartiments du marché britannique. La Bourse de Londres a fait preuve d'une grande fermeté, vendredi, tout

comme le marché obligataire. Le rendement de l'emprunt d'État à dix ans s'est détendu - les taux baissent quand le cours des titres s'apprécie -, passant de 7,41 % à 7,37 %.

Les rendements sont restés cantonnés à la monnaie. Les investisseurs ont été très influencés par la publication d'un éditorial, vendredi matin, du quotidien *The Times* selon lequel l'équipe de Tony Blair aurait tout intérêt à s'engager dans une politique destinée à affaiblir progressivement le sterling. Pour Anatole Kaletsky, commentateur très écouté à la City, « le nouveau gouvernement doit créer les conditions pour une baisse immédiate de la livre sterling », sans quoi il se « déstabiliserait par une inflation dévaluatoire inévitable » dans les deux prochaines années. Aux yeux de M. Kaletsky, une baisse de la livre ne ferait pas aujourd'hui courir de graves dangers inflationnistes à l'économie britannique dans la mesure où, malgré la baisse du chômage, le sentiment d'insécurité reste grand sur le marché de l'emploi, ce qui empêche toute pression sur les salaires. Toujours selon M. Kaletsky, le gouvernement travailliste, afin d'obtenir un repli ordonné de la monnaie britannique, pourrait d'abord s'employer à décourager les opérateurs qui parient sur un resserrement brutal de la politique monétaire britannique.

On devrait savoir, dès mercredi 7 mai, à l'issue de la rencontre men-

suée entre le nouveau chancelier de l'Échiquier, Gordon Brown, et le gouverneur de l'Institut d'émission, Eddie George, si le scénario décrit par M. Kaletsky a quelque chance

de se vérifier. Depuis plusieurs mois, M. George préconise un relèvement du taux de base, fixé à 6 %, afin de prévenir une surchauffe de l'économie et l'apparition de tensions inflationnistes. Mais, pour des raisons électorales, l'ancien chancelier de l'Échiquier Kenneth Clarke avait refusé de suivre les recommandations du gouverneur.

Les analystes anticipent en majorité une hausse d'un quart de point du taux de base, mercredi, les di-

recteurs de la Banque d'Angleterre en faisant preuve d'embellie d'une grande rigueur monétaire, les travaillistes cherchant à assoir leur crédibilité auprès des marchés financiers internationaux.

La fausse indifférence des investisseurs

Les marchés financiers français ont été, cette semaine encore, peu affectés par le déroulement de la campagne électorale. Le franc est resté stable face à la monnaie allemande, autour de 3,3720 francs pour 1 deutschemark. Bénéficiant de la détente des rendements obligataires observée outre-Atlantique, le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans est revenu, d'un vendredi sur l'autre, de 5,83 % à 5,68 %. Enfin, les rendements à trois mois anticipés pour la fin du premier semestre se sont repliés de 3,68 % à 3,58 %.

La publication de nouveaux sondages confirmant l'avance de la droite explique la sérénité des investisseurs et leur apparente indifférence aux élections législatives. Une hausse des intentions de vote en faveur de la gauche pourrait toutefois rompre cet équilibre car, comme le notent les analystes de Louis Dreyfus Finance, « pour les marchés, les socialistes ont renoué avec leurs vieux démons » et ils craignent « de voir revenir au pouvoir une gauche oublieuse de son expérience gouvernementale ».

En France, les investisseurs ont été peu sensibles à la campagne électorale. Le franc est resté stable face à la monnaie allemande, autour de 3,3720 francs pour 1 deutschemark. Bénéficiant de la détente des rendements obligataires observée outre-Atlantique, le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans est revenu, d'un vendredi sur l'autre, de 5,83 % à 5,68 %.

En France, les investisseurs ont été peu sensibles à la campagne électorale. Le franc est resté stable face à la monnaie allemande, autour de 3,3720 francs pour 1 deutschemark. Bénéficiant de la détente des rendements obligataires observée outre-Atlantique, le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans est revenu, d'un vendredi sur l'autre, de 5,83 % à 5,68 %.

Marché international des capitaux : attrait persistant pour le dollar

PRENONS le cas, idéal, d'une entreprise européenne d'excellent renom qui cherche à lever des fonds pour un montant raisonnablement élevé sur le marché international et qui prend le soin de consulter les investisseurs avant de se lancer. Si elle est, en outre, libre du choix de la monnaie et de la durée de son emprunt (qu'il soit à moyen ou à long terme), les chances sont grandes qu'elle se décide aujourd'hui à libeller son opération en dollars à taux fixe et qu'elle retienne une échéance de cinq ans. C'est le point de rencontre de la demande des bailleurs de fonds professionnels d'Asie et de notre continent, et c'est aussi ce que veulent de nombreux épargnants européens qui placent leurs économies en obligations.

Pour ce qui est de la monnaie, le choix du dollar s'impose si on veut atteindre les investisseurs d'Extrême-Orient. Ceux-ci ne s'intéressent qu'épisodiquement aux devises européennes parce que les rendements ne sont pas assez alléchants et que la perspective d'un euro fort ou stable ne leur paraît pas encore assez précise. Il en serait autrement si le dollar venait à s'affaiblir face au yen. Quant au mode de rémunération et à la durée, les prêteurs sont nombreux à vouloir s'assurer maintenant d'un taux fixe pour cinq ans, car c'est une bonne manière de se protéger contre les incertitudes de l'évolution du loyer de l'argent. Les prix des obligations d'échéance moyenne résistent généralement mieux à des relèvements des taux à court terme que ceux des titres de longue durée. Qui plus est, les durées moyennes ont la préférence de la masse des personnes privées

qui répugnent à s'engager trop loin et qui favorisent généralement des solutions simples, à taux fixe.

Il convient de souligner l'importance considérable prise récemment par les souscripteurs individuels dans le placement des titres internationaux en dollars. Longtemps, les épargnants européens ont eu une prédilection pour les devises de leur propre pays ou des pays voisins. Or, bien, s'ils s'aventuraient plus loin, c'était pour des monnaies auxquelles étaient associés des taux d'intérêt vraiment plus élevés que les autres, comme les dollars canadiens, australiens ou même néo-zélandais. Ces épargnants ont su au bon moment se tourner vers la lire italienne et, plus récemment, vers le dollar des États-Unis, profitant ainsi, non seulement de la montée des rendements outre-Atlantique, mais également de la hausse des cours de change. La banque Bruxelles Lambert, qui connaît particulièrement bien le comportement des souscripteurs du Bénélux, lesquels sont très friands d'obligations internationales, vient de se pencher sur le sujet. Pour elle, le changement d'attitude qui pousse les épargnants d'Europe du Nord vers le dollar est un phénomène fondamental qui a contribué à la forte augmentation du volume des émissions de titre classique à taux fixe depuis le début de l'année.

Pour les emprunteurs, il est essentiel de pouvoir compter sur le soutien du grand public et pas seulement sur celui des investisseurs professionnels. Les plus expérimentés arrivent facilement à placer auprès des particuliers entre la moitié et les deux tiers des obligations inter-

nationales qu'ils émettent chaque année, même s'ils ont d'énormes programmes à remplir. C'est le cas du Crédit local, qui sera le plus grand emprunteur français après l'État cette année. C'est également le cas du plus prestigieux des établissements publics d'Allemagne, Kreditanstalt für Wiederaufbau. Parmi les candidats dont on espère la venue prochaine et qui pourraient contracter des emprunts en dollars à cinq ans, on parle beaucoup d'Electricité de France.

La signature de cette entreprise était naguère une des plus estimées de tout le marché. Elle n'a plus guère l'occasion de faire valoir ses mérites car elle diminue son endettement. Elle rembourse plus qu'elle n'emprunte. Si elle se présentait bientôt - il est possible qu'elle attende le résultat des élections -, sa transaction ne manquerait pas de fournir une indication précieuse sur la considération dont jouit le crédit français à l'étranger.

Pour ce qui est des émissions à taux variable, qui s'adressent à des investisseurs institutionnels, il y a eu deux belles réussites la semaine passée. L'Italie s'est, une fois de plus, illustrée dans le compartiment du dollar, et la Banque européenne d'investissement a levé 3 milliards de francs pour une durée de cinq ans par l'intermédiaire de la BNP. Cette deuxième affaire a fait l'objet d'un contrat d'échéance portant sur le mode de rémunération. Pour l'emprunteur, tout se passe comme s'il s'était endetté à taux fixe mais à un coût moins élevé que s'il avait émis des obligations classiques en francs.

Christophe Vetter

Pierre-Antoine Delhomme

Carole Petit

New York, Paris et Tokyo passent une semaine au paradis

WALL STREET a confirmé cette semaine de façon éclatante sa santé retrouvée. L'indice Dow Jones affiche en cinq jours une progression impressionnante de 4,93 % et termine vendredi à 7 071,20 points, à quelques encablures du sommet historique de 7 085 points atteint le 11 mars.

La grande Bourse américaine a ainsi totalement effacé la correction de 10 % enregistrée entre la mi-mars et la mi-avril. Elle bénéficie à nouveau d'un scénario économique idéal caractérisé à la fois par une activité toujours aussi soutenue et par des tensions inflationnistes limitées. Après six années de croissance ininterrompue, la vigueur de l'économie américaine ne se dément pas, loin de là. La croissance du produit intérieur brut (PIB) au premier trimestre, dont le chiffre a été annoncé le 30 avril, a atteint 5,6 % en rythme annualisé après 3,8 % au quatrième trimestre de 1996. Il s'agit tout simplement du rythme de

croissance le plus élevé aux États-Unis depuis près de dix ans. Les experts attendaient « seulement » une progression de 4 % du PIB au cours des trois premiers mois de l'année. Les dépenses de consommation des ménages, qui ont augmenté de 6,4 % du premier trimestre en rythme annuel, du jamais vu depuis 1988, expliquent une nouvelle fois le rythme de la croissance outre-Atlantique.

Paradoxalement, cette activité particulièrement soutenue ne se traduit toujours pas par une hausse sensible de l'inflation dans un contexte de quasi-plein emploi. Le taux des emprunts d'État américains à trente ans a même baissé tout au long de la semaine pour s'établir vendredi à 6,89 %. Ce rendement était supérieur à 7 % depuis le 27 mars et s'élevait encore à 7,14 % à la fin de la semaine dernière. Le marché obligataire a bénéficié vendredi d'un dernier coup de pouce en fin de journée avec l'an-

nonce d'un accord entre l'administration Clinton et le Congrès sur la réduction en cinq ans du déficit budgétaire américain.

Comme le nombre de créations d'emplois annoncé vendredi pour le mois d'avril a été inférieur aux prévisions à 142 000 contre plus de 200 000 attendues (le taux de chômage est tout de même descendu à 4,9 %, au plus bas depuis décembre 1973), les économistes en viennent à douter d'un nouveau relèvement du loyer de l'argent par la Réserve fédérale (Fed) à l'issue de la réunion de son comité de politique monétaire le 20 mai. D'autant plus que le salaire horaire, un indicateur très regardé par la Fed, a reculé de 0,1 % en avril. De toute façon, pour Abby Joseph Cohen, la responsable de la stratégie d'investissement de la banque américaine Goldman Sachs, une hausse de ses taux par la Réserve fédérale serait même une bonne nouvelle pour Wall Street : « Si la Fed remonte le loyer de

l'argent à nouveau, cela devrait aider les actions en ralentissant la croissance et l'inflation », a-t-elle expliqué à l'agence Bloomberg.

Les places européennes n'étaient pas en reste cette semaine à l'image de Paris, qui voit à l'issue de quatre séances de hausse - le jeudi 1^{er} mai étant férié - le CAC 40 afficher un gain de 4,69 % à 2 655,31 points. Les valeurs françaises ont bénéficié à la fois de la hausse de Wall Street, de la détente obligataire, de la fermeté du dollar, qui favorise les valeurs exportatrices, et du flux important de liquidités qui se déverse sur le marché. Outre les sorties de capitaux monétaires, le remboursement de l'emprunt Balladur et la mise en place des plans d'épargne retraite, les dividendes versés cette année devraient dépasser de 40 % ceux qui ont été distribués l'an dernier pour atteindre 60 milliards de francs.

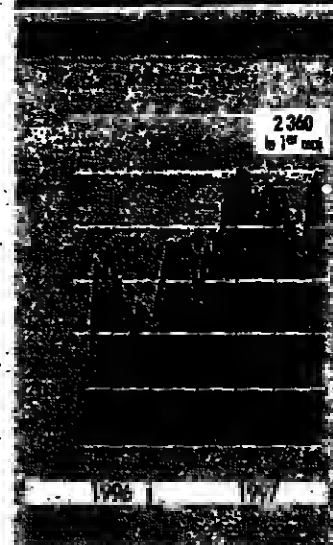
Par ailleurs, la relative anesthésie de la campagne pour les élections législatives en France et l'orienta-

tion des sondages - qui donnent la droite gagnante même si l'écart de sièges avec la gauche est parfois serré - satisfait les boursiers. Si la majorité sortante est reconduite aux affaires, la crédibilité de l'Union économique et monétaire en sortira renforcée, les restructurations dans le secteur privé et les privatisations devraient s'accélérer. L'environnement resterait ainsi plutôt favorable aux marchés avec une inflation modérée, la poursuite de l'austérité budgétaire.

Francfort et Londres étaient aussi sur un nuage. L'indice DAX 30 a gagné 2,46 % à 3 460,37 points d'un vendredi à l'autre et le FT 100 s'est adjugé dans le même temps 1,97 % à 4 435,6 points. La Bourse de Londres s'est même payée le luxe de battre deux records consécutifs jeudi et vendredi. Elle démontre ainsi qu'elle n'avait pas peur d'un gouvernement travailliste. Francfort a frôlé vendredi son sommet historique profitant tout au long d'une

MATIÈRES PREMIÈRES

Progression du cuivre



SUR LE MARCHÉ mondial du cuivre, les cours vont et viennent. Ils ont été entraînés, ces derniers jours, à des niveaux qu'ils connaissent à peine, de vue depuis l'effondrement Sumitomo. A la clôture du 1^{er} mai, sur le marché londonien des métaux (LME), ils s'affichaient à 2364 dollars la tonne pour l'échéance à trois mois, et à 2439 dollars au comptant. Fin avril, le contrat de référence approchait les 2400 dollars la tonne. La spéculation a joué un rôle dans ce processus, mais il n'y a là rien d'étonnant dans ce marché volatil.

C'est l'inquiétude qui maintient les prix à la hausse : au Chili, un mouvement social, déclenché dans les mines de La Escondida - la plus grande mine de cuivre au monde - ainsi qu'à Quebrada Blanca - qui appartient au canadien Cominco - bloque une partie des exportations du premier producteur mondial. La mine de La Escondida produit à elle seule 800 000 tonnes de minerai, chaque année (environ 10 % de la production mondiale).

Cette grève, motivée par des revendications salariales, survient au moment où le groupe australo-brésilien RTZ-CRA vient de publier sa position du premier trimestre 1997. Il annonce une hausse de 12 %, par rapport à la même période de 1996 pour l'extraction de minerai de cuivre (190 300 tonnes) et de 42 % pour le cuivre raffiné. Ces bons résultats sont dus en partie, selon un communiqué du groupe, à une meilleure qualité des minerais de la mine américaine de Bingham Canyon et aussi à une progression de l'activité, dans la mine de La Escondida. Les chiffres du second trimestre devraient être moins satisfaisants. Bien que les responsables de la mine affirment que tout va bien, les consommateurs ont peur de manquer de métal rouge, d'autant plus qu'un autre mouvement de grève se profile aux États-Unis sur le site de Chino, exploité par Phelps Dodge.

Pour finir, ces baisses prévisibles de livraisons sont doublées par la faiblesse des réserves du LME : en un an, elles ont fondu de plus de moitié pour ne s'élever, en ce début mai, qu'à 145 700 tonnes. Il ne faut donc sans doute pas s'attendre tout de suite à un fléchissement des prix.

Carole Petit

TOKYO INDICE NIKKEI	NEW YORK DOW JONES	PARIS CAC 40	LONDRES FT 100	FRANCFORT DAX 30
↑ + 4,85%	↑ + 4,93%	↑ + 4,69%	↑ + 1,97%	↑ + 2,46%
18 514,75 points	7 071,20 points	2 655,31 points	4 435,60 points	3 460,37 points

سكذ من لامل

AUJOURD'HUI

LE MONDE / DIMANCHE 4 - LUNDI 5 MAI 1997

ÉCHECS Le champion du monde Garry Kasparov affronte, du 3 au 11 mai à New York, le super-ordinateur mis au point par les chercheurs d'IBM, pour la revanche du match de

1996, qui avait vu le représentant de l'espèce humaine l'emporter par 4 points à 2. **LE JOUEUR RUSSE**, qui reconnaît la puissance de calcul permettra un jour à un pro-

gramme de battre les meilleurs grands maîtres, pense cependant encore être capable de gagner ce match, doté d'une bourse de plus de 6 millions de dollars, dont 4 millions

iront au vainqueur. **LA MACHINE**, Deeper Blue, est deux fois plus rapide que sa version de 1996, et les informaticiens d'IBM, conseillés par l'ancien champion des États-Unis

Joel Benjamin, ont mis l'accent sur une meilleure « compréhension » de la position et une meilleure évaluation du potentiel des pièces à chaque instant de la partie.

Garry Kasparov défend à nouveau l'« Homo sapiens » face à un super-ordinateur

Deeper Blue est deux fois plus rapide que la génération précédente, qui avait donné du fil à retordre au champion russe en février 1996. Depuis, ses concepteurs ont tâché de lui faire mieux « comprendre » les subtilités du jeu

NEW YORK

de notre envoyé spécial. Et si cet homme génial qui ne doute pas de sa propre valeur était gagné par l'incertitude ? Si, dans cette formidable mécanique intellectuelle soutenue par un ego tout aussi surdéveloppé, un soupçon en forme de grain de sable s'était, pour la première fois, introduit ? « Perdre » : mot jusqu'à-ban du vocabulaire de Garry Kasparov, dont l'évocation déclençait à coup sûr la mauvaise humeur du maître, mais qu'il ne refusait plus, à la veille d'un match à tous égards historique, d'employer, pour aussitôt le balayer : « Je n'ai jamais perdu ». Pourtant, si d'adversaire le monstre froid, Deeper Blue, devait prendre l'avantage ? « Si je perds », il faudrait organiser un nouveau match, celui-là selon des « conditions plus équitables ».

Voilà l'idée, le concept, sont là, le temps d'une discussion, s'incarne, alors même que l'humanité tout entière (selon certains commentaires en vogue) attend de son champion, Garry Kasparov, qu'il confirme la supériorité de l'intelligence humaine sur l'ordinateur ? Impossible, ou alors le résultat d'un sort injuste, de dés pipés.

Car Deeper Blue possède, selon le champion russe qui reconnaît, jeudi 1^{er} mai, quelques journalistes, un avantage considérable : dans sa prodigieuse mémoire, toutes les parties jouées par le champion russe (et par d'autres grands maîtres) ont été intégrées. C'est en partie grâce à cette connaissance approfondie des échecs que le Deep Blue Team, dirigé par Chung-Jen Tan, compte prendre sa revanche. D'où l'humour de Garry Kasparov : « Moi, je suis dans une obscurité absolue : le secret sur les parties jouées par mon adversaire a été mieux gardé que les informations les plus confidentielles du Pentagone, je n'ai eu aucune information ! ». Chung-Jen Tan a balayé, avec le même aplomb, ces objections : « Si vous pensez que ce n'est pas juste, réfléchissez à l'expérience de Garry. Nous, nous n'avons eu qu'un an pour nous préparer... ».

« **ÉNORME RESPONSABILITÉ** ». Pas seulement : niée par la plupart des experts il y a moins de vingt ans, l'idée selon laquelle l'ordinateur pourra un jour imposer sa prééminence sur le cerveau humain dans le domaine des échecs est maintenant largement admise, au moins théoriquement. Garry Kasparov lui-même ne le nie pas. Tout ou tard, explique-t-il, Deep Blue et ses descendants battront régulièrement les champions d'échecs. Simplement, leur suprématie ne sera pas établie à coup sûr : « Il y aura des jours où l'homme vaincra la machine ».

Le champion du monde ne nie pas que ce match concerne « la grande question du XXI^e siècle », et il a conscience de l'« énorme responsabilité » qui pèse sur ses épaules : dame, plus d'un milliard d'hommes attendent le verdict qui sera prononcé le 11 mai à New York ! Mais il est vain de nier l'inéluctable : presque toutes les créations de la nature pouvant être « expliquées par des nombres », mieux vaut se servir de l'irrésistible progression de la science informatique. Garry Kasparov s'entraîne assidûment avec des ordinateurs - pas

seulement depuis le défi lancé au monstre d'IBM -, et il n'est pas hostile à l'idée qu'un jour un duel de grands maîtres puisse se dérouler avec l'assistance technique d'ordinateurs. A eux les calculs « stupides », aux joueurs la géniale créativité.

Une telle vision a de quoi faire frémir certains puristes, notamment russes, qui dénoncent déjà le pacte iconoclaste conclu entre Garry Kasparov et IBM, puisque c'est l'« intégrité » même du jeu des échecs, son « identité », qui seraient ainsi ba-

foûtes. L'homme, qui se dit « plus populaire encore » en Russie que dans les pays occidentaux, a la cure de ce combat d'arrière-garde, et il n'éprouve aucun complexe s'agissant du « business » que représente - aussi - le monde des échecs. Celui-ci est « foncièrement conservateur », explique-t-il, et il faut « du temps aux gens pour s'adapter aux changements ». Fataliste et curieusement poète, il ajoute : « Même si vous n'avez pas le vent, il souffle, et vous n'y pouvez rien ».

Garry Kasparov s'impose depuis

près de deux mois une discipline intellectuelle et physique rigoureuse. Pour lui, le sport n'est qu'un moyen d'aérer l'intellect, et non une détente. Son talon d'Achille, c'est en effet la perte de concentration, une faiblesse humaine que l'ordinateur ne connaît pas. Tout peut y contribuer : « Le mauvais temps, une conversation désagréable, le plus petit facteur peut se révéler crucial ». Mais c'est aussi ce facteur humain qui peut lui donner la victoire : forcer Deep Blue dans un cas de figure qui échappe à toute rationalisation mathématique, lui faire quitter le terrain de la pure logique, l'entraîner dans des situations comédiennes, bref lui créer un environnement qu'il ne « comprend » pas.

Et jouer aussi avec l'instinct, puiser dans l'intuition : l'ordinateur ne « sent » pas les choses, il n'éprouve aucune peur salvatrice, il n'est pas armé de ce « supplément d'âme », la rage de vaincre. Celle-ci fera-t-elle, une nouvelle fois, la différence ? Poser cette question à Garry Kasparov, c'est s'offrir un froncement de sourcils : le doute, déjà, s'est évaporé. Et puis l'homme qui « conseille régulièrement » le général Alexandre Lebed d'autres cordes à son arc, et bien des ambitions. Politiques ? « Si je peux faire la différence, pourquoi pas ? ».

Laurent Zecchini

Six parties

Comme lors du match de 1996, six parties seront jouées les 3, 4, 6, 7, 10 et 11 mai. Garry Kasparov a tiré les Blancs pour la première partie. La rencontre a lieu à l'Equitable Center de New York, sur la Septième Avenue.

● Cadence de jeu : chaque joueur dispose de deux heures pour effectuer ses quarante premiers coups. Il doit jouer ses vingt coups suivants en une heure. Ensuite, les deux adversaires ont chacun une demi-heure pour terminer la partie. Celle-ci ne peut donc durer que sept heures maximum.

● Prix : le vainqueur touchera la somme de 700 000 dollars (environ 4 millions de francs), tandis que le perdant se contentera de 400 000 dollars (2,3 millions de francs).

Le principal atout de la machine réside dans sa force brute

LA SCÈNE a eu lieu il y a quelques semaines au centre de recherches d'IBM Thomas J. Watson, situé à Yorktown Heights (État de New York). Nous en sommes au seizième coup de la partie. L'ouverture vient d'être révisée, telle qu'elle est consignée dans les livres. D'un côté de l'échiquier, Deep Blue, 50 à 100 milliards de coups analysés en trois minutes. De l'autre, la nouvelle génération, surnommée « Deeper (plus profond) Blue ». Celui-ci « réfléchit » et sort un coup inédit, 14. Dans la salle, le grand maître Joel Benjamin murmure : « Ce coup est spécial ». Après la défaite de Deep Blue face à Garry Kasparov en février 1996, cet ancien champion des États-Unis a passé un an à aider les informaticiens d'IBM à évaluer des milliers de positions, afin de mieux faire « comprendre » au programme les sub-

tilités du jeu d'échecs. Dix-huit coup après ce 14, Deep Blue abandonne. Son héritier est prêt au combat.

L'architecture de la machine n'a pas changé depuis 1996 : un superordinateur RS/6000 SP équipé de 256 microprocesseurs travaillant en parallèle. Mais cette dernière version du SP est déjà deux fois plus puissante que celle qui nourrissait Deep Blue en calculs. La nouvelle machine est capable d'analyser 100 à 200 milliards de positions en trois minutes, le temps moyen pour jouer un coup lors d'une classique partie d'échecs.

En réalité, le bébé d'IBM ne joue pas et ne fait pas le moins du monde appel à une forme d'intelligence. Avec ses 1400 kilos, le « tas de ferraille » - comme les amateurs d'échecs surnommement les ordinateurs - compte, recompte et attribue des valeurs aux variantes. En schématisant, pour lui, un pion vaut un point, un cavalier et un fou trois points, une tour cinq points et une dame neuf points. Mais voilà, ces valeurs connues par tout joueur peuvent changer au cours de la partie, et ces infimes évolutions sont difficilement quantifiables. Comme l'explique Feng-Hsiung Hsu, chercheur à l'origine du programme, « l'année dernière, la machine était à peine terminée au moment du match. Nous n'avions pas eu assez de temps pour la préparer et ne lui avions donné que ce qui était important de savoir pour jouer. Depuis, nous avons envoyé l'ordinateur à l'école des échecs, en lui apprenant toutes les ficelles du jeu ».

En 1996, Deep Blue avait beau connaître par cœur les parties qui se sont disputées depuis le début du siècle - et donc celles de Garry Kasparov -, il

était à peine capable d'en tirer des leçons. Les chercheurs d'IBM ont donc amélioré sa fonction d'évaluation qui lui permet de « comprendre » et de mieux noter les positions, sachant que le principal atout de la machine, hormis le fait de n'être jamais fatiguée, jamais impressionnable, jamais de mauvaise humeur, réside dans sa force brute. Là où l'expérience d'un Kasparov lui fait sélectionner une poignée de variantes à fin d'analyses, Deep Blue scrute les soixante-quatre cases de l'échiquier et calcule tout ce qui lui est possible de calculer. Un algorithme de recherche lui permet d'économiser ses forces en lui évitant de se fourvoyer dans des variantes aberrantes, mais le programme manque de finesse.

Gheorge Muresan, un géant à Washington

ATLANTA

La capitale des États-Unis n'a plus honte de son basket. Elle n'ose pas encore manifester sa fierté mais Washington a cessé de se cacher dans l'ombre au moment où le pays aime suspendre ses regards au fillet troué d'un panier de métal. Son équipe de NBA, les Bullets, a poussé cette année la porte des « play-off », la phase finale du championnat professionnel. Leur élimination, mercredi 30 avril, par les Chicago Bulls n'y changera rien : le premier pas dans la place a été accompli. Les Bullets le doivent, en partie, à un géant au sourire d'enfant, élevé en Roumanie mais découvert en France, sur le parquet du club de Pau-Orthez.

Son nom : Gheorge Muresan. Signe particulier : sa taille, 230 centimètres. De quoi en faire le plus grand joueur de NBA. Un géant, au sens littéral du terme. A ses débuts sur le sol américain, à l'automne 1993, après une saison dans le championnat de France, sa démarche incertaine et ses regards encore farouches ne reconnaissent souvent que moqueries et scepticisme. « Les gens doutaient qu'il puisse jouer un vrai rôle dans le championnat », se souvient Bill Sweek, son agent. On le jugeait trop lent et pas assez technique. » Les chiffres ont fini par effacer jusqu'aux derniers soupçons.

Encore un sourire et voilà notre géant qui s'excuse presque de ne pouvoir répondre mieux à toutes ces marques d'affection. « Les gens ont envie de me parler, dit-il de sa grosse voix. Mais mon anglais est insuffisant pour que je puisse leur répondre. » Cet obstacle n'a pas perturbé les producteurs hollywoodiens qui ont fait le voyage vers Washington. Depuis, il se raconte autour du terrain des Bullets que « Big George » pourrait débiter à l'écran. Il jouera un colosse aux gestes souvent maladroits, mais au sourire tellement large que le public finira pas succomber à son charme. Un beau rôle, donc.

Concert Acoustique d'un Soir



ROGER HODGSON

l'ex-Supertramp

RTL

LUNDI 5 MAI

22H15

Présentation : FRANCIS ZÉGUT

Pluie de parfums pour l'été

Moins de transparence, plus de saveurs fruitées, les nouveautés des parfumeurs répondent au goût persistant des consommateurs pour des senteurs prononcées et extraverties

LA PARFUMERIE serait-elle enfin sauvée des « eaux » ? Perceptible dès l'hiver, la décadence s'accroît cet été. Aucune grande « eau fraîche » n'est venue prendre la relève d'Escape (Calvin Klein), de l'Eau d'Issey (Issey Miyake), de l'Acqua di Giò (Armani), ou de quelque autre de ces épigones de l'eau de Cologne, messagères limpides du retour à l'essence, qui ondoient jusqu'à l'an dernier dans l'univers des senteurs.

Non que les eaux soient taries : elles murmurent un autre discours. Les « eaux douces », qui évacuent cet excipient alcoolique dont les bronzes craignent qu'il ne tache leur peau, sont des produits « opportunistes », liés à l'univers de la beauté et aux envies estivales de légèreté : dans le sillage de l'Eau dynamisante, de Clarins, qui fête aujourd'hui ses dix ans, sont apparues, entre autres, l'Eau belle d'Azzaro, le Boucheron « Ligne Bague » sans alcool, l'Eau de Paradis sans alcool (Cacharel) et le nouveau Pastel de Cabotine (Grès), qui limite son taux d'alcool à 30 %.

Les nouvelles Eaux de Caron fraîche et Eau d'orange verte (Hermès) se contentent de moderniser les belles et anciennes « Cologne » de ces maisons respectives. A cent lieues de la transparence zen jadis prônée par les eaux fraîches, Fleur d'Eau, de Rochas, laisse s'écouler une pétillance fruitée. Le nouveau Claire de Niliang (Lalique) s'acidule de kumquats, se pimente de poivre vert. Quant à l'Eau de Varèse (Stendhal), sa « fraîcheur cristalline » n'exclut pas les tonalités vibrantes du freesia et du magnolia.

Dès 1996, la profession préparait un retour aux voluptés des « vrais parfums », enveloppants et généreux. Les consommateurs les ont sortis du purgatoire. Pour 1996, les trente meilleures ventes de la chaîne Marie-Jeanne Godard - qui groupe une centaine

de parfumeries - ne comptent que quatre eaux fraîches, aux réputations par ailleurs établies : O de Lancôme, Eau sauvage de Dior et l'Eau de Rochas pour homme ou pour femme.

Le premier trimestre a confirmé la tendance avec l'ascension du capiteux Paris (Yves Saint Laurent) et celle, plus inattendue, de cet Opium d'Yves Saint Laurent, dont se régalaient les années 70 finissantes. Si aucun nouvel oriental lourd n'est pour l'instant sorti des éprouvettes (à l'exception notable de l'exquis Camélia chinois de Jean Laporte), les parfumeurs en explorent les territoires proches.

En premier lieu, la gourmandise. Thé (dans l'Eau de Bulgari, qui sort aujourd'hui en version concentrée), légumes (tomate, dans Les Belles de Nina Ricci) et fruits (pomme, ananas, figue, raisin, prune dans Que viva d'Escada, abricot-pêche dans le nouveau Folie de saisons d'Yves Rocher...) ne sont pas seuls à rendre des couleurs aux Jones pâles par le minimalisme des eaux fraîches. Les saveurs de l'enfance, qui pointaient dans le parfum de Jean-Paul Gaultier (Fleur d'orange vert, anti), ont éclaté dans A Men, parfum pour homme de Thierry Mugler, ruisselant de chocolat, de vanille, de menthe et de caramel.

Pou d'Elle, le dernier-né de Ted Lapidus, affiche un nectar de pêche sur fond de vanille et de praline. De ce repli, un rien régressif, sur « le vert paradis des amours enfantines », Lolita Lempicka donne aujourd'hui une version adolescente. Pour la stylisme culte des branchées de la décennie précédente, Annick Menardo, de Firmenich, a enfermé dans un flacon-pomme à émaux le sillage discret d'une ingénue provocatrice : réglisse, bonbons à la violette, rondeurs de grôles.

Mais les dissolutions, le plus souvent, s'en tiennent là. Promis sans doute à un grand succès (son

lancement coûte 30 millions de dollars), le nouveau CK Be du chanteur de la mixité, Calvin Klein, reste seul à promouvoir un « jus » sensuel, autant que consensuel (agrumes, pêche, épices blanches, magnolia). En cette ère chaste, où bien des femmes au seuil de la vingtaine voient le comble de la sensualité dans « un champ de blé qui ondule au vent », le Parfum d'été de Kenzo se propose de restituer la « caresse d'un vent chaleureux et des flots de daceur », à travers un bouquet de roses, de jasmin, de pivoine, de freesia, etc., qui doit conférer aux femmes, d'après le président des Parfums Kenzo, Pierre Broc, « un sentiment de confort et d'affirmation de soi ».

Une démarche assez proche de celle d'Organza, le grand parfum lancé l'hiver dernier par Givenchy et qui caracole sur les crêtes des sondages. Résumé par Françoise Donche, l'une de ses conceptrices, comme « la caresse d'une brise tiède qui vous enveloppe dans la nuit », ce crescendo de chèvrefeuille, de gardenia, d'ylang-ylang et d'épices, à la fois limpide et chamois, et profond comme un



Amour (Annick Goutal) tendaient déjà aux femmes le miroir d'une féminité douce, affectueuse, à nouveau sûre de sa séduction. Tendresse, caresse, amour, suavi-

Pour 1996, les trente meilleures ventes d'une chaîne qui groupe une centaine de parfumeries ne comptent que quatre eaux fraîches, aux réputations par ailleurs établies

ré, incarne une nouvelle silhouette qui conjuguerait la pureté des « eaux », le baroque des « orientaux » et l'immédiateté des « gourmands ». Dans l'intention de récupérer, pour son seul épanouissement personnel, une part de féminité que le spiritualisme ambiant aurait conduite à négliger.

A Noël, les voluptés de Grand

té : ces vocables rassurants qui invitent chacune à réveiller paisiblement sa féminité font désormais florès dans la parfumerie.

Mais cette créature à la fois céleste et terrienne, épanouie et mystérieuse, n'est pas exclusive d'idées plus élitistes. Le 5^e Avenue d'Elizabeth Arden s'adresse aux « femmes qui ont leur propre

style : impertinent, audacieux et inimitable », en l'occurrence les New-Yorkaises fantasques et cosues. Enfermé dans un flacon-gratte-cièl, ce floral-épice-ambroisie de pouvoir. Dans le même univers de luxe, le dernier-né de Gucci est nettement plus incisif. Envy (« jalouse », en anglais) se voit le reflet de la mode maison créée par Tom Ford, dont les modèles présumés affolent les fashion-victims. Parfum floral (à l'instar de plus de la moitié des nouveautés), il s'annonce par une verdure fusante et vigoureuse, qui doit beaucoup à la fleur de vigne, pour s'éteindre ensuite de jacinthe et de magnolia.

Loin de faire les yeux doux à sa propriétaire, le flacon d'Envy s'impose comme un objet à part entière, vertical et minimal. En regard, la complexité insinuante de ses rivaux paraît bien consensuelle.

Jacques Brunel

Au parc de Saint-Cloud, vingt-trois jardins qui sentent bon

DU 29 MAI au 2 juin, au parc de Saint-Cloud, les visiteurs de l'Art du jardin - 80 000 personnes sont attendues - devraient découvrir, parmi vingt-trois autres jardins personnalisés, les créations paysagères patronnées par Clarins, les parfums Cacharel, les parfums Lolita Lempicka et Yves Rocher. La tradition avait été inaugurée, il y a deux ans, par Guerlain, qui préfère, cette saison, présenter ses créations au château du Lude, en Indre-et-Loire (Week-end des Jardins, du 31 mai au 1^{er} juin), et continuée l'an dernier par Kenzo et Yves Saint Laurent.

Non seulement les parfums naissent naturellement de la botanique, mais les stylistes et couturiers qui les griffent enluminent souvent leur mode avec les formes et les couleurs du monde végétal. Gabrielle Chanel piquait des gardenias sur le revers de ses tailleurs. Christian Dior, qui prit le muguet pour emblème, cultivait un jardin à Granville. Yves Saint Laurent s'est pris d'affection pour le lys Casablanca. Hubert de Givenchy, qu'on a vu patronner la restauration du Potager du Roi, à Versailles, conle des jours heureux dans son jardin de roses, à Roquebrune. Les fleurs inspirent aussi Kenzo, et les fleurs Cacharel. Quant au jeune chausseur Christian Louboutin, il leur emprunte les teintes de ses escarpins. Liste non close.

OBSESSION FLORALE

An parc de Saint-Cloud, les jardins des quatre parfumeries obéissent à des logiques et à des formes très diverses. Partenaires officiels de la manifestation, les Parfums Cacharel ont choisi par concours une jeune paysagiste inconnue, Sonia Laage, qui se propose d'illustrer l'obsession florale de la marque par un véritable « jardin-fleur » de 300 mètres carrés, tout en courbes et trompe-l'œil. Couleurs fraîches, transparentes et saturées d'eau : les roses trémières devraient y répondre aux lys, et les feuilles vert et blanc des cornouillers aux fleurs jaunes et bleues des pieds d'alouettes.

Le jardin de Lolita Lempicka, lui, devra épauler le lancement d'un premier parfum. Plutôt que d'en présenter les essences, Michel Charrler, le directeur artistique, a opté pour une proposition allégorique : le cœur du parfum sera peint sur la tente. D'autres accessoires gracieux (plancher peint façon « tapis persan », grilles et treilles en fer forgé, cage à oiseaux) devraient donner un air intimiste et baroque à ce bosquet d'épaves trophées, fleuri de roses odorantes et de simples espèces champêtres (campanules, digitales, sarriettes, sauges bleues).

Animé par le même motif - le lancement d'un nouveau parfum, Fleur d'Eau - Yves Rocher privilégie, à l'inverse, la reconstitution d'un « millieu » naturel vivant : 200 mètres carrés de tourbières et de marais. Les odeurs seront de la partie, les coissements aussi. C'est en paysagiste chevronné qu'Alain Richier célébrera, pour Clarins, les dix ans de l'Eau Dynamisante. Si le choix des essences n'est à ce jour pas arrêté, on sait déjà que l'eau, présentée sous forme dynamique, en sera la principale héroïne. Nul doute que les visiteurs n'en reviennent avec le teint plus frais.

J. B.

Martin Margiela signera chez Hermès le prêt-à-porter féminin

Les noces d'un géant du luxe et d'un franc-tireur de l'avant-garde anversoise

EN 1990, le styliste anversois Martin Margiela présentait dans un terrain vague, sur des silhouettes amaigris, bustiers de plâtre et T-shirts en sacs-poubelle. Deux ans après l'ouverture de sa maison à Paris, un style était né, fixant, au-delà de la caricature, les images de la crise en réaction aux poupées fluo de l'Amérique des années 80.

La bulle économique ayant éclaté, les seins, les robes, tout se dégonflait. Les limousines des Américains se garaient dans la boue. Tissus bouillis, feutrés, effilochés, soutanes recyclées en pardessus, jupes du marché aux puces et frêle-godolites allaient consacrer l'avènement du misérabilisme européen faisant écho au puritanisme grunge des Américains.

Blague médiatique ? La nouvelle est désormais officielle. Le 29 avril, on apprenait par un communiqué que la maison Hermès avait signé un accord de collaboration avec Martin Margiela. « Il est excitant pour moi d'avoir le moyen d'exprimer certains aspects de ma vision à travers le respect que j'éprouve pour une maison de traditions, de qualité et de haute technicité telle qu'Hermès », déclare Martin Margiela, quarante ans. Cet accord porte sur le prêt-à-porter féminin, dont la prochaine collection, signée Margiela, sera présentée en mars 1998 (automne-hiver 1998-1999).

Margiela prendra ses fonctions en septembre dans le faubourg Saint-Honoré au sein d'un empire de plus de 4 milliards de francs, associé au luxe et au savoir-faire français. Une semaine après la nomination

de Stella Mc Cartney (agée de vingt-trois ans) chez Chloé, et dans le ballet de rumeurs qui précèdent d'éventuelles nominations chez Loewe, Balenciaga, Cerruti, Balmain, cette arrivée confirme les paris pris des gestionnaires du luxe à Paris, entraînés par leurs épouses à faire des sacs pour résister aux Italiens et par leurs filles à s'ouvrir et à traquer l'avant-garde. Comme si les caprices de l'argent rachetaient quelques décennies d'indifférence.

Une course initiée par Bernard Arnault, puissant patron de LVMH, qui n'a jamais autant été fêlée dans la presse américaine que depuis la nomination de John Galliano comme directeur artistique chez Dior et celle d'Alexander McQueen, le « pitbull » de la haute couture, chez Givenchy.

Ancien assistant de Jean-Paul Gaultier, Martin Margiela a toujours laissé croire qu'il dénonçait une certaine image de la bourgeoisie. Il a par exemple essayé de casser le système des présentations sur lequel repose toute l'industrie de la mode. Ses défilés dans une station de métro désaffectée éclairée aux cierges, ses vêtements étiquetés d'un simple rectangle blanc ont fait de lui le gourou invisible des intégristes du style, bien décidés à épurer la mode de tous ses « mensonges » et de tous ses péchés : l'artifice, la parure, le maquillage, les bijoux.

As du marketing, l'Américain Calvin Klein a été le premier à récupérer habilement l'aura Margiela, à travers ses campagnes publicitaires notamment, dont la

dernière, pour le parfum en goude noire CK be, célèbre Kate Moss en militante de l'authenticité déchaînée.

Martin Margiela, dont la société ne réalise que 30 millions de francs de chiffre d'affaires, n'a jamais exploité quant à lui, du moins de cette manière, son don de visionnaire. Il a peaufiné ce rôle dans lequel la vieille Europe aime à voir ses artistes depuis le XIX^e siècle : inaccessibles et solitaires. Il refuse de se faire photographier.

L'ancien assistant de Jean-Paul Gaultier a toujours laissé croire qu'il dénonçait une certaine image de la bourgeoisie

En 1994, six ans après la création de sa maison, il organisait une rétrospective de ses modèles, tous teints en gris. En octobre 1996, son équipe, invariablement habillée de blouses d'infirmières, présentait sa collection dans son atelier-hanger de Belleville fleuri de tournesols artificiels.

A partir de juin et pour onze semaines, le Musée Boijmans Van Beuningen lui consacra sa première exposition personnelle,

faisant suite à son installation lors de la première Biennale de l'art et de la mode à Florence en septembre 1996.

Toutefois, Hermès ne prend pas de risques démesurés. Si le prêt-à-porter a augmenté de 23 % en 1996, ce secteur ne représente que 13 % du chiffre d'affaires total de la maison. Martin Margiela ne sera pas complètement seul. Il est prévu qu'un autre styliste, Thomas Maier, « continue d'apporter ses connaissances », Martin Margiela, également consultant pour deux autres maisons (italiennes) gardera, lui, son indépendance, contrairement à John Galliano dont la maison dépend aujourd'hui de Dior.

La publication des bans intervient au moment où Martin Margiela a entamé une nouvelle étape dans son travail, rompant avec des années de déconstruction pour préférer à celle-ci la logique de l'achèvement. Des robes « création de Paris » bâties d'après les corps de mannequins d'ancien Stockman l'ont révélé comme le technicien d'un recommencement. C'est sans doute cette image qui a impressionné Jean-Louis Dumas, PDG d'Hermès, bien plus sensible que les nouveaux financiers parisiens à l'artisanat. Reste le sens du beau dont la maison tire sa vraie noblesse, liée d'abord à un métier, celui de scier, à des hommes, à une histoire, à une mémoire, une identité inspirée de l'art du voyage et du luxe du sport et à laquelle ce mariage arrangé ne saurait en aucun cas se substituer.

Laurence Benaim

ESPACE
BOU
TIQUES

Bexley
EMBAUCHONS en libre service
LOAFER DOUBLE COUTURE
Couture américaine, nouvelle collection
Horaires d'ouverture des magasins : 10 h à 19 h - 4077
http://www.bexley.fr
BEXLEY VPC 20, rue Lamourin - 92001 Levallois - 01 47 70 30 40 16

NON IMPER
Tous un monde de peintures, impressions, peints dans un univers de couleurs : Aquapaint, Baroque, Châteauesque, Renaissance, etc.
61 rue du Faubourg Saint-Hippolyte 75003 Paris
70 Avenue des Ternes 75017 Paris
Tél : 01 48 24 46 98 et 01 43 72 18 64

PARMI LES CHOISIS
VENDRE AUX PARTI COULERS
MATÉLAS & SOMMIERS
CANAPES, SALONS, CLIC-CLAC
Cuir ou tissu
Stress, cuir, tissu, etc.
Vente par téléphone possible
01 42 02 71 00 ouvert 24/7

Retrouvez chaque semaine la rubrique ESPACES BOUTIQUES renseignements au : 01.42.17.39.41 (Fax : 01.42.17.39.25)

مركز من لاجل

Claude Lemoine

farce de Molière en respectant le texte et en donnant toute latitude aux comédiens pour faire éclater leur plaisir de jouer. Et de faire rire avec des scènes d'anthologie.

Le couple le plus célèbre du Théâtre français triomphe en montant pour la première fois un classique. Leurs « *Précieuses ridicules* », créées au Théâtre national de Bretagne, à Rennes, réhabilitent le grand comique délaissé

Briette Salino

**Propos recueillis par
Brigitte Salario**

"GRAND JURY"
RTL & Monde

**LAURENT
FABIUS**

ANNEE 1980
SAB-PEPPI LAFRANCE
N° 1
N° 2
N° 3
N° 4
N° 5
N° 6
N° 7
N° 8
N° 9
N° 10
N° 11
N° 12
N° 13
N° 14
N° 15
N° 16
N° 17
N° 18
N° 19
N° 20
N° 21
N° 22
N° 23
N° 24
N° 25
N° 26
N° 27
N° 28
N° 29
N° 30
N° 31
N° 32
N° 33
N° 34
N° 35
N° 36
N° 37
N° 38
N° 39
N° 40
N° 41
N° 42
N° 43
N° 44
N° 45
N° 46
N° 47
N° 48
N° 49
N° 50
N° 51
N° 52
N° 53
N° 54
N° 55
N° 56
N° 57
N° 58
N° 59
N° 60
N° 61
N° 62
N° 63
N° 64
N° 65
N° 66
N° 67
N° 68
N° 69
N° 70
N° 71
N° 72
N° 73
N° 74
N° 75
N° 76
N° 77
N° 78
N° 79
N° 80
N° 81
N° 82
N° 83
N° 84
N° 85
N° 86
N° 87
N° 88
N° 89
N° 90
N° 91
N° 92
N° 93
N° 94
N° 95
N° 96
N° 97
N° 98
N° 99
N° 100

RTL

1980
DIRECTOR GENERAL

هكذا من الأصل

Christophe Miossec, chanteur de l'altercation intime

Trois ans après y avoir fait ses débuts, le Breton est revenu au Vauban, à Brest, où il a fêté la sortie de son deuxième album, « Baiser ». Il y évoque, à la première personne et avec cruauté, les relations amoureuses

C'est dans la salle de bal du Vauban, un hôtel-restaurant de Brest, que le chanteur Christophe Miossec a fait ses premiers pas. Ancien étudiant en lettres, diplômé de science-politiques, né chez Gallimard, ré-

dacteur d'annonces pour TF1, correspondant à Ouest-France puis journaliste à la Réunion, le Brestois avait eu l'envie irrésistible de laisser une trace, qui devait se traduire par des chansons viscérales. Le 22 avril, il fêtait

au Vauban la sortie de son deuxième album, « Baiser », avec une formation étoffée : outre le guitariste Guillaume Jouan, on y entend le bassiste Christophe Le Bris, le violoniste Olivier Mellano et le batteur Yves André Le-

feuvre. Dans « Baiser », qui succède à « Boire », celui que l'on place souvent aux côtés de Dominique A ou Silvain Vanot comme responsable d'un renouvellement de la chanson française, évoque les relations amoureuses.

17,2 millions de francs pour la collection Anderson

LA COLLECTION de photographies des années 20 ayant appartenu à Helene Anderson (1891-1970), une énigmatique Allemande, a été vendue, vendredi 2 mai à Londres par Sotheby's (Le Monde du 3 mai).

Le succès a dépassé toutes les prévisions : les deux cent vingt et un lots, estimés 10 millions de francs ont atteint 17,2 millions de francs (1,8 millions de livres). Weston a été le champion de la vente avec deux images - Shells (coquillages, 1927) et Fragment (détail de nu, 1927) - qui ont atteint chacune 100 000 livres (950 000 francs). Toujours de Weston, un autre coquillage de 1927 a été vendu 741 000 francs. Signalons encore Chat, de Umbo (589 000 francs), L'œil de Lotte (1928), de Max Burchartz (570 000 francs), un moûtage de Lissitzky (SS 000 francs), un collage de Moholy-Nagy (400 000 francs).

Par ailleurs deux photographes de Mao Ray ont avoisiné les 400 000 francs. Blossfeld, Werthoff, Renger-Patzsch, Petschow, Krull, Scheel, ont également dépassé les 100 000 francs. Ces résultats font de cette vente l'une des plus spectaculaires de l'histoire de la photographie.

Stéphane Davet

Molière à bout

Le 10 mai, à 20 heures, au Grand Théâtre de Bordeaux, la Compagnie de la Molière à bout présente « Le Misanthrope » de Molière.

Le 10 mai, à 20 heures, au Grand Théâtre de Bordeaux, la Compagnie de la Molière à bout présente « Le Misanthrope » de Molière. Le 10 mai, à 20 heures, au Grand Théâtre de Bordeaux, la Compagnie de la Molière à bout présente « Le Misanthrope » de Molière. Le 10 mai, à 20 heures, au Grand Théâtre de Bordeaux, la Compagnie de la Molière à bout présente « Le Misanthrope » de Molière.

HÔTEL-RESTAURANT, dont le charme dénotait réchauffe la grisaille brestoise, le Vauban possède aussi une petite salle de bal qui accueille les flâneurs depuis des décennies. Le rock y a aussi sa place. Il y a moins de trois ans, Christophe Miossec, chanteur local et jeune premier trentenaire, y faisait bruyamment ses classes. Ses mots érudits « tant la bière et l'animal », son ironie fracturée, le minimalisme quasi punk de son accompagnement ont depuis fait leur chemin. En 1995, « Boire », son premier album, révélait les frustrations d'un chanteur dont le public (90 000 exemplaires vendus à ce jour) allait s'enticher. Le 22 avril, Miossec décidait de fêter en famille la sortie de « Baiser ».

Peinte de rouge et de bleu profonds, décorée de photos de stars d'un autre âge, la chaleureuse étrangeté de la salle du Vauban pourrait servir de décor à un film de David Lynch. S'il ne dédaigne pas les coups de gueule et le persiflage, le chanteur ne prend plus son public à l'abordage. Aux deux guitaristes d'origine s'est substituée une formation étoffée. La guitare de Guillaume Jouan fournit toujours l'essentiel de la trame, complétée d'un bassiste (Chris-

tophe Le Bris), d'un violoniste (Olivier Mellano) et d'un batteur (Yves André Lefeuve, ex-Complot Bronswick). Le groupe harmonise avec une finesse inattendue les mots crus de son chanteur. Miossec ne se contente plus de la violence du cri primal. Son verbe pourtant o'a rien cédé à la joliesse du raffinement. « Baiser » autant que « Boire » se descend au sec.

Quelques heures avant son concert, avec la gouaille d'un marin attablé devant trop de verres vides, le Brestois se rappelle ses errances. Nègre chez Gallimard, rédacteur d'annonces pour TF1, correspondant à Ouest-France puis journaliste surmené à la Réunion... Et à trente ans l'envie irrésistible de laisser une trace. Une urgence qui ne pouvait qu'enfanter des chansons viscérales.

« LE PREMIER JET » Petit-fils d'ouvrier de l'arsenal, fils de pompier, cet ancien étudiant en lettres, diplômé aussi de sciences politiques, retrouvera dans le déclin de sa ville la rudesse qui l'anime. Plus qu'un chanteur breton, Miossec est un chanteur brestois. « La culture brestoise n'est pas bretonne mais avirée », explique-t-il. Plus proche en cela d'une ville comme Liverpool.

Le flot charnel des rimes

Dans « Baiser », deuxième album du chanteur Christophe Miossec, violon, basse, batterie, mais aussi hanjo et une lame de cimeter accablent les trouvailles mélodiques de Guillaume Jouan. Le chanteur résiste souvent à ces tentatives de séduction. Son réalisme, sa cruauté et son autodérision prévalent les scansion aux harmonies et l'on est saisi par le flot charnel de ses rimes. Il est sans doute le seul en France à déshabiller aussi crûment les impasses amoureuses : « Mais si ma bite et mon cœur font grève, je peux très bien me toucher. Et si ma langue traîne par terre, je peux très bien l'avaler, car tu es loin et moi je crève de ne pouvoir te baiser » (La Fidélité). Le Brestois ne devrait cependant rien craindre des mélodies. Quand il ose le minime, son timbre rigoureux s'attendrit en beauté.

* Baiser, 1 CD MAS BIAS351 CD.

Nos ancêtres les Francs, au Petit Palais

Une exposition sérieuse, austère et bien présentée

LES FRANCS, précurseurs de l'Europe, Petit Palais, avenue Winston Churchill, Paris 8. Tél. : 01-42-65-72-73. Jusqu'au 22 juin. Catalogue, Paris Musées éd., 144 p., 220 F.

Il faut toujours commencer par la légende. Celle des Francs a pris forme au XIX^e siècle, avec les romantiques. Nos lointains ancêtres, nous dit-on alors, sont des brutes sanguinaires dont l'Eglise a du mal à contenir les mauvais instincts. Excellent sujet pour peintres pompier. Evariste Luminais illustre une obscure révolution de palais mérovingien est accroché en bonne place dans le vestibule du Petit Palais. Son « Dernier Mérovingien », garrotté,

renfogné, se fait tondre par trois robustes moines. Introduction ironique : l'exposition, vouée d'Allemagne, balaye toute vision romantique.

Elle est consacrée aux « Francs précurseurs de l'Europe », pas à Pharamond ou Mérovée, ces souverains mythiques. Elle nous épargne aussi les querelles franco-françaises qui ont resurgi lors de la célébration de l'anniversaire du baptême de Clovis. Nos voisins d'outre-Rhin n'oublient pas que les Francs sont d'origine germanique.

LA « ROMANISATION » Que sait-on d'eux ? Les Romains en disent peu et les premiers Francs ne savaient pas écrire. Reste l'archéologie. C'est

sur elle qu'est fondée cette exposition sérieuse, austère, bien présentée. La plupart des vitrines sont ornées d'épées convoitables rongées par le temps, de pointes de lance, de baches, de bracelets, de colliers, de hribes d'équipements, d'outils divers... Quelques maquettes, des cartes, des plans et des grands panneaux expliquent d'où venaient ces populations.

Au III^e siècle, ils tiennent la frontière de l'Empire romain, au nord du Rhin. Peu à peu, il deviennent les auxiliaires de l'armée romaine, passent le fleuve, et s'installent de chaque côté de la Meuse. Ils se romanisent au contact des populations gallo-romaines. Le premier roi franc connu est aussi un général romain. Childéric I^{er}, mort vers 480, est enterré, avec ses bijoux et vingt et un chevaux de son haras, sous un tumulus, près de Tournai. Sa tombe sera découverte en 1653. La trouvaille fortuite fut relatée par l'inventeur, Châlet, qui grava soigneusement chaque pièce d'orfèvrerie. Ces dernières, déposées à la Bibliothèque nationale, ont été presque toutes volées en 1831.


LE RÔLE DE L'ÉCRITURE Très vite les Francs répudient ces rites barbares et se font enterrer dans les églises. Clovis, le fils de Childéric, assujettit presque toute la Gaule et se convertit. Pèlerinages et objets de piété se multiplient. La chaise de la reine Bathilde, fondatrice de l'abbaye de Chelles, révèle une tunique complète, brodée d'une grande croix pectorale, et quelques-uns des bijoux dont elle a peut-être fait le sacrifice. Contrairement aux idées reçues, l'écriture joue alors un rôle important dans cet univers, comme en témoignent chartes royales, lettres et sermons épiscopaux, recueils de lois, formulaires administratifs, testaments.

Plus concrète, la boîte à outils d'un forgeron ambulant est arrivée jusqu'à nous presque intacte. Les organisateurs de l'exposition ont représenté l'homme, qui devait aussi être un peu orfèvre, avec son âne, sur une grande toile peinte. Cette vision vient mettre un peu d'humanité dans ce déballage de sépultures. Mais est-ce la faute des archéologues si les Francs ne pensent pas assez à leurs lointains descendants du XX^e siècle finissant ? Tout le monde ne peut pas avoir la prévoyance des pharaons d'Égypte.

Emmanuel de Roux

Arte ciné
chaque lundi à 20.45

Kagemusha



Lundi 5 mai

20.45
Kagemusha
d'Akira Kurosawa.
Palme d'Or 1980

23.00
Quand passent les cigognes
de Mikhail Kalatozov.
Palme d'Or 1958

Arte Ciné
Chaque lundi à 20.45,
une grande soirée
cinéma avec
deux grands films.

3615 ARTE (1.295 F/m)
http://www.arte-tv.com

arte

"GRAND JURY"
RTL-Le Monde

LAURENT
FABIUS

ANIMÉ PAR
JEAN-PIERRE DEFRAIN
AVEC
MICHEL NOBLECOURT (LE MONDE)
ET
RICHARD ARZT (RTL)

DIMANCHE
18 H 30

RTL

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9

VAN DONGEN RETROUVE

1930-1992

1930-1992

1930-1992

1930-1992

1930-1992

1930-1992

1930-1992

1930-1992

1930-1992

1930-1992

1930-1992

1930-1992

1930-1992

FiFisc

par Pierre Georges

LA VIE D'ARTISTE ou les merveilleuses aventures fiscales de Fifi Abdou. Sachant qu'une danseuse du ventre se dispose d'un outil de travail. Que celui-ci, quoi que l'on en ait, ne s'améliore pas nécessairement en vieillissant. Qu'il subit, avec l'âge, une usure peu compatible avec l'amélioration des performances et, partant, des revenus. Qu'il convient donc, pour un fisc éclairé, de prendre en compte cette inéluctable et très humaine diminution des ressources et contorsions. Sachant tout cela, le Trésor public égyptien vient de prendre une mesure exemplaire : Fifi Abdou, la plus célèbre danseuse du Caire, s'est vu accorder une déduction d'impôt supplémentaire de 15 % pour « usure de son ventre ».

La nouvelle est fort sérieuse, car donnée par l'hebdomadaire gouvernemental *Al-Moussawar*. Et elle est de celles qui réjouissent tout particulièrement. Enfin, la sagesse parle. Enfin, il s'est trouvé quelqu'un d'assez subtil, ou d'assez réaliste, pour comprendre que le temps était cet implacable usurier qui peut, sans pitié, séparer pièces et main-d'œuvre. La preuve d'ailleurs, cet autre dégrèvement accordé par le fisc égyptien aux chanteurs. « Pour usure de la voix et veilles répétées la nuit », leurs revenus seront taxés à la baisse.

C'est admirable. Un Trésor public qui a la reconnaissance du corps et du ventre ! Inversée, cette théorie fumuse et fiscale qui voudrait que, plus il vieillit, plus le contribuable est performant, plus l'artisan est vélocité, plus le salarié est digne d'attention. Fifi Abdou est la revanche vivante d'une multitude de gens.

On pense ici aux carrelers usés jusqu'aux ménisques. Aux plombiers tout rouillés et aux doigts boudinés de fée. Aux vieux maçons ployant sous le parapet. Aux déménageurs vaincus par les pianos. Aux mécaniciens bons pour le passage au martinet. Bref, à tous ceux, et ils sont légion, qui, entre bruit, poussière, fumée, charges, effort physique, ont légué leur corps au travail. Corps de métiers, dit-on. Métier de corps plutôt. Du corps qui refuse, s'insurge, se révolte, s'use et en abuse, grince et freine. De ce corps, vieillesse ennemie, qui sait mais ne veut plus. Voudrait mais ne peut plus. Défiscalisons la vieillesse, ayons le fisc de nos arrières et articulations !

Où alors, partons à la retraite à vingt-huit ans. Comme le célèbre joueur de tennis allemand Michael Stich. Lui, ce n'est pas trop son ventre qui revendique son indépendance, mais son épaule. Plus rotatable, douloureuse, usée prématurément, en rupture de court comme de ban. L'épaule de Michael Stich, la droite car il est droitier, ne se considère plus en mesure d'assurer les revers du ménage. Elle fait sécession. Elle divorce. Elle ne veut plus servir, ni lifter, ni choper, ni cogner, ni smasher. Elle dénonce la pénibilité des cadences.

C'était pourtant, disent les connaisseurs, une belle épaule, saignante et de la meilleure constitution, une épaule de pré-salé façon herbe de Wimbledon. L'épaule, hélas, a lâché et tout est joué ! Michael Stich sera désormais un tout jeune homme à vieille épaule. On imagine le désespoir du fisc allemand !

Neuf des dix indépendantistes guyanais incarcérés en Martinique le resteront

Les juges de Fort-de-France ont confirmé l'ordonnance de mise en détention

CAYENNE

de notre envoyé spécial
Ceux qui insistent sur un geste de clemence à l'égard des militants indépendantistes guyanais incarcérés depuis la mi-avril en Martinique en attendant leur procès à Cayenne, ont été déçus. La chambre d'accusation de la cour d'appel de Fort-de-France a en effet confirmé, vendredi 2 mai, l'ordonnance de mise en détention prononcée contre cinq des détenus - parmi lesquels le porte-parole du Parti national populaire guyanais (PNPG), Alain Michel. Dans la foulée, les magistrats ont rejeté les demandes de mise en liberté déposées en référé par le syndicaliste Jean-Victor Castor, l'un des plus actifs dirigeants de l'Union des travailleurs guyanais (UTG), et par son camarade Jean-Claude Ringue, également militant de l'UTG et dirigeant du PNPG.

Au total, sur les dix Guyanais arrêtés, un seul, Rabien Canavy, secrétaire général de l'Union locale de l'UTG à Cayenne et responsable du Mouvement de décolonisation et d'émancipation sociale (MDES), a été relâché. « Ma libération est plutôt un bon signe », nous confie M. Canavy, jeudi, peut-être emporté par l'enthousiasme des manifestants du 31 mai. « Nous avons tous les mêmes chefs d'accusation : si le bon sens l'emporte, tout le monde devrait être libéré », insiste-t-il, avec un optimisme quelque peu prématuré.

La rigueur dont ont fait preuve les juges de Fort-de-France n'a pas étonné, en revanche, les membres du collectif d'avocats créé à Cayenne pour assurer la défense des dix prévenus. « Cette décision ne m'a pas surprise, assurait, vendredi soir, M. Lucie Louzé-Douze. Nous savons que ce combat est dur et qu'il se joue pied à pied. » Le transfert, cette semaine, de la Martinique vers la Guadeloupe de deux jeunes prisonniers, Bernard Riffort-Delme et Maurice Rio Tran Foo, avait déjà été perçu comme un indice de cette volonté de fermeté, que le rejet des demandes de mise en liberté n'a fait que confirmer.

SANS ATTACHE PARTISANE

« La mobilisation va continuer. On est parti pour une longue marche ! », a promis, de son côté, le secrétaire général de l'UTG, Christian Rabin. La puissante centrale syndicale, dirigée par les indépendantistes, devrait faire connaître dans les jours qui viennent la forme qu'elle entend donner à son action. « On ne peut pas défilier dans les rues tous les jours », a reconnu M. Rabin, en faisant allusion aux importantes manifestations du 29 avril et du 1^{er} mai.

Soupçonnés d'avoir tenté, lors des troubles de novembre 1996, d'incendier la maison du procureur de la République de Guyane, Jean-Luc Becq, les dix *kanmarad* (« ca-

marades ») de Cayenne devront probablement attendre plusieurs jours, voire quelques semaines, avant d'être fixés sur leur sort. Parmi les dix prévenus, quatre seulement sont des militants politiques. Les six autres sont des « jeunes » de vingt-deux ans à trente-cinq ans, sans attache partisane.

« Si les autorités n'avaient pas fait l'erreur de les « déporter » hors de Guyane, il n'y aurait pas eu une telle mobilisation de la communauté créole », note un observateur. Court-circuitant la campagne des législatives, l'affaire des « déportés » a, dans un premier temps, galvanisé et unifié les contestataires. « Un Front contre la répression » a été constitué, rassemblant côte à côte les syndicalistes de l'UTG, le Parti socialiste guyanais (PSG), les groupuscules indépendantistes, le Parti walvari de la bouillonnante Christiane Taubira-Delamont, député européen et député sortant de la première circonscription du département de Guyane. Cet élan unitaire n'en est pas moins fragile. Le projet d'une candidature unique désignée par le Front pour les législatives paraît en tout cas fortement compromis. M^{me} Taubira-Delamont, disposée à brigner un deuxième mandat, fera probablement campagne sous sa propre bannière, a-t-on appris vendredi soir.

Catherine Simon

M. Douste-Blazy a été blessé d'un coup de couteau par un déséquilibre

LOURDES

de notre correspondant
Le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, était toujours en observation, samedi 3 mai, à l'hôpital Purpan de Toulouse, au lendemain de son agression par un homme qui lui avait porté un coup de couteau dans le dos. Ses jours n'étaient pas en danger.

Le maire (Forcés démocrates) de Lourdes, attaqué alors qu'il se trouvait dans un magasin d'objets de piété de la ville, avait été transféré dans la nuit à Toulouse afin de subir des examens complémentaires. M. Douste-Blazy, qui doit inaugurer le Festival de Cannes le 7 mai et mener sa campagne électorale dans les Hautes-Pyrénées, pourrait quitter l'hôpital en début de semaine.

L'incident s'est produit vers 18 h 30, vendredi soir, alors que M. Douste-Blazy se promenait seul dans les rues commerçantes. Il est entré dans un magasin d'objets de piété de la ville, avait été transféré dans la nuit à Toulouse afin de subir des examens complémentaires. M. Douste-Blazy, qui doit inaugurer le Festival de Cannes le 7 mai et mener sa campagne électorale dans les Hautes-Pyrénées, pourrait quitter l'hôpital en début de semaine.

L'incident s'est produit vers 18 h 30, vendredi soir, alors que M. Douste-Blazy se promenait seul dans les rues commerçantes. Il est entré dans un magasin d'objets de piété de la ville, avait été transféré dans la nuit à Toulouse afin de subir des examens complémentaires. M. Douste-Blazy, qui doit inaugurer le Festival de Cannes le 7 mai et mener sa campagne électorale dans les Hautes-Pyrénées, pourrait quitter l'hôpital en début de semaine.

M^{me} Toulouse raconte la scène : « Philippe Douste-Blazy venait juste de traverser quand il s'est affaissé dans mes bras. Pendant que ma fille était en train de soutenir le ministre et d'appeler des secours, j'ai hurlé pour avertir que cet homme venait de l'agresser. » La police l'a appréhendé quelques instants plus tard, dans un café.

EN 1992 DÉJÀ
Il s'agit d'un homme d'origine albanaise, Adal Gisti, âgé de trente-sept ans. Traité à l'hôpital psychiatrique de Lannemezan depuis le 5 novembre 1992, il bénéficiait d'une permission de sortir. Certains membres de l'entourage du ministre affirment qu'il se présenterait comme médecin et qu'il aurait vainement essayé d'obtenir l'autorisation d'exercer en France. En 1992, il avait tenté de s'immoler devant l'hôtel de ville de Lourdes. En mai de cette même année, dans les couloirs de la mairie, il avait déjà essayé de blesser M. Douste-Blazy.

« Je vais bien, j'ai échappé belle », confiait le ministre, peu après son arrivée au centre hospitalier, vendredi. Le visage bleté, il était conscient mais visiblement marqué par cet événement. Dans la soirée, il a été transféré vers l'hôpital toulousain où il était professeur de cardiologie jusqu'en 1992. Le président de la République, Jacques Chirac, et le premier ministre, Alain Juppé, lui ont adressé des messages de sympathie, de même que Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste.

Jacques Isnard

Jean-Jacques Rollat

Le ministère de l'intérieur poursuit le Gisti pour diffamation

JUSQU'OU une association peut-elle critiquer l'action du gouvernement sans être sanctionnée par les lois réprimant la diffamation ? La question était posée, vendredi 2 mai, devant la dix-septième chambre du tribunal correctionnel de Paris, présidée par Jean-Yves Moufourt, où comparaissait Danièle Lochak, présidente du Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés (GISTI), sur plainte du ministère de l'Intérieur. Ce dernier n'a pas accepté la façon dont cette association avait commenté la mort d'un enfant tzigane de huit ans, le 20 août 1995 à Sospel (Alpes-Maritimes), sous les balles d'un sous-brigadier de la direction du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins. Pour tout commentaire, la garde des sceaux avait évoqué « un travail qui a été fait par les policiers normalement » (Le Monde du 29 août 1995).

« SNIPER » OU PAS
Dans un communiqué, le Gisti se demandait : « Assisterons-nous à la création d'une nouvelle pratique administrative au service de la Dilection et la police à abattre des étrangers supposés clandestins quand ils ne se prêtent pas docilement à leur interpellation ? (...) Face à la purification ethnique qui frappe les Bosniaques, la France ne fait-elle pas le jeu du gouvernement serbe en plaçant des snipers sur la route de l'édit ? »

Curtieusement, le ministère de

l'intérieur n'avait pas cru bon, vendredi, de se faire représenter par un avocat. Pour sa part, le représentant du ministère public, Vincent Lesclous, a surtout rendu un hommage appuyé au Gisti, association « utile et nécessaire au civisme ». « La mort d'un enfant est un drame, pas un incident. Le Gisti avait vocation à publier un communiqué », a estimé le magistrat, admettant que la phrase fustigeant la « nouvelle pratique administrative » relevait du cadre « normal » du droit d'expression. Cependant, le procureur a estimé que l'association avait été « trop loin » en faisant référence aux « snipers ». « On ne peut pas assimiler la politique d'un Etat démocratique à la purification ethnique », a-t-il dit pour justifier ses réquisitions, faites du bout des lèvres, en faveur d'une condamnation.

Défenseur de Danièle Lochak, M^{me} Henri Leclerc a contesté cette logique : « Vous ne pouvez pas demander à un contre-pouvoir de ne pas avoir une attitude ferme vis-à-vis du pouvoir », a-t-il plaidé. « Cette balle tirée par un inconnu qui tue dans la nuit est la même que celle du sniper, a appuyé M^{me} Leclerc. Faisant référence au non-lieu accordé au policier de Sospel, Danièle Lochak a conclu : « Ce qui serait le plus gênant, c'est que la seule condamnation dans cette affaire où un enfant est mort soit une condamnation pour diffamation. » Jugement le 30 mai.

Philippe Bernard

Tirage du Monde daté samedi 3 mai 1997 : 514 907 exemplaires

1-3

VOTRE CAVE A VIN

SANS MOTEUR

Conservation et vieillissement des vins

Température réglable

Humidité contrôlée

De 75 à 1500 bouteilles

Pour le particulier et le professionnel

NORDING

DEMANDEZ LE CATALOGUE GRATUIT AU 04.68.50.04.05

Un troisième ours est introduit dans les Pyrénées

L'OURS PYROS, une boule de poils et de muscles de 235 kilos, a été introduit dans les Pyrénées centrales vendredi 2 mai. Il s'agit du troisième ours relâché dans la chaîne montagneuse. Comme les deux femelles relâchées en 1996 au même endroit, Pyros vient de Slovénie : il a été capturé le 1^{er} mai dans la réserve de Kocelj, prélevé parmi les 400 ours qui vivent dans ce pays. Après vingt-quatre heures de voyage dans une fourgonnette climatisée, l'ours s'est réveillé dans les Pyrénées centrales, à deux pas de la frontière espagnole.

Du côté espagnol précisément, bergers, chasseurs et élus du val d'Aran ont fait connaître leur hostilité à cette expérience. Le dossier a finalement dû se régler d'Etat à Etat. L'expérience est financée sur des crédits européens en vertu d'un accord franco-espagnol portant sur la restauration de la grande faune pyrénéenne : près de 10 millions de francs au total, dont quatre pour la réintroduction de l'ours. Pyros a été acheté environ 150 000 francs. (Corresp.)

■ RADIO : les discussions entre RMC et Sud Radio sur le rapprochement entre les deux groupes annoncés en février continuent. Le calendrier des opérations devrait être communiqué, vendredi 16 mai, au personnel des deux sociétés. A l'occasion des élections législatives, les deux stations diffuseront simultanément des émissions électorales communes.

CALVITIE



Des cheveux naturels et définitifs grâce aux techniques médicales les plus modernes.

RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTATION SUR SIMPLE DEMANDE

Tél. : 01 53 83 79 79 - Fax : 01 53 83 79 70 - 3617 INFO CHAUVÉ

Centre Médico-Chirurgical Franklin Roosevelt

49, avenue Franklin Roosevelt - 75006 Paris

سكز من الإهل